



Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Distr. limitée
29 mars 2012
Français
Original: anglais

Treizième session

Doha (Qatar)

21-26 avril 2012

Point 8 de l'ordre du jour provisoire

Une mondialisation centrée sur le développement:

Vers une croissance et un développement équitables et durables

Projet de texte de négociation pour la treizième session de la Conférence

Genève, 26 mars 2012

Introduction D'Accra à Doha

1. Depuis la douzième session de la Conférence à Accra en 2008, l'économie mondiale a connu de profonds changements. Dans le même temps, certaines tendances anciennes qui faisaient déjà l'objet de débats à Accra se sont maintenues. Ensemble, ces changements et ces tendances remodelent l'environnement économique international et créent de nouvelles problématiques de commerce et de développement. En particulier, les responsables partout dans le monde cherchent les moyens d'obtenir des résultats plus équitables et plus sûrs et de promouvoir une mondialisation centrée sur le développement. **(UE, JZ, Groupe D, G77 & CHINE supprimer le paragraphe)**

1 alt. Depuis la douzième session de la Conférence à Accra en 2008, l'économie mondiale a connu de profonds changements. En même temps, des problèmes persistants demeurent. Ensemble, ils remodelent l'environnement économique international, avec des conséquences et une dynamique inattendues. Les décideurs cherchent donc des moyens plus efficaces de parvenir à un développement plus équitable et durable et de promouvoir une mondialisation centrée sur le développement. (G77 & CHINE)

2. La treizième session de la Conférence est une importante contribution à l'instauration d'une mondialisation centrée sur le développement à travers un dialogue constructif et un effort concerté de toutes les parties prenantes pour appliquer les enseignements de la période écoulée depuis Accra. **(UE, JZ, Groupe D, G77 & CHINE supprimer le paragraphe)**

2 alt. La treizième session de la Conférence est une importante contribution à l'instauration d'une mondialisation centrée sur le développement à travers une action et un dialogue constructifs des États membres. Il est également important pour les

États membres et les acteurs du développement d'appliquer les enseignements de la période écoulée depuis Accra. (G77 & CHINE)

3. Cet esprit positif est fondamental dans la mesure où tout commence souvent par de nouvelles idées. Le rôle de la CNUCED en tant qu'incubateur de telles idées dans le domaine du commerce et du développement s'appuie sur la détermination de toutes les parties prenantes d'agir de façon constructive pour relever les défis futurs. (UE, JZ, Groupe D, G77 & CHINE supprimer le paragraphe)

3 alt. À cet égard, un esprit positif s'impose pour dégager et poursuivre de nouvelles idées. Le rôle de la CNUCED en tant que principal organisme du système des Nations Unies chargé d'assurer le traitement intégré du commerce et du développement et des questions associées dans les domaines du financement, de la technologie, de l'investissement et du développement durable, s'appuie sur la détermination de ses membres de mettre à profit les contributions des acteurs du développement pour effectivement relever les défis futurs. (G77 & CHINE)

4. L'Accord d'Accra se situait dans le droit fil des meilleures traditions d'une CNUCED conduisant des analyses innovantes, poursuivant un programme constructif en matière de commerce et de développement, et menant une action articulée autour de ses trois piliers, à savoir l'analyse directive, la formation de consensus et la coopération technique. ~~Nombre de~~ Les résultats de la douzième session de la Conférence restent valables, et la Conférence à sa présente session les réaffirme **et s'en inspire**. Mais le monde a évolué et la CNUCED doit donc elle aussi évoluer. Ainsi, la présente session de la Conférence **va au-delà d'Accra en innovant** ~~fait fond sur celle d'Accra, mais va aussi au-delà de façon que~~ **afin que la CNUCED puisse** continuer d'affirmer son rôle dans le domaine du développement et de renforcer son impact. (G77 & CHINE) (UE, JZ, Groupe D supprimer le paragraphe)

5. Les défis sont nombreux. Certains sont nouveaux, d'autres plus anciens, auxquels aucune solution bien définie n'a encore été trouvée. Mais au-delà des difficultés de l'actuelle situation économique, il y a la promesse d'une économie mondiale plus forte qui pourrait, grâce à une combinaison judicieuse d'initiative entrepreneuriale, de conduite avisée de l'action publique et de coopération efficace, contribuer à un développement véritablement durable et équitable. (UE, JZ, Groupe D, G77 & CHINE supprimer le paragraphe)

5 alt. Les défis sont nombreux. Certains sont nouveaux et très récents. D'autres sont déjà anciens, et les solutions qui ont été tentées se sont révélées cruellement inefficaces. Mais au-delà du sombre tableau qui se profile actuellement, il y a la promesse d'une économie mondiale plus forte susceptible de favoriser un développement équitable et durable. Les trois piliers de l'action de la CNUCED offrent l'occasion aux États membres de définir et d'appliquer des solutions pratiques ancrées sur l'initiative entrepreneuriale, un environnement favorable et une conduite efficace de l'action publique. (G77 & CHINE)

6. La crise financière qui a éclaté peu après la Conférence d'Accra a provoqué la première contraction de l'économie mondiale depuis les années 1930. Venue des pays avancés, elle s'est propagée très rapidement par le biais des flux financiers, des flux commerciaux et des flux d'investissement. Les pays les plus pauvres de la planète n'ont pas été épargnés. En dépit des politiques coordonnées engagées par les principaux pays, aussi bien développés qu'en développement, l'économie mondiale reste fragile. (UE, JZ, Groupe D supprimer le paragraphe)

7. Le premier grand défi est de reconnecter la finance à l'économie réelle dans la perspective d'un développement équitable et durable. La crise a montré que tous les pays, développés ou en développement, étaient exposés à de sérieux coûts politiques,

économiques et sociaux si on laissait les marchés financiers s'autoréguler. L'échelle, l'ampleur et la persistance de la crise imposent donc de repenser les principes et les valeurs du développement, ainsi que les mesures à prendre aux niveaux national, régional et international, pour que le secteur financier et le secteur productif de l'économie évoluent de façon synergique et harmonieuse. **(UE, JZ, Groupe D supprimer le paragraphe)**

8. Un deuxième défi, ~~potentiellement plus redoutable, est celui de l'insécurité alimentaire~~ **est d'éliminer la faim et d'assurer la sécurité alimentaire.** ~~La montée en flèche~~ **La forte instabilité** des produits alimentaires a fait de la faim et de l'insécurité alimentaire l'un des sujets de la douzième session de la Conférence et a été à l'origine, depuis celle-ci, de graves troubles sociaux et politiques dans un certain nombre de pays, **en particulier dans les pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires.** ~~Un milliard au moins d'individus souffrent de l'insécurité alimentaire. L'instabilité, dans une tendance à la hausse, des prix alimentaires résulte aussi bien des forces économiques fondamentales que de la financiarisation croissante des marchés des produits de base.~~ **Le rôle de la financiarisation croissante des marchés de produits de base dans l'instabilité des prix alimentaires a été mis en lumière.** Une plus grande stabilité des prix des produits alimentaires est un aspect ~~essentiel~~ de la sécurité alimentaire mais, ~~à la base, il s'agit avant tout~~ **un autre défi est l'accès à l'alimentation** et la nécessité de stimuler le développement agricole, ~~d'améliorer la distribution et d'augmenter les rendements grâce à des investissements en hausse et à une large diffusion du progrès technologique~~ **tout en tenant compte des impératifs de durabilité et des besoins et des préoccupations des petits exploitants agricoles.** **(G77 & CHINE) (UE, JZ, Groupe D supprimer le paragraphe)**

9. Un troisième défi concerne ~~la forte hausse~~ **l'instabilité** des prix de l'énergie **et l'accès aux énergies renouvelables** qui, ~~à l'instar de l'instabilité des prix alimentaires,~~ posent la question de l'insécurité énergétique. L'essentiel des infrastructures énergétiques de beaucoup de pays en développement reste à construire, ce qui a pour conséquence des services énergétiques insuffisants et chers: ~~près de 2 milliards de personnes n'ont pas accès à des services énergétiques modernes.~~ Il est impératif de remédier à cette situation si l'on veut promouvoir des modes de développement équitables. **(G77 & CHINE) (UE, JZ supprimer le paragraphe)**

10. Le quatrième défi, ~~celui qui est sans doute le plus lourd de menaces,~~ concerne les changements climatiques. L'urgence de ce problème est illustrée par l'augmentation continue des émissions de gaz à effet de serre, alors même que l'économie mondiale s'est ralentie. La hausse des températures compromet déjà les conditions de vie et les moyens de subsistance dans ~~certains~~ les pays en développement. **L'accroissement de la fréquence et du nombre de catastrophes naturelles et autres conséquences préjudiciables pour l'environnement des changements climatiques,** ~~les menaces de catastrophes naturelles, qui ne sont pas toutes liées au changement climatique,~~ ajoutent aux inquiétudes que suscite une insécurité environnementale qui s'aggrave dans tous les pays, en particulier les plus pauvres et les plus vulnérables. **Aider les populations et les entreprises à retrouver une situation normale après une catastrophe naturelle exige une approche novatrice. Tous ces défis ont des implications pour la finance, les assurances, l'investissement, le commerce et le développement.** **(G77 & CHINE) (UE, JZ, Groupe D supprimer le paragraphe)**

11. ~~Enfin, divers problèmes économiques, sociaux et environnementaux de nature intersectorielle continuent d'appeler des solutions durables exigeant une approche globale.~~ **(UE, JZ, Groupe D supprimer le paragraphe)**

12. Relever chacun de ces défis, pris isolément, exigera des engagements de ressources et des efforts massifs. Il apparaît toutefois de plus en plus évident depuis la Conférence d'Accra que ces défis sont étroitement interdépendants et qu'ils devront être traités ensemble. D'où l'importance de **renforcer la d'une gouvernance efficace,** à tous les

niveaux, pour faire face aux enjeux d'un monde interdépendant. (G77 & CHINE) (UE, JZ, Groupe D supprimer)

13. La recherche d'une amélioration de la gouvernance a, ces dernières années, été rendue plus difficile ~~dans de nombreux pays, développés et en développement~~, par une forte tendance à la hausse des inégalités **à tous les niveaux**. Cette tendance revêt de multiples dimensions, où le creusement des écarts de revenu est aggravé par des considérations de parité, des problèmes ethniques, des problématiques régionales et autres sources de discrimination et d'inégalité, qui remettent directement en cause la perspective d'un développement équitable et durable. Elle fragilise aussi la confiance et le sentiment collectif, qui sont indispensables à des solutions de coopération, en particulier au niveau mondial. (G77 & CHINE) (UE, JZ, Groupe D supprimer le paragraphe)

14. Si les déséquilibres économiques et sociaux qui se sont accentués depuis la douzième session de la Conférence persistent, et si la reprise économique reste fragile, on ne peut écarter un risque réel de réaction politique qui annulerait les avantages d'une économie mondiale plus ouverte, et effacerait les résultats de ~~l'intégration~~ **l'interdépendance** et des réformes économiques au niveau national. Les conséquences d'une remise en cause de ~~l'intégration~~ **l'interdépendance** économique internationale seraient assurément bien plus lourdes pour les plus démunis, mais les dégâts s'étendraient à tous les pays et à toutes les populations. (G77 & CHINE) (UE, JZ, Groupe D supprimer le paragraphe)

15. Pour éviter un rejet de la mondialisation et trouver des solutions durables aux déséquilibres qui compromettent les perspectives d'un développement équitable et durable, des mesures et des initiatives collectives devront être prises aux niveaux national, régional et international. La communauté internationale peut montrer la voie en définissant les principes, les partenariats et les priorités d'une mondialisation centrée sur le développement. Cela pourrait signifier un nouveau départ pour le multilatéralisme en général et pour la coopération pour le développement en particulier. (UE, JZ, Groupe D supprimer le paragraphe)

I. Thème – Une mondialisation centrée sur le développement: Vers une croissance et un développement équitables et durables

A. Analyse

15 bis. La mondialisation se caractérise par une plus grande connectabilité, une plus grande interdépendance et une plus grande intégration dans le monde d'aujourd'hui. Elle comporte trois grandes dimensions: économique, sociale et politique. Le principal moteur de la mondialisation est l'abaissement continu des obstacles géographiques, qui encourage le commerce, les transports et les communications au-delà des frontières. À la CNUCED, la mondialisation est traitée dans sa dimension économique. (JZ)

15 ter. La mondialisation est une puissante force économique qui a sorti des milliards d'individus de la pauvreté, comme en témoigne tout particulièrement l'essor économique des pays émergents au cours des vingt dernières années. Les débats sur la mondialisation devraient être équilibrés, mettre en lumière les avantages de celle-ci, en reconnaître les risques et en appréhender les enjeux. Le commerce international, l'investissement et le secteur privé sont d'importants facteurs de développement et de croissance. (JZ)

16. On entend par mondialisation l'interdépendance croissante des nations qui résulte de l'intensification des flux commerciaux, financiers et technologiques et des flux d'information au niveau international. La réduction des obstacles économiques, techniques, géographiques et culturels caractérise depuis longtemps le progrès humain. ~~La façon dont ces éléments se combinent et leur impact sur les perspectives de développement ont toutefois évolué au fil des ans (JZ). Ces dernières années, les avantages, les risques et les difficultés associés à la mondialisation ont été étroitement liés à l'expansion rapide des marchés financiers internationaux.~~(UE, JZ)

16 alt. La mondialisation,

qui revêt trois dimensions, à savoir économique, sociale et politique (Président)

force multidimensionnelle qui a tiré des milliards d'individus de la pauvreté (Président)

on entend l'interdépendance croissante des nations qui résulte de l'intensification des flux commerciaux, financiers et technologiques et des flux d'information au niveau international. La réduction des obstacles économiques, techniques, géographiques et structurels caractérisent depuis longtemps le progrès humain. Les débats sur la mondialisation devraient être équilibrés, en souligner les avantages, en reconnaître les risques et en appréhender les enjeux. Le commerce international, l'investissement et les secteurs public et privé sont d'importants facteurs de développement et de croissance. (G77 & CHINE)

17. ~~Des marchés financiers efficaces sont essentiels à la mobilisation de ressources pour une croissance et un développement durables. Des problèmes peuvent toutefois apparaître lorsque ces marchés apparaissent déconnectés des besoins de l'économie réelle. (JZ) Cette déconnexion croissante semble être l'une des principales raisons pour lesquelles les modes de croissance et de développement, ces dernières années et dans de nombreux pays, n'ont été ni durables ni équitables.~~(UE, JZ)

18. Pour promouvoir une mondialisation davantage centrée sur le développement, ~~il est essentiel~~ **il faut notamment (Groupe D)** remettre la finance au service de l'économie productive. ~~Il faudra pour cela adopter une conception plus novatrice des stratégies de développement. Le statu quo n'est pas une solution si l'on veut rééquilibrer de façon rapide, durable et équitable, l'économie mondiale. Des approches novatrices doivent être conçues en fonction des situations et des besoins locaux, et garantir aux décideurs les marges de manœuvre nécessaires pour déterminer ce qui fonctionne réellement selon les conditions et les besoins. (Groupe D) (UE, JZ supprimer le paragraphe)~~

19. Les stratégies de développement devraient être équitables et répondre aux besoins humains. Les individus ont partout des besoins et des aspirations analogues, à savoir un travail décent, *{l'égalité entre hommes et femmes (JZ), l'autonomisation (UE) des femmes (Saint-Siège)}* ~~{G77 & CHINE supprimer}~~, un logement assuré, un environnement sûr, un meilleur avenir pour leurs enfants et un gouvernement qui soit à leur écoute. Ces différents éléments étant étroitement liés, il faut une approche intégrée des stratégies de développement. ~~Il est peu probable que l'on puisse parvenir aux options souhaitables si les préoccupations économiques, sociales, politiques (JZ) et environnementales sont traitées indépendamment les unes des autres. (Mexique) L'on dissocie les marchés financiers du commerce ou de la production, la macroéconomie du comportement des entreprises et des ménages, ou encore l'économie du social et de l'environnement.~~(UE, JZ) *(G77 & CHINE conserver la dernière phrase)*

19 bis. Parvenir à (G77 & CHINE) Une croissance et un développement durables impliquent également une transition vers des modes de production et de consommation respectueux de l'environnement, qui préservent la biosphère et la capacité de ses écosystèmes de soutenir l'activité humaine. La transition vers une

~~économie mondiale verte (G77 & CHINE) doit être accélérée et tous les pays peuvent y contribuer, sur la base du principe de responsabilités communes mais différenciées (JZ) et des capacités tenant compte du niveau de développement économique et social. (JZ, G77 & CHINE) À (JZ) la Conférence Rio+20 sur le développement durable la communauté mondiale (JZ) devrait [renouveler et réaffirmer l'engagement mondial en faveur d'un développement durable (G77 & CHINE)] [obtenir un engagement politique renouvelé en faveur d'un développement durable et de l'élimination de la pauvreté (JZ, Mexique)] adopter de nouvelles orientations et de nouveaux objectifs pour une transition vers une économie mondiale verte. (JZ, Mexique, G77 & CHINE) (UE, paragraphe ajouté)~~

20. ~~{Des stratégies de développement novatrices (G77 & CHINE) devront être portées par de nouveaux partenariats renforcés (G77 & CHINE) pour le développement (G77 & CHINE)} {UE supprimer}. Ces partenariats [pour le développement (UE)] [de tels partenariats (G77 & CHINE)] peuvent s'appuyer devraient reposer (G77 & CHINE) non seulement sur les normes et les comportements de marché, mais aussi sur de plus larges considérations telles que la confiance, la solidarité et la coopération, le bien commun et l'avantage mutuel pour un développement équitable et durable. (G77 & CHINE) {Mais (UE) un solide sentiment de confiance et de solidarité entre tous les acteurs concernés sera nécessaire pour élargir l'assise de ces partenariats.} {G77 & CHINE supprimer} Les stratégies de développement devraient associer les secteurs public et privé, les petites, moyennes et grandes entreprises, les prêteurs et les emprunteurs, les producteurs nationaux et étrangers, et promouvoir un consensus entre les différents groupes sociaux, pour la mise en place de fondements solides et larges. (G77 & CHINE, tiré de 20 alt) {Une approche différenciée des partenariats pour le développement est indispensable pour tirer le meilleur parti des efforts consentis. (UE)} {G77 & CHINE supprimer} (JZ, UE supprimer le paragraphe)~~

20 alt. Les stratégies de développement peuvent être étayées par des partenariats contribuant à un vigoureux sentiment de confiance et de coopération. (JZ) *{et associant la société civile et les parties prenantes. Les stratégies de développement devraient associer les secteurs public et privé, les petites, moyennes et grandes entreprises, les prêteurs et les emprunteurs, les producteurs nationaux et étrangers, et promouvoir un consensus entre les différents groupes sociaux, pour la mise en place de fondements solides et larges.}* {JZ déplacé vers thème subsidiaire 2} *Une approche différenciée des partenariats pour le développement est indispensable pour tirer le meilleur parti des ressources disponibles.* (UE)

21. Chaque pays a la responsabilité première de son propre développement économique et social. (G77 & CHINE) ~~Au niveau national, (G77 & CHINE) Un État conserve un rôle essentiel [rôle important (UE)] [essentiel (G77 & CHINE)] dans la mise en place la définition d'une vision cohérente du développement et le renforcement (G77 & CHINE) de partenariats de développement appropriés cadres conditions appropriés (G77 & CHINE supprimer) (UE) qui renforcent les liens entre le développement des entreprises, la compétitivité et la création d'emplois. (G77 & CHINE) {et (UE) associent les secteurs public et privé, les petites, moyennes et grandes entreprises, les prêteurs et les emprunteurs, les producteurs nationaux et étrangers, etc., et favorisent le consensus. Pour ce faire, les États doivent élaborer une vision cohérente du développement et établir un contrat solide entre les différents groupes sociaux.} {G77 & CHINE supprimer} (JZ, UE supprimer le paragraphe)~~

21 alt. Chaque pays a la responsabilité première de son propre développement économique et social. On ne saurait donc trop insister sur le rôle des politiques nationales et des stratégies nationales de développement. Le rôle de l'État est de garantir la liberté, la paix et la sécurité, le respect de tous les droits de l'homme, la

primauté du droit, la lutte contre la corruption, l'égalité entre hommes et femmes et un attachement général à une société juste et démocratique pour le développement et l'atténuation de la pauvreté. (JZ, UE)

22. L'État développementiste du XXI^e siècle doit être un acteur pragmatique et dynamique, ~~catalyseur et complémentaire ainsi qu'un catalyseur du (G77 & CHINE) secteur privé. Mais II (G77 & CHINE) a aussi un rôle indépendant à jouer s'agissant de~~ ~~corriger réguler (G77 & CHINE) les dysfonctionnements du~~ le marché (G77 & CHINE) et de fixer les priorités **et les politiques (G77 & CHINE) nationales**. De même que l'expérience a montré qu'une politique de développement menée sans tenir compte des forces du marché pourrait s'avérer inefficace et conduire à une mauvaise allocation des ressources, de même il est apparu ces dernières années que si les gouvernements n'assurent pas un environnement propice correctement réglementé, ces mêmes forces du marché peuvent provoquer des dégâts économiques et sociaux considérables, ~~voir mettre en péril la souveraineté nationale. (G77 & CHINE) (UE, JZ, Groupe D supprimer le paragraphe)~~

23. ~~Les États développementistes Les pays (Groupe D) efficaces se sont constitués (G77 & CHINE) ont bâti leurs compétences au moyen, notamment, de partenariats et d'un dialogue public-privé, ainsi que d'organes de réglementation et de supervision transparents et responsables. Autour de structures (G77 & CHINE) {JZ supprimer} des gouvernements ouverts (JZ) à la consultation, à la responsabilité, à la transparence et à l'apprentissage (G77 & CHINE) sont indispensables à un modèle de développement efficace (JZ). Ces éléments ont contribué à la création d'un environnement économique prévisible, caractérisé par la sécurité des droits de propriété, une concurrence vigoureuse et la volonté de réaliser des investissements à long terme, notamment dans le capital humain. Ce sont là les éléments fondamentaux d'une bonne gouvernance économique (G77 & CHINE). Les pays Certains pays (JZ) ont également adopté des stratégies de promotion de la croissance, avec notamment un soutien actif de l'État concernant les infrastructures, l'éducation et la formation, et le renforcement du dialogue avec les acteurs locaux. (JZ) {la mobilisation de ressources et leur affectation à des activités productives, au développement de secteurs stratégiques, et (G77 & CHINE) la définition de critères de résultats précis pour les bénéficiaires d'un soutien public, le renforcement du dialogue avec les parties prenantes locales et l'aménagement des marges d'action nécessaires pour envisager des solutions conformes aux capacités et aux besoins locaux} {JZ supprimer}. (UE, JZ supprimer le paragraphe)~~

23 alt. Les pays Les États développementistes efficaces (Groupe D) ont bâti leurs compétences au moyen de stratégies de promotion de la croissance s'accompagnant d'un soutien public actif en faveur de la mobilisation de ressources et de leur affectation à des activités productives, du développement de secteurs stratégiques tels que les infrastructures, l'éducation et la formation, du renforcement du dialogue avec les parties prenantes locales pour l'élaboration de mesures conformes aux capacités et aux besoins locaux, de la promotion de partenariats public-privé et de la mise en place de cadres réglementaires. (G77 & CHINE)

24. Une croissance et un développement soutenus et équitables dépendent, notamment, de la promotion et de la mobilisation de diverses sources de financement, y compris la mobilisation des ressources intérieures via la fiscalité et les revenus provenant du commerce et de l'investissement, ainsi que de sources fiables de financement extérieur. Une hausse des niveaux d'investissement productif est essentielle au renforcement des capacités productives et est un gage d'expansion. ~~{Mettre l'accent sur l'investissement implique de mettre aussi l'accent sur la mobilisation des ressource intérieures (G77 & CHINE) et internationales (UE), y compris pour le secteur public, et c'est aussi un rappel: l'accès à (G77 & CHINE) des sources de financement extérieur abordables et fiables reste (G77 & CHINE) une contrainte [cruciale~~

(G77 & CHINE)] [un facteur pertinent (UE)] pour la croissance et le développement dans de nombreux pays en développement, en particulier dans les pays les moins avancés.} {(G77 & CHINE) supprimer} (JZ, UE supprimer le paragraphe)

24 alt. Une croissance et un développement soutenus et équitables dépendent, notamment, de la promotion et de la mobilisation des diverses sources de financement, y compris la fiscalité et la mobilisation des ressources intérieures, l'investissement privé, le commerce et la philanthropie (JZ, UE)

25. L'industrialisation reste une priorité pour les pays en développement, **en particulier les PMA (JZ, UE)** et de nombreux pays en transition, car elle encourage des changements structurels positifs et crée des synergies entre l'investissement, la productivité et l'emploi. Une économie diversifiée dépend d'un développement industriel permettant de déterminer des avantages comparatifs dans un large éventail de secteurs productifs, en vue de promouvoir une croissance et un développement économiques durables.

25 bis. [En outre, (UE, G77 & CHINE) les décideurs doivent aussi (UE, G77 & CHINE) se préoccuper de mettre en place le bon environnement macro (G77 & CHINE) économique et social (G77 & CHINE)] et de (UE, G77 & CHINE) [Ceux-ci concernent la chaîne mondiale d'approvisionnement (JZ)] les liens sectoriels et intersectoriels, notamment dans une économie rurale qui reste la clef d'un développement durable et équitable dans beaucoup de pays, en particulier dans les pays les moins avancés (PMA). Le développement du secteur des services est également nécessaire pour promouvoir la diversification, la formation de revenus, les exportations et l'emploi, outre sa contribution au développement économique et social en général. Ce secteur apparaît enfin relativement résistant aux crises, pour ce qui est de la production et du commerce. **(JZ supprimer le paragraphe, Groupe D)**

26. Une croissance économique vigoureuse peut rendre les ajustements associés à la transformation structurelle plus facile à gérer. Toutefois, ~~mettre expressément l'accent (JZ)~~ sur la croissance économique **[n'est pas suffisant (G77 & CHINE)] [peut n'être pas suffisant pour parvenir à un développement durable (UE)] [devrait être soutenue, partagée et équitable aux fins des meilleurs résultats possibles (JZ)].** ~~Des seuils de~~ Une protection sociale *est (G77 & CHINE) (Groupe D, UE, JZ maintenir «seuils»)* nécessaire pour protéger les populations vulnérables et s'attaquer aux inégalités, notamment entre hommes et femmes, et entre les différentes régions d'un pays. **Cela (G77 & CHINE) peut contribuer à un processus de développement plus harmonieux et plus prévisible. (JZ supprimer)** Cela contribue également à une protection contre les chocs et les crises qui accompagnent souvent une croissance rapide et l'instauration progressive d'une économie plus ouverte et plus intégrée. Un juste équilibre entre croissance, équité et protection sociale ne peut être déterminé qu'en fonction des conditions et des contraintes locales.

26 bis. {Des politiques commerciales efficaces peuvent avoir un effet redistributeur extrêmement favorable, aussi bien entre les secteurs économiques qu'entre les individus. Elles peuvent ouvrir de nouvelles perspectives et créer de nouvelles contraintes pour les femmes, raison pour laquelle la problématique de la parité hommes-femmes doit être au cœur de la conception et de la mise en œuvre des politiques de commerce et de développement.} {JZ, UE supprimer} L'émancipation économique des femmes doit être soutenue par des politiques économiques, commerciales (UE, JZ) et sociales favorables. (JZ, Mexique) L'égalité entre hommes et femmes {¹} {UE, JZ supprimer la référence}, l'émancipation économique et politique des femmes et la jouissance par les femmes des droits fondamentaux sont essentiels à la réduction de la pauvreté et à un développement durable, et les femmes peuvent

¹ Voir le paragraphe 3 de l'article 7 des statuts de la Cour pénale internationale (Saint-Siège).

exercer ces droits plus pleinement si elles appréhendent en tant qu'agents économiques les nouvelles perspectives proposées par le marché. Les possibilités pour les femmes dans les pays en développement d'avoir un emploi décent, ou d'avoir un rôle d'entrepreneur, accroissent leurs revenus et leur capacité d'investir dans leur famille et dans leur entreprise. (UE)

27. Dans la mesure où le développement est avant tout un projet national, les pays en développement ont conscience que c'est à eux que revient la responsabilité première d'élever le niveau de vie et d'améliorer la sécurité de tous leurs citoyens. Or, ~~dans un monde de plus en plus interdépendant, (JZ) dans un contexte de mondialisation, (G77 & CHINE) le succès de (UE, G77 & CHINE) les efforts menés dans ce sens (JZ) (G77 & CHINE conserver) {peuvent (JZ) être (UE, JZ) assurés entravés ou au contraire démultipliés, en fonction des niveaux et des objectifs (UE, JZ)}{(G77 & CHINE) supprimer} doit être complété par (JZ, G77 & CHINE) l'aide et la coopération internationales; (UE) {trouver un juste équilibre entre les obligations et les engagements internationaux et la nécessité de disposer d'une marge d'action suffisante (UE) (G77 & CHINE conserver) adapté au niveau de développement (UE, G77 & CHINE) poursuivre ces objectifs est l'une des difficultés actuelles dans le cadre de la mondialisation (G77 & CHINE).}{JZ supprimer} (JZ, UE supprimer le paragraphe)~~

28. ~~Rééquilibrer l'économie mondiale et (UE, G77 & CHINE) sera plus facile dans une économie mondiale où les si (G77 & CHINE) les perspectives de croissance (UE, G77 & CHINE) pour (G77 & CHINE) ne sera possible que dans une (UE, G77 & CHINE) économie mondiale (G77 & CHINE) en croissance (G77 & CHINE) sont justes, équilibrées et (G77 & CHINE) favorables (UE, G77 & CHINE). La coopération entre les États est indispensable pour corriger les écarts et les déséquilibres mondiaux actuels au moyen de solutions privilégiant l'expansion et (UE, G77 & CHINE) l'équité (UE, G77 & CHINE, conserver «l'équité») et propices à la croissance et à la cohésion sociale (UE, G77 & CHINE). Des partenariats renforcés sont également importants pour tirer pleinement parti des possibilités et faire face aux enjeux ou aux risques (G77 & CHINE) de la mondialisation, en veillant tout particulièrement aux besoins des PMA {et des pays à faible revenu (UE)} {JZ, G77 & CHINE supprimer}. (JZ supprimer le paragraphe)~~

29. Une coopération multilatérale efficace dépend du soutien de tout un éventail d'institutions internationales qui ont été créées et se sont développées au cours des six dernières décennies **et qui devraient fonctionner de façon plus cohérente et plus coordonnée, {et renforcer la voix des pays en développement, (Mexique, G77 & CHINE)} {UE supprimer} afin de maximiser leur la (Mexique, G77 & CHINE) contribution de {la coopération multilatérale (Mexique, G77 & CHINE)} {UE supprimer} à la croissance et au développement, et relever les défis de l'économie mondiale. (G77 & CHINE) {et garantir une utilisation plus efficace des ressources existantes et éviter les doubles emplois et les chevauchements (UE). Toutefois, compte tenu de l'évolution actuelle de l'économie mondiale et dans la perspective des changements à venir, il faudra, pour que ces institutions soient en capacité de relever les défis du XXI^e siècle, que les pays en développement aient bien plus que leur simple mot à dire dans les questions de gouvernance mondiale.} {G77 & CHINE supprimer} Beaucoup de travaux allant dans ce sens sont en cours dans différentes organisations internationales (UE) (G77 & CHINE supprimer) par la communauté internationale (G77 & CHINE). (JZ supprimer le paragraphe)**

B. Le rôle de la CNUCED

29 bis. La CNUCED devrait souligner la complexité du développement durable, qui comprend trois grandes dimensions interdépendantes: économique, sociale et environnementale. Dissocier l'une de ces trois dimensions des autres risque de rendre tout progrès ou réalisation déséquilibré, voire nuisible. Par conséquent, toute action menée dans une dimension doit tenir compte de la manière dont elle rejaillit sur les deux autres. Le mandat de la CNUCED s'inscrit essentiellement dans la dimension économique du développement durable, mais les aspects sociaux (droits de l'homme, égalité hommes-femmes, normes de travail et normes sociales, et qualité de l'enseignement et de la santé) et les aspects environnementaux (protection de l'environnement et législation sur l'environnement, consommation d'énergie et diversité biologique) sont des facteurs à intégrer dans l'ensemble de ses travaux. (JZ)

30. La Conférence à sa treizième session réaffirme que la CNUCED a un rôle important à jouer en tant qu'institution ayant pour mandat, depuis 1964, (G77 & CHINE, UE, JZ, Groupe D) réaffirme et (G77 & CHINE) s'appuie sur l'Accord d'Accra (UE), d'assurer au sein du système des Nations Unies le traitement intégré du commerce et du développement et des questions associées dans les domaines du financement, de la technologie, de l'investissement et du développement durable. Pour assurer la continuité des travaux de la CNUCED, le consensus de Doha (UE) s'appuie sur l'Accord d'Accra, dont il réaffirme la vocation à guider l'action de la CNUCED (JZ, G77 & CHINE). Reconnaissant que (UE) {après la douzième session de la Conférence, la crise économique et financière mondiale et d'autres problèmes ont été préjudiciables à l'économie mondiale et aux pays en développement en particulier (G77 & CHINE);} {UE supprimer} le monde a changé à maints égards depuis sa douzième session (G77 & CHINE, UE) la Conférence la Conférence à sa treizième session propose vise à proposer (UE) des orientations actualisées pour guider l'action de la CNUCED, dans le cadre de ses trois grands domaines d'action, à savoir la formation de consensus, la recherche et l'analyse et la coopération technique. Cela englobe le renforcement, afin de renforcer (UE, G77 & CHINE) [le rôle en matière de développement] [l'efficacité en matière de développement (JZ)] et l'(JZ) impact de l'institution, en tenant compte (G77 & CHINE, UE) notamment (G77 & CHINE, JZ, UE) des leçons de l'expérience et de l'évolution des réalités mondiales depuis la précédente session (UE supprimer, G77 & CHINE conserver) {et faire preuve d'efficacité par rapport aux coûts (UE)}. Dans les limites de son mandat fondamental et de ses capacités et ressources existantes, et sans préjuger des activités et du mandat d'autres organisations internationales, Ce faisant (UE) {G77 & CHINE supprimer} la CNUCED devrait: (G77 & CHINE) (G77 & CHINE déplacer vers introduction ou section analytique du thème)

30 alt. La CNUCED devrait exécuter ses activités dans les limites de son mandat fondamental et de ses capacités et ressources existantes, et sans préjuger des travaux et du mandat d'autres organisations internationales. Ces activités devraient aboutir à des résultats concrets répondant à des besoins déterminés et avoir un impact mesurable. À cet égard, la CNUCED devrait: (JZ)

30 bis. En tant que principal organisme du système des Nations Unies chargé d'assurer le traitement intégré du commerce et du développement et des questions associées dans les domaines du financement, de la technologie, de l'investissement et du développement durable à travers ses trois grands domaines d'action, à savoir la formation de consensus, la recherche et l'analyse et la coopération technique, la CNUCED devrait: (G77 & CHINE)

34. a) (G77 & CHINE) [{La dynamique associant (UE) les réalités nouvelles et la permanence du rôle des Nations Unies mettent en lumière l'importance le rôle (UE)} {G77

~~& CHINE supprimer}~~ de la CNUCED en tant qu'institution **importante** (G77 & CHINE) ayant **souligné** (UE, G77 & CHINE) l'interdépendance ~~au cœur de~~ dans (UE, G77 & CHINE) sont l'approche intégrée du commerce et du développement, et ainsi (G77 & CHINE) qu'instance de dialogue suivi et global entre pays développés et pays en développement; [La CNUCED a depuis longtemps mis l'interdépendance au cœur de son approche du commerce et du développement et en tant qu'instance de dialogue continu sur le commerce et le développement (JZ).] [G77 & CHINE supprimer] {c'est également la raison pour laquelle la CNUCED ~~doit~~ *fait* (JZ) (G77 & CHINE conserver) partie de (G77 & CHINE) {global} {JZ, G77 & CHINE supprimer} ~~approche globale de mise en œuvre d'initiative de cohérence à l'échelle du système des Nations Unies et l'initiative correspondante Unis dans l'action, (G77 & CHINE) pour ses travaux futurs (JZ) (G77 & CHINE conserver).~~ } {UE ajouter} être une **plate-forme qui** (G77 & CHINE) permet d'examiner des idées et de former autour d'elle un consensus qui peut à son tour **formation de consensus, qui peut** (UE, G77 & CHINE) contribuer aux travaux d'autres instances et institutions compétentes. Ce rôle central pour un débat franc, ouvert et constructif ~~devrait être~~ est (UE, G77 & CHINE) ~~encouragé (JZ) devrait~~ (UE, G77 & CHINE) ~~renforcé~~ *poursuivi*, mais (G77 & CHINE) avec *une nouvelle* (G77 & CHINE) **approche axée sur le renforcement du dialogue mondial.** {et la diminution des chevauchements d'activité (JZ), ~~compte tenu en particulier de l'ampleur des défis auxquels est confrontée la communauté internationale et les possibilités pour tous les pays de rechercher des solutions aux problèmes de développement anciens et nouveaux (UE)}~~ } {G77 & CHINE supprimer};

31 bis. ~~Dans l'exécution de son mandat, la CNUCED devrait tenir particulièrement compte~~ (G77 & CHINE supprimer, UE conserver) de la bonne gouvernance à tous les niveaux, de la liberté, de la paix, de la sécurité, de la lutte contre la corruption, de la stabilité intérieure, du respect des droits de l'homme, y compris ~~le droit au développement (JZ supprimer)~~, de la primauté du droit, de la transparence, de l'égalité entre hommes et femmes, *des normes internationales en matière de droit du travail*, (JZ) des politiques de marché et d'un attachement général à une société juste et démocratique, tous éléments indispensables à tous les pays pour parvenir à une croissance et à un développement équitables et durables. {L'État et le marché ont un rôle essentiel à jouer dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de développement efficaces, la réduction de la pauvreté et ~~une répartition équitable des revenus~~ *la diminution des inégalités de revenus* (JZ), le renforcement des infrastructures matérielles et humaines et l'élimination des dysfonctionnements du marché là où ils se produisent.} {JZ supprimer} (UE paragraphe ajouté) (G77 & CHINE examiner avec le paragraphe 21)

32. b) (G77 & CHINE) ~~À cet égard, (G77 & CHINE) la CNUCED (G77 & CHINE, UE) tout en reconnaissant que l'Organisation des Nations Unies est l'instance la plus appropriée pour s'attaquer aux défis mondiaux et promouvoir un développement équitable et durable (G77 & CHINE), à travers ses trois grands domaines d'action (UE) son mandat et sa composition universelle font de la CNUCED une instance utile pour un dialogue continu et global sur le développement entre pays développés et pays en développement. La CNUCED (UE) devrait (G77 & CHINE) continuer de contribuer à la formation d'un consensus mondial plus affirmé sur le commerce (UE, JZ), l'investissement et (UE) le développement y compris à travers sa participation au processus d'évaluation à venir du cadre défini pour les OMD après 2015 (UE). Ses contributions au suivi et à la mise en œuvre intégrés (UE) dans les limites de son mandat (JZ) ~~des résultats des diverses conférences et réunions au sommet des Nations Unies consacrées au développement, et de montrer la voie à suivre jusqu'en 2015 et au-delà. (UE, JZ).~~~~

b) bis La CNUCED doit mettre davantage l'accent sur les besoins des PMA dans tous ses domaines de compétence conformément au Programme d'action d'Istanbul. Elle devrait aussi continuer de s'intéresser aux problèmes d'autres groupes de pays ayant des besoins spéciaux, en particulier les pays africains, les pays en développement sans littoral, les pays en développement de transit, les petits États insulaires en développement et autres petits pays économiquement et structurellement faibles et vulnérables, y compris dans le contexte des processus en rapport avec le commerce et le développement au sein du système des Nations Unies (G77 & CHINE).

33. c) (G77 & CHINE) L'optimisation de la contribution de la CNUCED, à travers ses trois piliers, à l'action de plus vaste portée des Nations Unies en faveur du développement revêt une signification accrue ~~en ce moment historique où la nécessité de plus de démocratie~~ **participation des pays en développement aux décisions économiques et internationales** et de bonne gouvernance **dans le système économique mondial (G77 & CHINE) constante à tous les niveaux (JZ) a été mise en lumière, en particulier avec la (JZ, UE) récente (JZ) crise économique et financière mondiale (UE).** {À cet égard, un important problème devrait retenir toute l'attention, y compris dans le cadre des différents processus en faveur du développement menés au sein du système des Nations Unies: la vulnérabilité **continue (G77 & CHINE) de nombreux (G77 & CHINE) des pays en développement, en particulier les PMA, les pays en développement sans littoral (PDSL), surtout en Afrique (UE) et autres petits pays économiquement et structurellement faibles et vulnérables.** } **{JZ supprimer}** Enfin, {la transition d'une ~~économie planifiée (JZ) à une économie de marché (JZ)~~ se poursuivant dans de nombreux pays,} **{Groupe D supprimer}** ~~leur~~ **(Groupe D) problèmes spécifiques de commerce et de développement des pays en transition (Groupe D) doivent également être traités au titre des sections pertinentes du programme de travail de la CNUCED. À cette fin, la CNUCED devrait s'attacher à aider ces pays à répondre à leurs besoins et à tirer parti des possibilités commerciales qu'offre la mondialisation (UE). À cet égard, les pays qui ont réussi leur transition devraient partager leur expérience pour soutenir les réformes économiques dans les pays partenaires (Groupe D).**

34. d) (G77 & CHINE) Contribuer aux (G77 & CHINE) efforts menés au niveau mondial pour réaliser les objectifs de développement durable, y compris à l'occasion de la ~~prochaine (UE) Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Conférence Rio+20),~~ **continueront (UE) de retenir l'attention de la communauté internationale dans les années à venir. La CNUCED peut y contribuer en s'occupant, dans les limites de son mandat et des ressources existantes (UE) de la question des incidences sur le commerce et le développement des changements climatiques et de la nouvelle économie verte, notamment en apportant aux pays un appui et des moyens qui leur permettront d'atténuer les effets économiques préjudiciables des changements climatiques tout en réalisant leurs objectifs de développement. Sans préjudice des travaux entrepris dans d'autres instances et en coopération avec d'autres organisations, la CNUCED devrait (UE) soutenir les efforts déployés par les pays en développement pour faire face aux incidences économiques préjudiciables des changements climatiques dans une optique de développement durable, (Mexique) aider les pays en développement à faire des choix éclairés et fournir des conseils spécialisés en matière de renforcement des capacités dans une optique de durabilité environnementale liée au commerce et à l'investissement (UE). (G77 & CHINE proposeront de nouvelles modifications au fur et à mesure des négociations) (JZ supprimer le paragraphe)**

35. e) (G77 & CHINE) ~~Tous ces processus convergent sur un point: la nécessité d'une manière générale de mettre le système économique mondial au service du développement. La CNUCED peut (G77 & CHINE) Contribuer par son savoir-faire et ses idées, à l'action globale des Nations Unies pour remédier aux causes profondes de la crise économique et financière mondiale. Cela est particulièrement important compte tenu de la~~

capacité et du mandat de la CNUCED de produire des idées pouvant contribuer à la cohérence systémique et aider à forger un nouveau consensus sur le développement économique au-delà de 2015. (UE, JZ, Groupe D supprimer le paragraphe)

35 alt. La CNUCED devrait continuer d'améliorer la qualité de son assistance technique et de ses programmes de renforcement des capacités tout au long du cycle de programmation, depuis la planification jusqu'à la mise en œuvre et au suivi. Mettre davantage l'accent sur l'efficacité de l'aide, la valeur ajoutée et une gestion axée sur les résultats constitue un préalable au renforcement de l'impact des travaux menés par la CNUCED. Les efforts visant au regroupement des fonds d'affectation spéciale au sein de fonds d'affectation spéciale plus larges, thématiques, pluriannuels et multidonateurs devraient être renforcés. (UE)

35 bis. Conformément à son mandat fondamental, la CNUCED peut mettre ses compétences et ses idées au service de l'activité plus générale de l'Organisation des Nations Unies afin d'accroître la capacité des individus de participer à la création de richesse et d'en bénéficier, ainsi que d'améliorer la création d'emplois pour parvenir à réduire la pauvreté et les inégalités de manière effective et durable. Il faut à cet effet assurer une bonne gouvernance, mettre résolument l'accent sur le marché et instaurer un dialogue entre le secteur privé et le secteur public, tout en mettant en place des politiques visant à promouvoir une économie verte et à protéger l'environnement, ainsi que des politiques visant à encourager le développement humain chez les plus vulnérables, notamment à travers la protection sociale. (UE)

35 ter. La CNUCED devrait insister sur l'importance de l'investissement, du commerce et de la politique commerciale en tant qu'instruments importants pour atteindre les objectifs nationaux de développement et éléments déterminants pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), c'est-à-dire qu'il convient de les articuler avec la lutte contre la pauvreté, l'égalité entre les sexes, l'accès aux soins de santé et à l'enseignement, la sécurité alimentaire et l'environnement. (JZ)

35 quater. La CNUCED devrait continuer de suivre et d'évaluer l'évolution du système commercial international et ses tendances dans une optique de développement. (Approuvé)² (Groupe D, JZ → par. 101)

35 quinquies. Renforcer l'efficacité des contributions de la CNUCED au Cadre intégré renforcé, y compris en travaillant avec d'autres pour intégrer le commerce dans les plans nationaux de développement des PMA – et contribuer à la mise en œuvre effective de l'Initiative d'aide au commerce en tant qu'organisme chef de file au sein du Groupe interinstitutions sur le commerce et les capacités productives. (Approuvé)

35 sexes. Accorder une attention spécifique aux besoins spéciaux des pays en développement, en particulier des PMA. (Approuvé)

35 septies. Appliquer, selon qu'il conviendra, les résultats de la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey (Doha), ainsi que ceux de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, du quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide au développement (Busan) et des sommets du G-20. (JZ)

² Les paragraphes «approuvés» peuvent être encore modifiés au cours des négociations.

II. Thème subsidiaire 1 – Renforcer un environnement économique favorable à tous les niveaux à l'appui d'un développement équitable et durable

A. Analyse

35 octies. La croissance économique est ~~essentielle~~ *importante* (Chine) pour ~~promouvoir~~ un développement durable et équitable ~~{et réduire la pauvreté (Chine)}~~ {UE conserver}. Un secteur privé vigoureux est un moteur de croissance économique, mais il a besoin d'un environnement économique favorable pour réaliser son plein potentiel. ~~Toutefois~~ (JZ) Pour assurer un développement durable, il est également nécessaire d'élargir l'assise de la croissance pour permettre à davantage d'individus d'en bénéficier et d'y contribuer (UE). La croissance économique est encouragée par ~~{un secteur public efficace (Chine), un secteur privé dynamique et un soutien extérieur efficace, (UE)}~~ {JZ supprimer} ~~{qui a besoin d'un environnement favorable pour réaliser son plein potentiel et son dynamisme (Chine)}~~ {UE, conserver}. Les objectifs du Millénaire pour le développement ~~{et autres objectifs internationaux de développement (Chine)}~~ {JZ supprimer} constituent le fondement de l'évaluation d'un développement *équitable et durable* (Chine). (JZ paragraphe ajouté) (Groupe asiatique → Thème subsidiaire 4) (G77 & CHINE combiner avec le paragraphe 41 → 41 alt)

41 alt. (avec 35 octies)/35 octies alt Une croissance économique soutenue est importante pour un développement équitable et durable, y compris la réduction de la pauvreté. Toutefois, pour préserver les gains en matière de développement, il est également nécessaire d'élargir l'assise de la croissance pour permettre à davantage d'individus de bénéficier de cette croissance et d'y contribuer. La croissance économique est encouragée par un secteur public efficace, un secteur privé dynamique et un soutien extérieur solide, qui ont besoin d'un environnement favorable à tous les niveaux pour en exploiter le plein potentiel et le dynamisme. Un environnement favorable à tous les niveaux contribue à un cadre de politiques économiques et financières efficace, à un système de régulation financière solide, à des secteurs public et privé équilibrés, à une fiscalité juste et efficace, et à un environnement qui encourage un entrepreneuriat productif. Les *objectifs internationaux de développement*, y compris les OMD (Chine), constituent la base de la promotion d'un développement équitable et durable. (G77 & CHINE)

35 nonies. Un environnement économique favorable est subordonné à une bonne gouvernance fondée sur trois piliers. Le pilier politique englobe le respect de la primauté du droit, le respect de la démocratie et des droits de l'homme ainsi qu'un appareil judiciaire impartial, transparent et efficace. Le pilier civique concerne la participation efficace de la société civile, la liberté d'expression et le droit à l'information. Le pilier économique comprend un cadre économique et financier efficace, une bonne gestion des finances publiques et le respect des règles de gouvernance d'entreprise et de responsabilité des entreprises. Les cinq principes fondamentaux sur lesquels repose une bonne gouvernance sont la transparence, l'impartialité, la participation, la responsabilisation et l'efficacité. (JZ)

35 decies. La gouvernance économique délimite le champ d'action des acteurs étatiques et des entreprises, garantissant une gestion saine, transparente et efficace des affaires économiques, tout en constituant un bon facteur de dissuasion de la corruption. Elle représente donc les règles du jeu qui constituent le cadre général des activités du secteur public et du secteur privé. Elle implique une gestion saine, transparente et responsable des finances publiques, une fiscalité équitable et efficiente,

un système réglementaire simple et non discriminatoire pour la création et le fonctionnement des entreprises et un bon cadre de protection de l'investissement privé et des droits de propriété intellectuelle qui favorise l'entrepreneuriat. (JZ)

35 undecies. Il incombe aux pays de créer un environnement économique favorable, condition indispensable pour mobiliser les ressources financières intérieures et attirer l'investissement étranger direct. Ce dernier contribue à financer à long terme une croissance économique soutenue sans alourdir la charge de la dette publique. Il est particulièrement important à cause de son potentiel de création d'emplois et des possibilités qu'il donne de stimuler la productivité, de renforcer la compétitivité et l'entrepreneuriat, de rehausser la place des pays dans la chaîne de valeur ajoutée et d'établir des liens avec les chaînes d'approvisionnement mondiales. (JZ)

35 duodecies. Les éléments d'un environnement favorable sont notamment les suivants: une législation et une réglementation fortes; une application uniforme et systématique des contrats; un traitement juste et équitable; une rigoureuse protection de la propriété intellectuelle; des régimes de commerce et d'investissement ouverts; des moyens efficaces de créer, d'exploiter et de dissoudre les entreprises; et des recours effectifs pour les investisseurs. (JZ)

36. La plupart des pays en développement ont, au cours des trois dernières décennies, accru leur intégration dans l'économie mondiale, et dans ces pays dans leur ensemble, la croissance a suivi une tendance à la hausse (UE). Dans de nombreux cas, ces efforts sont allés de pair avec *{un rythme (G77 & CHINE) [inégal (G77 & CHINE)] [irrégulier (UE)]}* *{JZ supprimer}* de flux de commerce, d'investissements et de capitaux (UE) ~~Ils l'ont fait dans un contexte de croissance mondiale instable (JZ)~~ Toutefois la croissance mondiale n'a pas été uniforme. (JZ), de fréquence accrue des (JZ) crises économiques se sont produites et un creusement *{déséquilibre entre et (Président)}* *{JZ supprimer}* inégalités dans les pays constituent un défi croissant (JZ), une aggravation des écarts de revenu et de richesse dans et entre les pays. L'intensification de l'intégration économique mondiale a entraîné des progrès historiques et sans précédent en matière de réduction de la pauvreté et de croissance économique, (JZ) [en particulier dans les pays émergents (JZ)] ~~[[dans les pays en développement (Président)]]~~ *{JZ supprimer}*.

36 alt 1. La plupart des pays en développement, *{en particulier les pays émergents (UE)}* *{G77 & CHINE supprimer}* ont accru leur intégration dans l'économie mondiale au cours des quelques dernières décennies, et dans ces pays dans leur ensemble, la croissance a suivi une tendance à la hausse, qui a contribué à ~~la croissance économique~~ et une réduction *sans précédent* (Président) de la pauvreté. Toutefois, le renforcement de l'intégration dans l'économie et la croissance mondiales n'a pas été uniforme et dans de nombreux cas est allé de pair avec un rythme [inégal] [irrégulier (UE)] des flux de commerce, d'investissement et de capitaux. Des crises économiques se sont produites, et dans certains cas, un creusement des écarts de revenu *qui* (Président) entre et dans ~~tous~~ (Président) les pays constitue un problème persistant. (G77 & CHINE)

36 alt 2. La plupart des pays en développement ont, au cours des trois dernières décennies, accru leur intégration dans l'économie mondiale, et dans ces pays dans leur ensemble, la croissance a suivi une tendance à la hausse. Cela s'est produit, en particulier au cours de la dernière décennie, dans un contexte de croissance mondiale inégale et de creusement des écarts de revenu et de richesse dans et entre les pays, notamment entre, d'une part, les PMA, et d'autre part, les pays émergents et les autres pays en développement. Ces efforts sont allés de pair, dans de nombreux cas, avec une augmentation des flux de commerce, d'investissement et de capitaux. (UE)

37. Ces efforts se sont accompagnés, dans de nombreux cas, d'une augmentation des flux de commerce, d'investissement et de capitaux, bien que ces flux aient continué d'être fortement concentrés sur un petit groupe de pays et de régions. De plus, les différents volets de la mondialisation ont évolué de façon inégale; les flux de capitaux ont ainsi joué un rôle particulièrement prépondérant dans la formation de l'actuel processus de mondialisation. **(UE, JZ supprimer le paragraphe)**

38. La déréglementation financière, en particulier depuis les années 1990, a entraîné une rapide progression des flux de capitaux privés, lesquels ont permis à quelques pays en développement d'atténuer les problèmes d'épargne, de balance des paiements et de devises qui avaient souvent pesé sur leurs perspectives de croissance. Toutefois, ces flux ont souvent été fortement procycliques, de nature spéculative et associés à des «innovations» financières sans relation avec des activités productives dans l'économie réelle. La récente crise financière est venue rappeler qu'une réglementation efficace était nécessaire pour garantir la stabilité des marchés et parvenir à l'équilibre souhaitable entre les marchés financiers et les autres secteurs de l'économie. **(UE, JZ supprimer le paragraphe)**

39. Dans ces conditions, une réforme de fond de l'architecture financière et économique internationale s'impose d'urgence pour mieux prévenir les dysfonctionnements financiers et économiques, promouvoir efficacement le développement et répondre aux besoins des États membres, en particulier des pays en développement. **(UE, JZ supprimer le paragraphe)**

40. ~~Cela appelle une plus grande~~ **Dans les limites de leurs mandats respectifs, et de façon complémentaire (G77 & CHINE) Il y a besoin d'une meilleure (UE, G77 & CHINE) coopération, coordination (G77 & CHINE) et cohérence entre (G77 & CHINE, UE) entre différentes (UE) institutions {internationales (G77 & CHINE)} {UE supprimer} {commerciales, (UE) de développement, (G77 & CHINE) monétaires, financières, sociales et environnementales (UE)} {G77 & CHINE supprimer} à tous les niveaux (UE, G77 & CHINE) pour promouvoir une approche du commerce, de l'investissement (G77 & CHINE) et (UE) du développement et des questions (UE) associées (G77 & CHINE) dans les domaines du financement, de la technologie, de l'investissement et du développement durable (G77 & CHINE) fondée sur l'équité, l'intégration sociale, le développement humain et la durabilité environnementale, {de façon cohérente et sans duplication de leurs mandats et activités (UE).} {G77 & CHINE supprimer} (JZ supprimer le paragraphe)**

40 alt. Une meilleure coopération et une meilleure coordination sont nécessaires entre les différentes institutions à tous les niveaux pour promouvoir une approche du commerce, de l'investissement et du développement sans chevauchement des mandats et des activités de ces institutions. (JZ)

41. Une croissance économique forte et soutenue dépend **de marchés ouverts (JZ), d'un secteur public efficace et efficient et d'un (G77 & CHINE) secteur privé dynamique [ayant une forte proportion à réinvestir ses profits revenus (UE, G77 & CHINE) dans la production. Entre autres choses, (JZ supprimer)] et (JZ) un environnement économique favorable passe {allant de pair avec (JZ) une bonne gouvernance, des normes juridiques prévisibles, une politique de lutte contre la corruption, l'égalité hommes-femmes, le souci de l'emploi des jeunes (UE)} {Mexique déplacer} un cadre efficace de politiques financières et économiques, une gestion équilibrée et transparente des finances publiques, un régime fiscal juste et efficace, une protection effective de la propriété intellectuelle qui encourage la recherche-développement (JZ) et des conditions favorables à un entrepreneuriat productif et à l'investissement (UE). En outre, une bonne gouvernance, des normes juridiques prévisibles, une politique de lutte contre la corruption, l'égalité hommes-femmes et des politiques favorables à l'emploi des jeunes sont également importantes pour assurer un développement durable (Mexique).**

41 alt. (avec 35 octies/35 octies alt) Une croissance économique soutenue est importante pour un développement équitable et durable, y compris la réduction de la pauvreté. Toutefois, pour assurer les gains en matière de développement, il est également nécessaire d'élargir l'assise de la croissance pour permettre à davantage d'individus d'en bénéficier et d'y contribuer. La croissance économique est encouragée par un secteur public efficace, un secteur privé dynamique et un soutien extérieur vigoureux, dont dépend un environnement favorable à tous les niveaux pour en réaliser pleinement le potentiel et le dynamisme. Un environnement favorable à tous les niveaux contribue à un cadre de politiques économiques et financières efficace, à une réglementation financière solide, à des secteurs public et privé équilibrés, à une fiscalité juste et efficace, et à des conditions propices à un entrepreneuriat productif. Les OMD et autres objectifs internationaux de développement constituent la base de la promotion d'un développement équitable et durable. (G77 & CHINE)

42. Les réformes engagées au lendemain de la crise économique et financière mondiale ont été lentes et restent incomplètes. Le risque de nouvelles crises reste élevé, avec la menace d'une contagion entre les marchés et entre les pays. Aussi l'impératif demeure-t-il pour la communauté internationale de s'attaquer plus vigoureusement **urgemment (G77 & CHINE)** aux aspects inachevés des objectifs de réforme convenus au niveau international que cela n'a été le cas jusqu'à présent. **Même si les récentes crises ont leur origine dans les pays développés, en l'absence de réformes systémiques, les pays en développement en ont souffert et continueront d'en souffrir (G77 & CHINE)**. Il est important à cet égard d'appréhender les problèmes systémiques sous-jacents du système économique international de façon que ce système puisse davantage contribuer au développement. (UE, JZ, supprimer le paragraphe)

42 alt-bis. (Chine) La communauté internationale devrait s'attaquer aux défis encore présents, dont l'élimination de la pauvreté et le passage à des modes de production et de consommation plus respectueux de l'environnement durables (Mexique). Cela exige un environnement macroéconomique stable qui favorise des niveaux appropriés d'investissement dans les *technologies propres et* (Mexique) les capacités de production réelles. (UE, paragraphe ajouté) (G77 & CHINE, Mexique → thème subsidiaire 3)

42 alt-1-ter. (Chine) La communauté internationale devrait s'attaquer aux défis que sont l'élimination de la pauvreté et la transition vers une société à faible intensité de carbone, qui offre d'appréciables perspectives et garantit une croissance élevée et un développement durable, grâce à des technologies novatrices et à des modes de production, de consommation et de vie plus durables, tout en garantissant un ajustement équitable de la main-d'œuvre, avec la création d'emplois décents et de qualité. Tout cela exige un environnement économique encourageant l'investissement productif. (JZ) (Chine → thème subsidiaire 3)

43. Il a davantage été question, dans les récents débats sur la réforme du système monétaire internationale, des symptômes que des problèmes systémiques sous-jacents. En particulier, les faiblesses des actuels régimes de change témoignent d'une forte déconnexion entre le comportement des marchés financiers et les fondamentaux macroéconomiques. Cette situation est à l'origine de déséquilibres courants insoutenables, de distorsions des mouvements internationaux de facteurs et d'une instabilité financière intérieure. Le degré d'incertitude qui en résulte est préjudiciable à l'économie productive, y compris aux systèmes internationaux de commerce et de production. (UE, JZ, supprimer le paragraphe)

44. SUPPRIMER

44 alt 1. Pour que le commerce soit véritablement un moteur de développement durable et de croissance équitable, il faut un système commercial multilatéral ouvert, transparent (JZ, G77 & CHINE) ~~non discriminatoire (G77 & CHINE), équitable (JZ, G77 & CHINE) et réglementé. Toutefois, l'intégration effective et équitable de tous les pays, en particulier des pays les moins avancés et des pays en transition, dans le système commercial multilatéral, est encore loin d'être une réalité. L'intégration effective, non discriminatoire et équitable (G77 & CHINE) de tous les pays, en particulier des pays en développement et (G77 & CHINE) des PMA, reste un défi et une (G77 & CHINE) priorité. {à cet égard. Les négociations sur le Programme de Doha pour le développement devraient contribuer à cet objectif. Un succès du cycle de négociations est essentiel et devrait donner des résultats favorables au développement, en particulier au bénéfice des pays en développement et des pays les moins avancés. (JZ)}~~ {G77 & CHINE, déplacer vers 44 bis bis} ~~En période de forte instabilité économique, le protectionnisme commercial demeure un risque, et parvenir à un système commercial multilatéral renforcé, équitable et résilient constitue donc un impératif immédiat. (JZ, déplacer) (UE, paragraphe ajouté)~~

44 alt 2. Pour que le système commercial multilatéral réglementé *permette au commerce* (Canada) d'être un moteur de croissance et de développement équitables, il doit rester ouvert, transparent et non discriminatoire. L'intégration effective des pays en développement, en particulier des PMA et des pays en transition, dans le système commercial multilatéral devrait rester une priorité. Les négociations sur le Programme de Doha pour le développement devraient contribuer à cet objectif, et un succès des négociations est essentiel et devrait aboutir à des résultats bénéfiques pour les *pays* (UE) en développement et *en particulier* (UE) pour les PMA. De plus, en période de fragile reprise économique, le protectionnisme commercial et les restrictions à l'exportation demeurent un risque, et il faudrait continuer de lutter contre toutes les formes de protectionnisme. (JZ)

44 bis. En période de forte instabilité économique, le protectionnisme commercial demeure un risque, et l'expérience a montré que le protectionnisme avait tendance à aggraver les phases de ralentissement de l'économie mondiale. Il est donc particulièrement essentiel de maintenir les marchés ouverts et de lutter contre toutes les formes de protectionnisme, afin de promouvoir la croissance et le développement économiques, ~~tout en préservant la marge d'action nécessaire pour les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, sous réserve des disciplines adoptées au niveau international (UE).~~ À cet égard, il faudrait parvenir à un système commercial multilatéral renforcé et stable, équitable et résilient, qui aurait un rôle essentiel à jouer. (G77 & CHINE, paragraphe ajouté)

44 bis bis. Dans l'actuel difficile environnement économique mondial, les objectifs du Programme de Doha pour le développement restent pertinents et valables et pourraient contribuer à la reprise économique mondiale. À cet égard, le succès du cycle de négociations est essentiel et devrait aboutir à des résultats favorables au développement, en particulier au bénéfice des pays en développement et des pays les moins avancés, *conformément au mandat défini lors des conférences ministérielles de Hong Kong et de Doha et aux progrès accomplis à ce jour* (tiré de 44 alt). (G77 & CHINE)

44 ter. Il est instamment demandé aux États de s'abstenir de promulguer et d'appliquer des mesures économiques, financières ou commerciales unilatérales qui ne soient pas conformes au droit international et à la Charte des Nations Unies et qui puissent contrarier la pleine réalisation du développement économique et social, en particulier dans les pays en développement, et qui soient préjudiciables aux intérêts commerciaux. Cela concerne l'accès aux marchés, l'investissement et la liberté de

transit, ainsi que le bien-être des populations des pays considérés. (G77 & CHINE) (UE, JZ, supprimer le paragraphe)

45. Il est urgent d'accroître la cohérence entre les systèmes commercial et financier internationaux. Dans le «système» actuel, chaque pays fait appel à des solutions temporaires et au cas par cas pour éviter le désalignement monétaire: interventions unilatérales sur les marchés de devises, taxation des entrées de capitaux à court terme, mesures de contrôle prudentiel des mouvements de capitaux. Toutefois, une meilleure conception du système monétaire international devrait permettre d'aller plus loin. Des mesures systématiques, notamment des ~~mesures~~ **lignes directrices (G77 & CHINE)** pour décourager les flux de capitaux déstabilisateurs à court terme, sont nécessaires pour empêcher la spéculation et les comportements grégaires d'avoir une influence prépondérante sur les mouvements des monnaies et d'autres variables macroéconomiques. (UE, JZ supprimer le paragraphe)

45 bis. La forte hausse des prix enregistrée depuis 2002 a relancé la contribution potentielle des recettes provenant des produits de base à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté. Toutefois, certains pays exportateurs de produits de base n'ont été en mesure ni de bénéficier pleinement des effets que cette hausse aurait pu avoir sur la croissance et la réduction de la pauvreté ni de mener à bien leur diversification économique et de renforcer l'intégration sociale. Qui plus est, l'instabilité des prix des produits de base pose depuis longtemps problème aux pays en développement qui importent ces produits. ~~Dans certains pays en développement, en particulier les pays importateurs nets de produits alimentaires, les conditions de vie de centaines de millions de personnes s'en sont ressenties.~~ (UE) La solution du problème passe par la transparence des marchés de produits de base, *notamment à travers le Système d'information sur les marchés agricoles*, (UE) un examen approfondi et l'adoption de politiques appropriées, étant donné que les marchés financiers peuvent jouer un rôle à la fois positif et négatif en couvrant les risques des producteurs comme des consommateurs de produits de base en ce qui concerne la production et l'incertitude de prix. Un enjeu fondamental pour les décideurs est de définir des politiques novatrices et cohérentes aux niveaux national, régional et international pour réduire l'instabilité des prix des produits de base et pour aider les pays en développement qui sont tributaires de ces produits ~~à atténuer ses incidences négatives~~ et (UE) à élaborer des stratégies de développement durable et équitable. (G77 & CHINE)

46. SUPPRIMER

47. SUPPRIMER

48. SUPPRIMER

48 alt. 1. La forte instabilité des prix alimentaires et énergétiques pèse sur les conditions de vie de centaines de millions de personnes pauvres, en particulier dans les pays en développement. Depuis 2008, la financiarisation du commerce des produits de base est devenue un sujet de préoccupation croissante. Ces problèmes, leurs causes et les dispositions qui pourraient être prises pour les résoudre appellent un examen approfondi et l'adoption de politiques globales et appropriées, ainsi que de mesures urgentes. (G77 & CHINE)

48 alt. 2. Depuis 2008, le niveau élevé et l'instabilité des prix alimentaires et énergétiques pèsent sur les conditions de vie de centaines de millions de personnes pauvres, en particulier dans les pays en développement. Ce problème exige la transparence des marchés de produits de base, un examen approfondi et l'adoption de politiques ~~globales et~~ (JZ) appropriées, ~~ainsi que de mesures urgentes~~ (JZ), telles que de récentes initiatives du G-20 comme le Système d'information sur les marchés

agricoles, étant donné que les marchés financiers contribuent à couvrir les risques des producteurs comme des consommateurs de produits de base en ce qui concerne la production et l'incertitude des prix. (UE)

49. Un enjeu fondamental pour les décideurs est de définir des politiques novatrices et cohérentes aux niveaux national, régional et international pour réduire l'instabilité excessive (G77 & CHINE) des prix des produits de base **et pour aider les pays en développement qui sont tributaires de ces produits (G77 & CHINE) à atténuer ses incidences négatives à élaborer des stratégies nationales de développement durable et équitable (UE)**. Une action résolue est nécessaire pour mener une réflexion rigoureuse sur la manière de (Groupe D) renforcer la coopération entre producteurs et consommateurs, (G77 & CHINE) **afin de garantir des conditions justes, durables et prévisibles pour le commerce des matières premières (Chine), et pour (UE) accroître la transparence, réglementer de façon plus stricte la participation des marchés financiers et donner aux autorités de contrôle des marchés les moyens de limiter l'influence d'une spéculation excessive sur les prix. (UE) (JZ supprimer le paragraphe)**

50. **Une gestion viable de la dette (JZ) La viabilité de la dette, (G77 & CHINE) [ainsi que des politiques macroéconomiques et des politiques de gestion de la dette (JZ, G77 & CHINE) [responsables (JZ)] [prudentes (G77 & CHINE)] {La réduction et l'annulation de la dette (G77 & CHINE)} {UE supprimer} jouent un rôle important dans la conduite et (E.-U.) la promotion de la viabilité de la dette et (G77 & CHINE) du développement économique. Avant que la crise financière et économique mondiale n'éclate en septembre 2008, (UE, JZ, G77 & CHINE) de nombreux pays en développement (Groupe D, JZ, G77 & CHINE) avaient ont (UE, G77 & CHINE) réussi à réduire fortement leur ratio global dette/produit intérieur brut (PIB), dans certains cas (G77 & CHINE) par l'annulation de la dette (Président), avec l'appui (UE) {du programme SYGADE et d'autres initiatives pertinentes, (G77 & CHINE)} {JZ supprimer} [, notamment, (JZ) des Initiatives en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) et de l'Initiative multilatérale d'allègement de la dette (IMAD) (UE, G77 & CHINE)] [, et aussi à (UE) progresser en matière de restructuration de leur dette publique en augmentant la part relative des emprunts d'origine nationale et, le cas échéant, en empruntant à des conditions de faveur.**

50 (texte soumis). Des politiques macroéconomiques et des politiques de gestion de la dette [responsables (JZ)] [prudentes (G77 & CHINE)], {ainsi que la réduction et l'annulation de la dette} {UE supprimer} [selon qu'il convient (JZ)] [dans les pays pauvres très endettés (PPTE) (Président)] jouent un rôle important dans la promotion de la viabilité de la dette et du développement économique. De nombreux pays ont réussi à réduire fortement leur ratio global dette/produit intérieur brut (PIB), dans certains cas avec l'appui {du programme SYGADE et d'autres initiatives pertinentes, (G77 & CHINE)} {JZ supprimer}; **notamment (JZ) des Initiatives en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) et de l'Initiative multilatérale d'allègement de la dette (IMAD) (UE, G77 & CHINE)**, et aussi à progresser en matière de restructuration de leur dette publique en augmentant la part relative des emprunts d'origine nationale et, le cas échéant, en empruntant à des conditions de faveur.

51. La crise économique et financière mondiale ~~et la «Grande récession» ont a~~ (JZ) entraîné une détérioration notable des comptes publics ~~en raison du désendettement privé,~~ **obligeant (G77 & CHINE) les gouvernements à intervenir pour stabiliser le système financier et stimuler (G77 & CHINE) l'économie réelle (G77 & CHINE)**. Dans certains pays en développement, les comptes publics ont aussi beaucoup souffert de l'instabilité des prix des produits de base et de l'augmentation des écarts de taux d'intérêt sur les dettes publiques. La marge d'action budgétaire dans de nombreux pays en développement, **en particulier en Afrique et dans les PMA, (G77 & CHINE) reste fortement limitée, et un**

~~certains nombre de pays africains et de PMA ces pays (G77 & CHINE) sont toujours en situation de surendettement. (UE, JZ supprimer le paragraphe)~~

51 alt. La crise économique et financière mondiale a entraîné une détérioration notable des comptes publics. Dans certains pays en développement, les comptes publics ont aussi beaucoup souffert de l'instabilité des prix des produits de base et de l'augmentation des écarts de taux d'intérêt sur les dettes publiques. Les pays en développement, notamment les pays émergents, qui avaient commencé à accumuler des réserves extérieures, le plus souvent grâce à leurs excédents courants, avaient la marge d'action budgétaire pour faire face à la récession mondiale en adoptant des politiques anticycliques. Dans ce contexte, l'importance de constituer des réserves budgétaires, démarche rendue possible par les initiatives d'allègement de la dette que sont l'Initiative en faveur des PPTTE et l'IMAD, ne devrait pas être sous-estimée; ces démarches ont contribué à stabiliser la situation macroéconomique. Toutefois, de nombreux pays à faible revenu ont encore peu de marge d'action budgétaire, et un certain nombre de pays africains et de PMA restent surendettés. (UE) (JZ supprimer le paragraphe)

~~52. Des mesures supplémentaires (UE, G77 & CHINE) doivent être prises pour atténuer et réduire le coût des crises économiques et financières dans les pays en développement et les pays en transition (Groupe D, G77 & CHINE). De nouvelles approches sont nécessaires pour améliorer la gestion de la dette extérieure. (UE, G77 & CHINE) Une réglementation et une supervision adéquates des marchés financiers et (G77 & CHINE) la gestion de la dette peuvent jouer un rôle important en ce qui concerne la prévention et le règlement des crises. (UE) Mettre en place des mécanismes pour aider à prévenir les crises de la dette la récurrence des crises économiques et financières (G77 & CHINE) et mieux les résoudre lorsqu'elles se produisent devrait faire partie des priorités de la communauté internationale, des enseignements peuvent être tirés des expériences passées (G77 & CHINE). {tout comme l'appropriation du processus par les pays en développement et leur contribution, s'agissant notamment des pays émergents, à leur règlement par la mise à disposition de ressources (UE).} {G77 & CHINE supprimer} (JZ supprimer le paragraphe)~~

~~53. Les principes relatifs à des prêts et à des emprunts souverains responsables peuvent jouer un rôle important dans l'action à mener pour éviter les crises financières et économiques graves et fréquentes, tout en encourageant la stabilité financière et le développement économique. Parallèlement Associés (UE, G77 & CHINE) aux efforts en cours pour renforcer la réglementation et la supervision des marchés financiers, ces principes peuvent conduire à l'adoption de normes et de pratiques de référence en matière de prêts et d'emprunts souverains. {Des procédures coordonnées d'aménagement de la dette – qui devraient aider les pays en difficulté à honorer leurs obligations et prévoir des mécanismes permettant une restructuration rapide et équitable de la dette, le cas échéant – méritent de retenir davantage l'attention en tant qu'éléments d'une architecture multilatérale renforcée de la dette (UE, G77 & CHINE).} {UE supprimer} (JZ supprimer le paragraphe)~~

~~54. Aujourd'hui (JZ) l'aide publique au développement (APD) est l'une des nombreuses principales (Chine) sources de financement du développement et peut jouer un rôle de catalyseur à cet égard dans de nombreux pays (JZ). reste une importante source d'aide et de financement pour de nombreux pays en développement (JZ) et économies en transition (Groupe D), notamment ceux qui ont un accès limité aux marchés financiers (JZ). [Les contraintes budgétaires dans les pays avancés ne devraient pas être prétexte à des réductions de l'APD. Réduire l'aide et renoncer à la solidarité internationale quand tant de pays en développement risquent fort de ne pas atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) d'ici à 2015 et restent vulnérables à~~

~~des choes extérieurs importants, constitue une politique à courte vue (JZ). Nous invitons (JZ) Les donateurs les pays développés (G77 & CHINE) devraient donc qui se sont engagés sur des objectifs à (JZ) continuer de s'efforcer de porter leur contribution d'APD à (JZ) 0,7 % du revenu national brut, objectif réaffirmé (G77 & CHINE, JZ) conforme aux (G77 & CHINE, JZ) (Groupe D supprimer)] documents convenus au niveau international (G77 & CHINE). En même temps, nous reconnaissons que l'efficacité de l'aide est essentielle, en particulier la responsabilité mutuelle et la transparence, comme l'est une approche qui mesure les résultats et pas la production (JZ). (UE supprimer le paragraphe)~~

54 alt. L'aide publique au développement (APD) reste une importante source d'aide et de financement pour de nombreux pays à faible revenu, spécialement les PMA, *et pays en transition*, (Groupe D) dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Elle joue aussi un rôle important de catalyseur, servant de levier pour obtenir des fonds destinés au développement auprès d'autres sources. Les donateurs devraient respecter leurs engagements en matière d'APD, comme cela a été réaffirmé à la réunion plénière de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement de 2010. (UE)

55. L'un des objectifs des (G77 & CHINE) ~~{Les réformes de l'architecture économique internationale devraient est de (G77 & CHINE) compléter et soutenir} {JZ supprimer}~~ l'action menée au niveau national pour **atteindre les objectifs du développement, à savoir notamment instaurer (G77 & CHINE) une autonomie socioéconomique durable, créer des emplois décents (UE)**, réduire la pauvreté et réaliser un développement plus équitable. ~~Ces efforts imposent de stimuler la demande intérieure en tant que comme moteur de la croissance. (UE) {Il est certainement plus facile de stimuler la demande intérieure et la création d'emplois lorsque les gains de productivité sont répartis équitablement entre travail et capital. Ce sont l'existence et (UE) C'est l'anticipation d'une hausse de la demande, davantage qu'une réduction des coûts unitaires de main-d'œuvre, qui incite à investir dans des capacités de production nouvelles ou améliorées. Ces investissements sont un préalable nécessaire, dans beaucoup de pays en développement, à l'absorption de la main-d'œuvre excédentaire dans de nouvelles activités productives} {JZ supprimer}~~.

56. Un cadre général favorable passe par une réglementation efficace du marché du travail et de faibles taux d'intérêts réels, permettant des conditions financières favorables aux investissements de capital fixe. Les pressions inflationnistes doivent certes être contenues, mais la politique monétaire et budgétaire doit aussi s'intéresser à des problématiques macroéconomiques plus larges. Au plus fort de la crise financière et économique récente, beaucoup de gouvernements ont eu recours à des politiques budgétaires contracycliques pour stabiliser la demande globale et soutenir l'emploi. Les principes qui sous-tendaient ces décisions pourraient inspirer une révision de la conception de la politique budgétaire. (UE, JZ, Groupe D supprimer le paragraphe)

57. Outre les politiques portant sur les salaires ~~et l'emploi le travail (JZ) décent (UE)~~, des mesures ~~sont nécessaires~~ **peuvent aider (JZ)** pour répondre aux besoins des travailleurs du secteur informel, des chômeurs, **en particulier des jeunes (UE)**, et des retraités. ~~L'expérience a montré que (JZ) des mesures telles que la mise en place d'un socle de protection sociale, concept élaboré par l'OIT (UE), peuvent (JZ) être un important moyen d'améliorer les conditions de vie de groupes sociaux marginalisés ou vulnérables et de stabiliser le développement économique (UE, Mexique) (JZ supprimer). (Groupe D supprimer le paragraphe)~~

58. La coopération régionale peut apporter un appui aux stratégies nationales de développement, ~~et (UE, JZ) réduire les vulnérabilités extérieures et, dans certains cas, compléter le système de gouvernance économique mondiale (Mexique) et, parfois,~~

~~pallier certaines carences actuelles du système de gouvernance économique mondiale (UE, JZ). Un renforcement de l'intégration économique peut engendrer de multiples relations mutuellement bénéfiques entre des pays se situant à différents niveaux de développement au sein d'une même région géographique.~~

59. La coopération financière et monétaire entre pays en développement suscite un intérêt croissant depuis quelques années, en tant que moyen de mieux gérer les flux internationaux de capitaux privés, face notamment aux risques **potentiels (JZ, G77 & CHINE)** provenant des flux spéculatifs à court terme. **(JZ supprimer le paragraphe)**

60. Tout en assurant un moyen de protection efficace contre les chocs et la contagion, la coopération monétaire et financière régionale peut aussi promouvoir et accélérer le développement. Elle peut revêtir différentes formes et mobiliser différents instruments, dont l'octroi de crédits de financement à long terme aux pays participants par le biais de banques régionales de développement, la création de marchés régionaux de capitaux et le recours aux monnaies nationales et à des mécanismes régionaux de compensation pour faciliter le règlement des échanges commerciaux intrarégionaux et le financement à court terme des pays rencontrant des difficultés de balance des paiements. Un accord régional de gestion des taux de change peut aussi être un important élément du processus de création d'un marché commun. **(UE, JZ supprimer le paragraphe)**

61. ~~Outre l'expansion des flux intrarégionaux et interrégionaux de commerce et de capitaux, (JZ) les pays en développement devraient envisager des modes d'action novateurs au niveau régional et par le biais de la coopération Sud-Sud (JZ) pour soutenir la diversification de leur économie; il pourrait s'agir, par exemple, de [projets d'infrastructures régionales communes (JZ)] [projets politiques (UE) d'infrastructure et (G77 & CHINE) de politiques industrielles régionales communes (UE)] ou d'initiatives communes en matière de recherche-développement, de production de connaissances et de diffusion de l'information.~~

62. La gravité de la situation actuelle de l'économie mondiale rend essentielle **[la poursuite d'un dialogue suivi (UE)] [rend essentiel exige la poursuite du dialogue sur les politiques à mener (JZ)] à tous les niveaux d'un dialogue renforcé sur les réformes inachevées (UE)**. Les réalités mondiales peuvent encore provoquer un retour au protectionnisme (et à l'unilatéralisme économique. Il est donc urgent d'apporter des réponses ~~qui aillent au cœur des problèmes et de (UE)~~ pour forger un nouveau consensus **qui appuie (UE) du le développement, de la convergence et de la stabilité les objectifs primordiaux de la coopération (UE).** ~~Il s'agit de créer un environnement favorable, capable de soutenir contribuer à (UE) la croissance et le au développement durable (UE) à la lumière des grands enjeux du XXI^e siècle (UE). La réforme du système économique mondial, doit, en outre, garantir aux pays en développement la marge d'action nécessaire pour (UE, JZ), conformément à leurs obligations et à leurs engagements internationaux, (Mexique) mener des politiques de développement pleinement assumées et intégrées, qui elles mêmes conduiront à un partenariat mondial pour le développement plus efficace (UE, JZ).~~ **(Groupe D supprimer le paragraphe)**

B. Le rôle de la CNUCED

63. S'agissant d'aider les pays à optimiser leur potentiel de développement, la CNUCED devrait ~~proposer partager (JZ) des stratégies (G77 & CHINE, JZ) les meilleures pratiques (JZ) et des options, les analyses et l'assistance technique (G77 & CHINE)~~ pour contribuer à une croissance accélérée et à un développement durable et équitable. ~~{Elle devrait en particulier jouer un rôle essentiel dans l'analyse des problèmes économiques mondiaux actuels et, (G77 & CHINE) proposer des solutions pour y répondre et fournir une assistance technique aux pays en développement qui en~~

pâtissent (G77 & CHINE) } {JZ supprimer} . Son programme de travail devrait porter sur les aspects suivants: (UE supprimer le paragraphe)

63 alt 1. Dans le cadre de son mandat de base et dans la limite des capacités et des ressources dont elle dispose, ~~et sans préjudice du~~ *ainsi que d'une manière coordonnée avec les* (Mexique) activités et les mandats des autres organisations internationales, la CNUCED devrait {, en assistant les pays en développement, en particulier les pays d'Afrique, les pays les moins avancés, les pays à faible revenu et les petits États insulaires en développement pour qu'ils optimisent leur potentiel de développement,} {Groupe D supprimer} *contribuer à une croissance accélérée et à un développement durable et équitable, continuer en continuant* (Groupe D) à {effectuer (Groupe D) des travaux de recherche et d'analyse pour promouvoir le dialogue dans les domaines ci-après} {Mexique supprimer}: (UE)

63 alt 2. Les activités de la CNUCED devraient être menées à bien dans le cadre de son mandat de base et dans la limite des capacités et des ressources dont elle dispose, sans préjudice des activités et des mandats des autres organisations internationales. Ces activités devraient produire des résultats concrets répondant à des besoins spécifiques et avoir des effets mesurables. À cet égard, la CNUCED devrait: (JZ)

a) Étudier de quelles façons ~~les relations économiques internationales et~~ (JZ) les politiques intérieures peuvent renforcer un environnement économique et social (UE) favorable, fondé sur une bonne gouvernance, un cadre réglementaire, des infrastructures, la parité et le capital humain (UE), ~~à tous les niveaux~~ (JZ) pour promouvoir le commerce (UE) à l'appui d'un développement équitable et durable et permettre à tous, en particulier les pauvres et les personnes vulnérables, ~~aux pays en développement, en particulier aux PMA,~~ (UE) de profiter de la croissance et du développement économique et de répondre aux besoins des groupes pauvres et vulnérables dans leur société (Mexique);

a) bis *Dans le domaine de la protection sociale qui relève de son mandat* (JZ), la CNUCED devrait *continuer de fournir un appui analytique et technique aux pays en développement qui sortent d'une crise politique ou de conflits, dans des domaines tels que la protection sociale, par exemple, aux pays en développement,* (JZ) en particulier des pays africains et des PMA, ~~qui sortent d'une crise politique ou d'un conflit, et proposer des solutions et des programmes d'accompagnement en vue de les appuyer dans leur développement et leurs progrès économiques et de leur garantir un développement durable et équitable~~ (JZ); (G77 & CHINE) (UE supprimer le paragraphe)

b) Examiner les causes profondes et les effets de la crise économique et financière mondiale et en tirer des conclusions pour aider à éviter que cela ne se reproduise à l'avenir. Elle devrait aussi poursuivre ses travaux de recherche et d'analyse sur le système financier et monétaire international et sur l'instabilité des prix des produits de base, et proposer des recommandations pour s'attaquer aux problèmes sur les marchés financiers qui entraînent une instabilité macroéconomique, des distorsions du commerce international et une aggravation de la pauvreté et des inégalités. La CNUCED devrait réfléchir, dans ses domaines de compétence, à la nécessité d'améliorer la cohérence et la gouvernance des systèmes monétaire, financier et commercial internationaux, y compris moyennant une participation plus réelle des pays en développement; (G77 & CHINE proposeront des modifications à mesure que les négociations progressent) (UE, JZ supprimer le paragraphe)

b) alt Étudier l'instabilité des prix des produits de base, y compris ceux des denrées alimentaires, et la dépendance à l'égard de ces produits, pour aider ainsi les pays qui en sont tributaires à élaborer des stratégies nationales de développement qui

soient durables et équitables. Ces stratégies devraient contribuer au développement durable des secteurs des produits de base, favoriser la progression dans la chaîne de valeurs et l'intégration dans la chaîne mondiale d'approvisionnement, et promouvoir la transparence et la responsabilité liées aux investissements dans les ressources naturelles et la gestion de ces ressources; (UE)

b) bis La CNUCED devrait fournir une assistance technique aux organisations de coopération régionale afin d'atténuer et de réduire le coût de la crise économique et financière pour les pays en développement et promouvoir leur développement durable; (G77 & CHINE) (UE, JZ, Groupe D supprimer)

c) Analyser comment les questions relatives à la dette et au financement peuvent être traitées au niveau mondial. Ce faisant, elle devrait contribuer au processus multilatéral, notamment par des travaux de recherche, en particulier sur la restructuration des dettes souveraines, l'expansion des ressources financières multilatérales et l'élimination des conditionnalités accompagnant les prêts à l'ajustement et les prêts en cas de crise. Il faudrait rechercher le maximum de synergies entre les travaux d'analyse, la formation de consensus et les activités d'assistance technique. (UE, JZ supprimer le paragraphe)

c) bis 1 (anciennement 64 e) bis) Continuer de fournir une assistance et un appui techniques aux pays en développement pour le renforcement de leurs capacités nationales, par le biais du programme relatif au Système de gestion et d'analyse de la dette (SYGADE), en coopération avec le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et d'autres partenaires; (Approuvé)

c) bis 2 Étudier de quelles façons réaliser l'intégration effective des pays en développement, en particulier des PMA, ainsi que des pays en transition dans le système commercial multilatéral; (Approuvé)

d) Examiner comment stimuler la diversification économique et promouvoir la production à valeur ajoutée, y compris par l'investissement, en vue de créer des emplois décents pour tous, en particulier pour les femmes et les jeunes; (JZ)

e) Dans le secteur agricole, promouvoir l'accès des petits exploitants, en particulier des femmes et des peuples autochtones, aux marchés agroalimentaires locaux et mondiaux ainsi que les investissements nécessaires pour accroître le potentiel de production et résoudre le problème de la sécurité alimentaire. (Mexique) (G77 & CHINE, JZ → thème subsidiaire 3)

64. SUPPRIMER

~~a) Activement contribuer aux mécanismes de suivi de la Conférence des Nations Unies sur la crise financière et économique mondiale et ses incidences sur le développement, et proposer des recommandations pour la mise en œuvre du document final de la Conférence. Elle devrait aussi fournir des avis autorisés, fondés sur une prise en compte de la dimension du développement, pour le suivi (UE, JZ) donner suite aux questions liées au commerce et au développement abordées par (JZ) d'autres de grandes conférences internationales sur le développement;~~

~~b) {Renforcer Continuer d'appuyer les (UE) pays en développement, notamment les PMA (UE), et les pays en transition (Groupe D), en réalisant un suivi de l'évolution [des tendances (Groupe D)] du commerce international et, s'agissant des PMA, en participant activement au Cadre intégré renforcé pour l'assistance technique liée au commerce sous l'angle du développement ainsi qu'en-(UE)} {JZ supprimer} {ainsi qu'en examinant les moyens d'intégrer de façon plus équitable ees les pays en développement (JZ) dans l'économie mondiale et dans le système commercial international, compte tenu de la nécessité de pouvoir compter sur un système commercial multilatéral solide, prévisible et équitable} {UE supprimer}; (G77 & CHINE supprimer)~~

b) alt Intensifier encore sa contribution au Cadre intégré renforcé pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des PMA. La CNUCED, en collaboration avec d'autres organismes, devrait contribuer à renforcer les capacités existant dans les pays pour faciliter l'intégration du commerce dans les plans nationaux de développement des PMA et l'intégration effective de ces derniers dans le système commercial multilatéral; (G77 & CHINE) (UE, JZ supprimer)

b) bis La CNUCED devrait aider les pays en développement qui se voient imposer des mesures commerciales, financières ou économiques unilatérales et contraires au droit international et aux règles de l'OMC et formuler des recommandations appropriées pour y répondre et les prévenir; (G77 & CHINE) (JZ, UE supprimer l'alinéa)

b) ter Pour suivre l'assistance technique aux pays en développement, en particulier aux PMA, dans le domaine du commerce international des marchandises – y compris la facilitation du commerce –, des services et des produits de base, et les aider à élargir leurs marchés et à les ouvrir sans restrictions au commerce international (exportations et importations), en fonction de leur niveau de développement et dans le respect des règles de l'OMC; (UE)

c) Continuer d'aider les pays en développement à améliorer leurs capacités statistiques dans le domaine du commerce et du développement; (Approuvé)

c) bis 1 Intensifier ses interactions avec les universités et les instituts de recherche, en particulier à travers le Réseau mondial de groupes de réflexion sur le développement, afin de renforcer les capacités locales en matière d'enseignement et de recherche dans les États membres et de favoriser l'établissement de relations entre chercheurs et responsables de l'élaboration des politiques; (Approuvé)

c) bis 2 Afin de maximiser la contribution des investissements au développement, la CNUCED doit se préoccuper davantage de la manière dont les pays en développement peuvent attirer, faciliter et garder l'investissement privé, aussi bien étranger que national. Elle doit soutenir la croissance et le développement induits par le secteur privé afin de réduire la pauvreté et d'atteindre les objectifs de développement; (JZ)

c) ter À cette fin et en s'inspirant de ses analyses antérieures, la CNUCED devrait chercher dans les pays les moins avancés (PMA) et les autres pays en développement des modèles de réussite reproductibles permettant d'obtenir des taux d'investissement élevés, sans oublier ses propres conclusions, à savoir que les PMA peuvent être confrontés à des difficultés bien spécifiques et qu'à bien des égards ils ne peuvent pas suivre le même chemin de développement que les économies émergentes. La CNUCED devrait aussi étudier plus à fond la relation entre l'accroissement de l'IED et les ressources des PMA en capital humain; (JZ)

c) quater La CNUCED devrait évaluer l'impact de la montée en puissance des entreprises appartenant à l'État ou aidées par l'État sur le climat intérieur des investissements et les conditions de concurrence sur les marchés des pays en développement. Elle devrait déterminer dans quelle mesure l'aptitude des entreprises du secteur privé, nationales ou étrangères, à soutenir la concurrence sur le marché mondial dans des conditions d'égalité est influencée par des politiques discriminatoires ou préférentielles; (JZ)

c) quinques La CNUCED devrait tenir compte des relations entre les considérations économiques, les considérations environnementales et les considérations sociales dans la prise des décisions; (JZ)

c) ~~sexies~~ La CNUCED devrait poursuivre ses activités d'assistance technique, ses travaux de recherche et d'analyse, ainsi que le dialogue sur la facilitation du commerce, les transports et les questions connexes, en tenant compte des contraintes géographiques qui peuvent nuire au commerce; (JZ) (G77 & CHINE → thème subsidiaire 3, 101 d) bis)

c) ~~septies~~ La CNUCED devrait poursuivre ses travaux, *aux côtés d'organisations compétentes*, (Mexique, G77 & CHINE) sur le développement des petites et moyennes entreprises (PME), notamment en définissant les mesures de nature à ~~permettre aux PME de se conformer aux normes internationales~~, (Mexique, G77 & CHINE) (UE, JZ maintenir) ~~et~~ étoffer leurs capacités technologiques et d'innovation et ~~et~~ à améliorer leur participation aux chaînes d'approvisionnement mondiales; (JZ, G77 & CHINE → thème subsidiaire 4)

d) Continuer d'apporter un appui au peuple palestinien conformément aux dispositions de l'Accord d'Accra, ~~en tenant compte des réalités nouvelles~~ (UE) (G77 & CHINE supprimer l'alinéa)

d) ~~alt~~ Le programme d'assistance de la CNUCED au territoire palestinien occupé est apprécié et devrait être renforcé au moyen de ressources adéquates et d'activités opérationnelles plus étendues, inscrites dans le cadre de l'engagement de la communauté internationale en faveur des efforts de construction d'un État palestinien et de l'amélioration des conditions économiques et sociales critiques dans le territoire palestinien occupé, en vue: i) de créer les conditions propices à l'édification d'un État palestinien indépendant, souverain et économiquement viable, conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies; et ii) de corriger les incidences négatives pour les structures économiques d'une occupation et d'un siège étrangers prolongés qui font obstacle aux efforts de développement national et international; (G77 & CHINE) (UE supprimer l'alinéa)

e) La CNUCED devrait aider les pays à comprendre l'importance des filets de sécurité, leur rôle dans l'élaboration des politiques et la manière dont ils peuvent aider les gouvernements à prendre des décisions politiques sages en matière macroéconomique, dans les domaines du commerce, de l'emploi et dans de nombreux autres secteurs. Elle peut, par exemple, aider les pays qui examinent leur politique sociale à comprendre pour quelles raisons ils doivent appliquer des programmes d'aide sociale, quels types de programmes de protection sociale leur seront le plus utile et comment les concevoir pour qu'ils soient le plus propice possible à un développement équitable et durable; (G77 & CHINE) (UE, Groupe D supprimer l'alinéa)

III. Thème subsidiaire 2 – Intensifier toutes les formes de coopération et de partenariat pour le commerce et le développement, y compris la coopération Nord-Sud, Sud-Sud ainsi que la coopération triangulaire

A. Analyse

65. Les transformations et les problèmes (G77 & CHINE) que le monde connaît actuellement (Mexique) et le fait que [la pauvreté et l'inégalité persistent, (Mexique) (UE supprimer)] [et la dynamique (UE) au cours des deux dernières décennies (Mexique supprimer)] et les problèmes spécifiques apparus depuis [l'éclatement de la crise financière] (UE) (G77 & CHINE maintenir)] font que la communauté internationale doit

~~encourager toutes les formes (Président) concevoir de nouvelles formes de coopération et de partenariat et renouveler son approche des partenariats (Président) pour le développement et [les renforcer (G77 & CHINE maintenir) (UE supprimer)]. et concevoir de nouvelles formes de partenariat et de (UE) coopération et [des partenariats renouvelés et renforcés pour (G77 & CHINE) partenariats pour le développement (G77 & CHINE) (Mexique). Il est important de pour (G77 & CHINE) promouvoir une croissance économique continue plus rapide et une plus grande ouverture, ainsi que les objectifs plus généraux] [de nouvelles approches de la croissance et (UE)] [supprimer la proposition de l'UE [Mexique, G77 & CHINE] d'un développement équitable et durable. Une meilleure cohérence entre les politiques économiques, commerciales, financières, sociales et, (G77 & CHINE) environnementales, et ainsi qu'(G77 & CHINE) une gouvernance améliorée à tous les niveaux sont indispensables pour un développement durable et équitable [y parvenir. (UE) (G77 & CHINE supprimer)] [Les partenariats pour le développement [renforcés (G77 & CHINE) (UE supprimer)] [nouveaux (UE) (G77 & CHINE supprimer)] [(Chine, Mexique, G77 & CHINE) sous réserve de l'approbation de la première phrase] devr[ont] renforcer améliorer (G77 & CHINE) les relations entre le secteur privé et le secteur public de différents pays à des différents niveaux de développement économique. (JZ supprimer le paragraphe)~~

65 bis. Les disparités entre pays développés et pays en développement restent très importantes et si les tendances actuelles se confirment, il faudra plusieurs décennies avant d'assister à une véritable convergence des revenus moyens entre le Nord et le Sud. La coopération Nord-Sud demeure donc *la principale forme de* (Mexique) ~~essentielle et les pays développés devraient encore assumer la responsabilité première de~~ (Mexique) la coopération internationale au développement. (G77 & CHINE) (UE, JZ supprimer le paragraphe)

65 ter. La coopération Sud-Sud est une expression de la solidarité politique et économique qui existe entre les pays en développement et qui résulte de leurs expériences communes et de leurs affinités et ne devrait pas être considérée comme de l'APD. Fondée sur des objectifs communs et sur la solidarité, elle est guidée, entre autres choses, par le respect de la souveraineté, sans condition. À cet égard, les principes de la coopération Sud-Sud, tels qu'énoncés par la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud, réunie à Nairobi en 2009, et par d'autres conférences pertinentes, devraient être réaffirmés. La coopération Sud-Sud ne remplace pas la coopération Nord-Sud, mais la complète, et, avec la coopération triangulaire, elle peut contribuer à une croissance et à un développement équitables et durables. (G77 & CHINE) (UE, JZ supprimer)

65 quater. En conséquence, les pays donateurs devraient mettre tout en œuvre pour augmenter les flux d'aide au-delà de la tendance historique et honorer l'engagement qu'ils ont pris de porter le montant de l'APD à l'objectif de 0,7 % du PIB fixé par les Nations Unies. (G77 & CHINE) (UE, JZ supprimer)

66. SUPPRIMER

66 alt. Mettre la coopération au service d'une croissance et d'un développement équitables et durables peut contribuer à centrer les efforts nationaux et internationaux sur le renforcement des capacités productives et sur la transformation structurelle. (Approuvé)

66 bis. Il faudra un régime réglementaire au niveau mondial efficace pour appuyer une mondialisation centrée sur le développement, en renforçant et en harmonisant les règles et les initiatives collectives dans certains domaines, en particulier celui du financement, et en amplifiant dans le même temps la marge d'action nationale en termes de politiques. (G77 & CHINE) (UE, JZ supprimer)

67. La structure du commerce international dépend, dans une large mesure, de diverses conditions de ressources, des capacités productives existant dans les pays et des attentes sous-jacentes des marchés. ~~Mais (UE) elle peut aussi contribuer à promouvoir la coopération et à créer de nouveaux partenariats en mettant en relation, au-delà des frontières, des processus de production, en diffusant la technologie et en contribuant à terme à une croissance économique partagée. Le commerce international n'a cependant pas encore apporté toute sa contribution potentielle au développement (Groupe D), s'agissant en particulier de la réalisation des OMD, et plus spécialement de la réduction de la pauvreté et des inégalités (UE, Groupe D). À cet égard, l'accès aux marchés en franchise et sans contingent pour les PMA peut constituer un outil important. (UE) (G77 & CHINE, JZ supprimer le paragraphe)~~

67 alt. Le commerce international contribue à promouvoir la coopération et les partenariats internationaux en reliant les processus de production, en diffusant les *savoir-faire* [technologies (JZ) (G77 & CHINE maintenir)] et en contribuant pour finir à une croissance économique partagée. ~~[mais (JZ) (G77 & CHINE maintenir)] Il peut (G77 & CHINE) apporter une contribution importante (G77 & CHINE) à la réalisation des (JZ) OMD, mais il n'a pas encore été suffisamment tiré parti des vastes possibilités qu'il offre (G77 & CHINE), en particulier s'agissant de réduire la pauvreté et les inégalités. À cet égard, l'accès aux marchés en franchise et hors contingent pour les PMA peut constituer un outil important. (G77 & CHINE). Comme e'est un problème que connaissent de nombreux pays en développement, Il est essentiel nécessaire (JZ) de mieux comprendre les conséquences pour les personnes vulnérables du commerce international et la manière de mettre ses retombées bénéfiques au service de la réalisation des OMD. (G77 & CHINE) et la manière de mettre les retombées bénéfiques du commerce international au service de la réalisation des OMD. (JZ) pour les personnes vulnérables du commerce international, afin d'ajuster les politiques commerciales et les mesures de soutien internationales pour que les retombées bénéfiques du commerce soient plus largement partagées. (JZ) (G77 & CHINE)~~

68. [Ces dernières années, les programmes de coopération d'aide (G77 & CHINE) ont été de plus en plus ciblés sur des questions sociales. Parallèlement,] (UE, JZ supprimer) **il est important, grâce à une coopération pour le développement efficace, d'aider les pays en développement, en particulier les PMA, —par exemple, aider les pays—(G77 & CHINE) à se mettre en position de mobiliser leurs propres ressources pour le un développement durable (UE), de créer de nouvelles capacités productives (G77 & CHINE) et de diversifier leur structure économique (JZ, UE supprimer jusqu'à la fin) [tout en garantissant la protection des ressources naturelles et leur utilisation durable. (G77 & CHINE)] [La fourniture de l'aide tout programme d'aide au développement doit donc reposer sur le principe fondamental de l'appropriation par les bénéficiaires. (G77 & CHINE)]**

68 bis. ~~Les programmes d'aide ne devraient être assortis d'aucune condition et devraient être intégrés dans les stratégies nationales de développement. Ils {Les programmes d'aide et (G77 & CHINE)} {JZ, UE supprimer} Les programmes de coopération devraient être alignés sur les stratégies nationales de développement (JZ, UE) basées sur l'appropriation par le pays (JZ) et sur la responsabilité mutuelle {et ne devraient être assortis d'aucune condition. (G77 & CHINE)} {JZ, UE supprimer}~~

69. SUPPRIMER

69 alt. ~~Dans ce contexte, (G77 & CHINE, JZ) l'idée (JZ) l'Initiative (JZ, UE) de «l'aide au commerce» s'est affirmée dans le débat sur l'aide internationale depuis qu'elle a été introduite en 2005 [lors de la Réunion ministérielle de l'OMC tenue à Hong Kong (Chine).] [UE maintenir], et a mobilisé un appui et des ressources mondiales importantes en faveur de l'aide au développement liée au commerce. (JZ)~~

Cette initiative reconnaît que les pays en développement, et en particulier les PMA, ont besoin d'un appui financier spécifique pour profiter pleinement du commerce international, *notamment par exemple, (G77 & CHINE)* en renforçant leurs capacités productives ainsi que *leur infrastructure et leurs compétences liées au commerce.* {[en les aidant à s'adapter à une plus large ouverture commerciale.]} [UE] {G77 & CHINE supprimer} Atteindre ces objectifs exige *[un financement adéquat et des politiques commerciales et industrielles appropriées]* [UE supprimer] *[des capacités commerciales adéquates]* [UE] (G77 & CHINE) dans les pays en développement, en particulier les PMA, et réclame qu'un rang de priorité plus élevé soit donné à l'aide au commerce dans les stratégies nationales de développement. ~~Cela exige aussi~~ *il est aussi important* (G77 & CHINE) que les pays bénéficiaires intègrent les questions de commerce dans leurs stratégies globales de développement [pour assurer une cohérence entre commerce et développement.] [G77 & CHINE supprimer] L'aide au commerce doit être efficace et axée sur les résultats (UE, JZ) *[et devrait mobiliser des ressources financières nouvelles en plus des actuels engagements d'aide.]* (G77 & CHINE) [UE supprimer]

70. L'intégration régionale, complétée par une coopération interrégionale, peut aider les pays en développement à mettre les liens commerciaux plus étroits qu'ils établissent au service d'une croissance et d'un développement équitables et durables. On peut citer parmi les initiatives allant dans ce sens différents accords régionaux de commerce et d'investissement en Afrique et en Amérique latine, et la création de réseaux régionaux de production en Asie, auxquels participent certains PMA. L'intégration régionale, notamment les accords commerciaux régionaux (ACR), devraient stimuler une intégration de la production et soutenir la diversification économique, en particulier dans les PMA et les PDSL. Les ACR devraient être alignés sur les pratiques du système commercial multilatéral en ce qui concerne l'amélioration de l'accès aux marchés. (Approuvé).

71. Au-delà de ces arrangements régionaux, ~~{les nouveaux pôles de croissance qui apparaissent dans le Sud}~~ (UE, JZ) **la croissance rapide des pays émergents pourrait servir à (JZ) les pays émergents pourraient (UE)** mettre davantage encore l'intégration, ~~notamment l'ouverture des marchés (JZ),~~ et la coopération Sud-Sud au service du développement. (UE)} (G77 & CHINE supprimer) **{L'intégration et la coopération Sud-Sud peuvent aussi être importantes pour partager plus largement les acquis du développement. (G77 & CHINE) (JZ supprimer)}** Depuis le tournant du millénaire, les pays en développement se sont engagés dans de nouveaux mécanismes institutionnels pour ~~examiner coopérer face à (JZ)~~ leurs besoins et leurs problèmes communs ~~et développer leur coopération. Contrairement à la traditionnelle coopération Nord-Sud, les initiatives Sud-Sud, notamment dans le cadre d'une coopération entre pays émergents et le Sud (JZ) {la dimension Sud-Est (Groupe D) (JZ supprimer)}~~ réunissent des pays ayant des problèmes de développement communs et sont le reflet de relations plus égalitaires entre pays participants. (UE, JZ) **Alors que la coopération Nord-Sud est un mécanisme établi, la coopération Sud-Sud un phénomène de plus en plus présent et dynamique, qui vise à offrir de nouvelles possibilités et à mettre en commun les expériences acquises et les enseignements tirés dans le cadre de l'action menée en faveur du développement économique et social, y compris la réalisation des OMD. La coopération Sud-Sud, associée à la coopération triangulaire, constitue un instrument qui peut accroître l'efficacité de l'aide. (UE)**

72. ~~Les courants de commerce et d'investissement se sont déjà réorientés dans ce sens, suscitant une confiance renouvelée dans le potentiel économique [de ce nouveau Sud] [des pays émergents. (JZ)] (G77 & CHINE).~~ Les possibilités sont considérables pour les pays en développement, en particulier les PMA ~~et les pays à faible revenu, (G77 & CHINE)~~ **ainsi que les pays en transition (Groupe D, JZ)** d'exploiter leur potentiel de croissance grâce au dynamisme du commerce et de l'investissement Sud-Sud. ~~Le succès du Cycle de~~

~~négociation de São Paulo dans le cadre du Système global de préférences commerciales (SGPC) constitue un tournant historique en matière de politique commerciale Sud-Sud. (UE, JZ) [En outre, de nombreux pays en développement restent fortement tributaires des marchés et des capitaux des pays avancés, et vulnérables à l'évolution des conditions économiques et politiques dans ces pays. Il faudra donc suivre avec attention les effets de la crise de la dette au Nord sur les pays en développement.] (G77 & CHINE) [UE, JZ supprimer]~~

~~73. La résilience face à la crise de certaines régions en développement est venue conforter cette confiance grandissante et fait naître l'espoir d'une réduction durable des inégalités économiques mondiales. Mais à ce jour, le mouvement a été inégal à ce jour (G77 & CHINE), et de larges écarts persistent entre régions en développement et entre (JZ) pays et dans les pays; (JZ, Mexique) beaucoup de PMA ont vu se creuser leurs écarts de revenu avec d'autres pays au cours des deux dernières décennies. Les États fragiles, en particulier, ont peu progressé dans la réalisation des OMD. (JZ) [En outre, de nombreux pays en développement restent fortement tributaires des marchés et des capitaux des pays avancés, et vulnérables à l'évolution des conditions économiques et politiques dans ces pays. (UE, JZ)]~~

73 bis. En tenant compte des nouvelles réalités de l'économie mondiale, toutes les formes de coopération ouverte et sans restriction doivent être encouragées. Les économies émergentes constituent de nouveaux débouchés pour les pays en développement ainsi que de nouvelles sources d'investissement étranger direct et d'aide au développement. Nous encourageons l'investissement privé productif et le commerce entre pays en développement, appuyé par une aide efficace visant à consolider les conditions de la croissance. (JZ) (G77 & CHINE supprimer)

73 ter. L'importance pour tous les donateurs, y compris les économies émergentes, et pour les pays bénéficiaires d'appliquer les Principes de Paris sur l'efficacité de l'aide et du Partenariat de Busan pour une coopération efficace en matière de développement doit être soulignée. (JZ) (G77 & CHINE supprimer)

73 quater. Les pays émergents et les pays en transition prennent de plus en plus d'importance en tant que partenaires de développement des pays en développement et des PMA. (JZ) (G77 & CHINE supprimer)

~~74. Mais l'intérêt pour la coopération Sud-Sud va bien au-delà de la sphère commerciale. Les Certains (G77 & CHINE) pays en développement à croissance dynamique (G77 & CHINE), en particulier des pays émergents, (UE) ont accumulé une vaste expérience vaste et positive (G77 & CHINE) en matière d'orientations stratégiques et de gouvernance, dont pourraient profiter d'autres pays en développement. Le renforcement des capacités dans une perspective (UE) d'État développementiste (UE, JZ, Groupe D) en faveur du développement (Groupe D, JZ) devrait devenir un important élément de la coopération Sud-Sud, car c'est un domaine qui présente des avantages spécifiques par rapport à des formes plus traditionnelles de coopération pour le développement (UE, JZ). La coopération Sud-Sud peut également contribuer à un accroissement des flux d'investissement et [de la diffusion des (UE) transferts de (UE) technologies (JZ)] [savoir-faire (JZ)].~~

~~75. Le renforcement des relations Sud-Sud peut aussi aider à faire face à nombre de nouvelles menaces qui pèsent sur une croissance et un développement équitables. On peut notamment citer la sécurité alimentaire, domaine où, grâce à un échange d'expériences entre pays en développement, on pourrait développer les services de vulgarisation et de soutien agricoles, améliorer la gestion des ressources en eau (Canada) et renforcer la recherche-développement. Mais la coopération Sud-Sud ouvre aussi des possibilités nouvelles dans des domaines tels que l'adaptation aux changements climatiques et~~

~~l'amélioration des interventions en cas de catastrophe naturelle. Dans ces domaines, (JZ) de nouveaux partenariats impliquant, par exemple, une coopération triangulaire peuvent être utilisés pour rendre l'action plus efficace, comme cela a déjà été fait pour le développement agricole et les énergies renouvelables. Toutefois, parce que ces nouveaux défis exigent des investissements de grande ampleur et des technologies nouvelles, la coopération Sud-Sud ne peut être (UE, JZ) que (UE, JZ, Groupe D) complémentaire de la coopération Nord-Sud et d'autres formes, plus traditionnelles, de coopération. (UE, JZ) (G77 & CHINE supprimer le paragraphe)~~

75 alt. Le renforcement des relations Sud-Sud peut aussi aider à faire face à nombre de nouvelles menaces qui pèsent sur une croissance et un développement équitables. ~~On peut notamment citer la sécurité alimentaire, la production agricole, la gestion de l'eau et l'amélioration des interventions en cas de catastrophe naturelle.~~ (Président), dans des domaines tels que la sécurité alimentaire, la production agricole, la gestion de l'eau, les énergies renouvelables, les changements climatiques et l'amélioration des interventions en cas de catastrophe naturelle. (Président) La coopération triangulaire peut aussi (Mexique) être utilisée pour rendre l'action plus efficace [~~dans ces domaines,~~ (UE supprimer)] (Mexique) comme cela a déjà été fait. Toutefois, parce que ces défis exigent des investissements de grande ampleur et des technologies nouvelles, la coopération Sud-Sud ne peut être que complémentaire de la coopération Nord-Sud et d'autres formes plus traditionnelles de coopération. (G77 & CHINE)

76. (G77 & CHINE → thème subsidiaire 4) Il se crée aussi des ~~nouveaux~~ partenariats renforcés pour le développement (G77 & CHINE, JZ) dans le secteur privé. La dynamique concurrentielle des chaînes mondiales de valeur a conduit de plus en plus de sociétés transnationales (STN) à faire appel à des modes de production sans participation au capital (SPC) – par exemple, externalisation internationale de la production, **fourniture transfrontière de services, (UE, JZ) concession aux entreprises du pays hôte de licences dans le domaine des connaissances, et (JZ) contrats de gestion et franchisage.** {Dans la mesure où ces modes de production impliquent la participation d'entreprises nationales disposant d'une appréciable capacité de production, ils valident les stratégies utilisées avec succès dans le passé par certains pays en développement, notamment en Asie de l'Est, (G77 & CHINE) pour mettre au service de leur propre développement leurs relations avec les STN.} (UE, JZ supprimer)

77. (G77 & CHINE → thème subsidiaire 4) **{Si les entreprises des pays en développement partenaires (G77 & CHINE) au sein des réseaux de production cherchent à bénéficier des niveaux de productivité et du savoir-faire technologique supérieurs des filières étrangères, les retombées escomptées ne sont pas automatiques. C'est notamment le cas dans les activités d'assemblage, où la capacité d'absorption des entreprises locales est souvent insuffisante.} (UE, JZ supprimer) [À travers des partenariats au sein des réseaux de production, on cherche souvent à bénéficier des niveaux de productivité plus élevés et du savoir-faire technologique plus grand des filiales étrangères, et cela peut avoir des retombées positives. Il n'en va toutefois pas toujours ainsi; c'est notamment le cas dans les activités de montage, où la capacité d'absorption des entreprises locales est souvent insuffisante.] (UE) Faute de remédier à ces faiblesses, les pays risquent de tomber dans le «piège du revenu intermédiaire», à l'instar des} (JZ supprimer) La coopération internationale devrait mieux soutenir les efforts de développement des pays à revenu intermédiaire, compte tenu de leurs besoins et priorités spécifiques, étant donné que (Mexique, Af.) certains (JZ) pays, après avoir accédé aux segments à forte intensité de main-d'œuvre des chaînes mondiales de valeur, ont eu du mal à développer les infrastructures technologiques nécessaires à la croissance d'entreprises nationales de plus grande envergure capables de soutenir la modernisation et un accroissement de la productivité.**

78. (G77 & CHINE, UE → thème subsidiaire 4 (UE 103 bis)) Dans le domaine de l'investissement, le système des accords internationaux d'investissement (AII) est devenu de plus en plus vaste ~~et complexe~~, **comprenant tant les accords d'investissement traditionnels que les dispositions relatives à l'investissement figurant dans les accords d'intégration.** (JZ) ~~Un fonctionnement plus efficace de ce système au bénéfice d'une croissance et d'un développement dynamiques et soutenus passe par un L' (JZ) échange international d'expériences et de meilleures pratiques sur les aspects fondamentaux de la négociation et de l'application de ces accords est éminemment souhaitable (JZ) pour pouvoir réellement exploiter le potentiel de l'investissement étranger direct (IED) en matière de développement durable.~~

78 bis. Les pays en développement, en particulier les PMA, ont été pénalisés par la crise financière qui s'est propagée dans le monde développé. Cette crise étant considérée comme pesant de manière disproportionnée et injuste sur la capacité des pays en développement de s'intégrer dans l'économie mondiale, il est impératif que les pays développés réaffirment leur engagement à soutenir ces pays à travers l'aide, la coopération et l'assistance technique. La crise financière ne devrait donc pas servir d'excuse aux pays développés pour se soustraire à leurs engagements mais plutôt leur faire prendre conscience de la nécessité de renforcer leur solidarité et de renouveler leurs engagements à l'égard des pays en développement, notamment des PMA. (G77 & CHINE) (UE, JZ supprimer)

B. Le rôle de la CNUCED

79. ~~Pour asseoir l'économie mondiale sur des bases plus solides, il faudra renforcer la coopération et les partenariats à l'appui d'un développement plus équitable. (UE, Groupe D) Les activités de la CNUCED devraient être menées à bien dans le cadre de son mandat de base et dans la limite des capacités et des ressources dont elle dispose, sans préjudice des activités et des mandats des autres organisations internationales. Ces activités devraient produire des résultats concrets répondant à des besoins spécifiques et avoir des effets mesurables. La CNUCED devrait à cet égard: [la coopération technique devrait fournir des résultats concrets aux niveaux national, régional et interrégional et être planifiée et exécutée dans un souci d'équilibre géographique (JZ supprimer)] (Groupe D). La CNUCED devrait à cet égard: {Dans le cadre de son mandat de base, dans la limite des capacités et des ressources dont elle dispose, et sans préjudice des travaux et des mandats d'autres organisations internationales, (JZ)}~~ la CNUCED (UE) devrait:

a) Mener des activités, ~~dans ses trois grands domaines d'action, travaux de recherche et d'analyse (UE) à l'appui de mécanismes et d'outils nouveaux (G77 & CHINE, UE, JZ) permettant [d'amplifier et d'accélérer l'effectivité (UE, JZ)] [et l'efficacité (JZ)] de toutes les formes de la coopération et de partenariats pour le commerce et le développement, notamment (Groupe D) la coopération Sud-Sud (G77 & CHINE) Nord-Sud, Sud-Sud (G77 & CHINE, Groupe D) [et sa dimension Sud-Est, (Groupe D), la coopération entre les pays en transition et le Sud (JZ)] et la coopération triangulaire, en prenant en considération les conclusions de la Conférence de Busan et la Déclaration du G-20, réuni à Cannes (UE, JZ) [y compris ses travaux (JZ)] (G77 & CHINE) { Elle devrait intensifier poursuivre (JZ) ses travaux} (G77 & CHINE supprimer) sur la façon de mettre le dynamisme du commerce Sud-Sud et des flux d'investissement (G77 & CHINE, UE) au service du développement des pays en développement, en particulier des PMA et des pays à faible revenu (G77 & CHINE, JZ). {Elle devrait en particulier accroître maintenir (Groupe D) son appui logistique au SGPC} (JZ supprimer) {et, (G77 & CHINE) aux arrangements monétaires régionaux et autres~~

(G77 & CHINE); (UE, JZ, Groupe D supprimer) (JZ, UE conserver l'ordre Sud-Sud, Nord-Sud)

a) bis **Établir un mécanisme d'échange de connaissances, d'apprentissage mutuel et de coordination entre partenaires de la coopération Sud-Sud pour faciliter l'accès des pays en développement à de grandes banques de connaissances. Dans ce contexte, la CNUCED devrait collecter des données sur la coopération Sud-Sud – notamment en provenance de partenaires de pays (JZ) émergents – et les utiliser pour analyser les incidences des stratégies Sud-Sud en matière de commerce et d'ouverture des marchés sur les PMA et les pays à faible revenu; (UE)**

b) ~~S'impliquer activement Jouer un rôle constructif (JZ) dans les questions relatives à l'étude de (JZ) la coopération Nord-Sud, Sud-Sud et de la coopération triangulaire (JZ) en son sens le plus large et le plus constructif, y compris en intégrant le principe d'une coopération Nord Sud sur un pied d'égalité dans tous les aspects de l'élaboration des politiques économiques au niveau international; cela impliquerait des travaux de recherche et autres activités sur les problèmes posés par une participation systémique déséquilibrée à l'élaboration de ces politiques (JZ); (UE, JZ supprimer le paragraphe)~~

b) bis **La CNUCED devrait procéder à une analyse systémique de l'impact de la crise de la dette du Nord sur les pays en développement. Cette analyse devrait comporter une évaluation annuelle complète et indépendante des conséquences de la crise financière dans les pays développés sur la coopération Nord-Sud et la réalisation des OMD, surtout en ce qui concerne les PMA. Les conclusions de ce rapport devraient faire l'objet d'une session annuelle spéciale du Conseil du commerce et du développement qui serait chargé de favoriser un consensus sur les mesures à prendre et de veiller à leur suivi; (G77 & CHINE) (UE, JZ supprimer le paragraphe)**

b) ter **Analyser la coopération, l'intégration régionale et les efforts sous-régionaux Sud-Sud et leur contribution au développement, à la diversification des économies nationales et à la mise en place d'infrastructures dans les pays en développement et entre eux. Dans ce contexte, la CNUCED devrait continuer de faciliter l'échange de connaissances et l'apprentissage mutuel;**

c) ~~(Groupe D, G77 & CHINE → thème subsidiaire 4, par. 101) Évaluer Analyser (UE, Groupe D), à partir d'études de pays cas (Groupe D), les répercussions [effets (UE)] [l'impact (Groupe D)] de la libéralisation du commerce et de l'IED (UE, Groupe D) au niveau régional (Groupe D) sur le développement, (UE) sur la réduction de la pauvreté ainsi que, sur les inégalités de revenus, sur la création d'emplois (UE) et sur la croissance des revenus dans les pays africains, les PMA, les PDSL et, les petits États insulaires en développement et les pays en transition (Groupe D); (G77 & CHINE, proposera des modifications pendant la négociation) (JZ supprimer le paragraphe)~~

c) bis **Analyser le rôle des pays émergents dans le domaine de la réduction de la pauvreté, les inégalités de revenus et la croissance des revenus dans les pays en développement, en particulier dans les PMA et dans la région africaine, et dans les pays en transition. pays africains, les PMA, les PDSL et, les petits États insulaires en développement, d'autres petits pays économiquement et structurellement faibles et vulnérables et les pays en transition (JZ); (UE) (G77 & CHINE supprimer le paragraphe)**

d) **Aider les PMA à évaluer leurs progrès en matière de mobilisation des ressources, de diversification économique et de compétitivité à l'appui de leurs stratégies nationales de développement; (Approuvé)**

e) Soutenir la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul dans les domaines du commerce, du développement et des questions qui sont liées entre elles dans les secteurs de la finance, de la technologie, de l'investissement et du développement durable, qui est résulté de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés; (Approuvé)

e) bis Continuer de proposer des activités de recherche et d'analyse et de favoriser l'échange de bonnes pratiques pour contribuer à améliorer l'efficacité de la coopération triangulaire; (Accepté)

e) ter L'analyse et la recherche sur les bonnes pratiques, les expériences bilatérales et régionales, et leurs enseignements et les conséquences pour les politiques, notamment dans le cadre d'accords de libre-échange compatibles avec l'OMC, et la façon, dont ces modalités peuvent être utilisées pour tirer des nouveaux courants commerciaux le maximum d'avantages pour le développement; (JZ)

e) quater En coopération avec l'OMC et l'OCDE, la CNUCED devrait rassembler des données statistiques sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire afin de mieux comprendre les phénomènes et les tendances qui s'exercent dans ce domaine; (JZ)

e) quinquies Améliorer la coopération avec d'autres organismes *compétents* (UE) en matière de renforcement des capacités commerciales, en particulier avec le Groupe interinstitutions des Nations Unies sur le commerce et les capacités productives (Mexique) {OMC, OCDE, CCI, CIR, ONUDI, OIT, Centre consultatif de l'OMC sur la législation, Banque mondiale (UE) et PNUD; (Mexique supprimer)}; (JZ)

e) sexies Prendre en considération les perspectives et les enjeux d'une coopération Sud-Sud croissante, notamment entre les pays émergents et les pays en développement, y compris les PMA, en aidant les pays à cette coopération dans leur stratégie de développement nationale et à en tirer parti pour développer leurs capacités productives; (JZ)

f) Étudier les difficultés rencontrées par les pays une fois sortis de la catégorie des PMA pour mieux cibler les efforts continus à déployer pour promouvoir leur développement, **et pour créer le bon un cadre économique et juridique efficace (JZ) et renforcer leurs capacités institutionnelles dans le domaine du commerce et de l'investissement (UE)**. Il pourrait s'agir d'élaborer de meilleures mesures pour le renforcement des capacités productives et le développement, de mieux comprendre les réalités auxquelles sont confrontés les pays en développement {à revenu intermédiaire (Mexique conserver)} (JZ) afin de répondre à leurs préoccupations et à la nécessité de placer les PMA admis au reclassement dans un environnement prévisible et favorable. ~~La CNUCED devrait examiner ces importantes questions à la lumière des discussions en cours sur les enjeux du développement au-delà de 2015 (UE, JZ, Groupe D); (G77 & CHINE supprimer l'alinéa)~~

f) alt 1 Aider les PMA à répondre efficacement aux enjeux et aux difficultés du reclassement, à mieux orienter les efforts vers la promotion du développement, et à créer le cadre économique et juridique approprié et à renforcer leurs capacités institutionnelles dans le domaine du commerce et de l'investissement (UE) pour permettre aux PMA admis au reclassement une compréhension claire de leur nouvel environnement; cela passe par une meilleure compréhension des réalités que doivent affronter les pays en développement à revenu intermédiaire (Mexique) (G77 & CHINE) (G77 & CHINE ajouter des éléments de texte sur la nécessité d'une transition sans heurt et la situation des PMA une fois reclassés)

f) alt 2 La CNUCED, en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies, devrait contribuer aux travaux du groupe de travail spécial créé par l'Assemblée générale en créant des profils de vulnérabilité pour les pays susceptibles de quitter la catégorie des PMA et en concevant une stratégie de transition sans heurt qui ferait partie intégrante du processus de reclassement des PMA, notamment. La CNUCED devrait aussi continuer de suivre l'évolution des PMA par rapport aux seuils de reclassement de façon à repérer les problèmes futurs pour lesquels les pays et la communauté internationale devront agir. (G77 & CHINE)

g) Étudier des moyens ~~nouveaux et novateurs~~ (JZ, UE, G77 & CHINE) d'optimiser la contribution au développement de l'aide pour le commerce (JZ, UE), en particulier à un moment où les ressources diminuent. (UE) ~~La CNUCED pourrait évaluer les progrès dans le sens d'une appropriation nationale des stratégies de développement et le rôle d'une gestion de l'aide par les bénéficiaires eux-mêmes. (JZ, UE)~~ À cet égard, elle devrait s'attacher à contribuer à l'élaboration d'un système de mesure centrée sur les résultats de l'efficacité **de l'aide (G77 & CHINE) au commerce (UE)** en fonction **particulièrement (G77 & CHINE)** de sa contribution au développement du point de vue des pays bénéficiaires, conformément au vœu des États membres de promouvoir, concernant la répartition et la gestion de l'aide **au commerce (UE)**, un engagement ferme et une appropriation résolue des pays bénéficiaires

g) bis Un examen analytique de la CNUCED serait indiqué pour déterminer s'il existe, concernant la répartition et la gestion de l'APD, un engagement et un degré d'appropriation et d'initiative suffisants de la part des pays, et il faudrait, dans ce contexte, étudier la possibilité de créer des outils pour aider à vérifier que l'aide concorde avec les priorités et les programmes fixés par les pays et contribue ainsi aux efforts nationaux et internationaux d'amélioration de la contribution de l'aide au développement. (G77 & CHINE)

h) Mener des travaux de recherche et d'analyse sur les partenariats public-privé dans le contexte du développement, en vue de recenser les meilleures pratiques, ainsi que d'évaluer les modèles de partenariats public-privé susceptibles de favoriser la création de liens entre les producteurs locaux des pays en développement et les chaînes d'approvisionnement mondiales; (Accepté)

i) Jouer un rôle actif dans l'**Initiative d'aide au commerce (UE)** ~~l'élaboration des politiques relatives à la fourniture de l'aide Nord-Sud, afin que cette aide continue d'être utile et conforme aux besoins et aux intérêts des pays en développement bénéficiaires (UE), {y compris conformément aux objectifs de l'ONU concernant l'aide publique au développement. (UE supprimer)}~~ (G77 & CHINE) (JZ supprimer le paragraphe)

IV. Thème subsidiaire 3 – S'attaquer aux problèmes de développement, persistants et nouveaux, qui ont des incidences sur le commerce et le développement et sur les questions associées dans les domaines du financement, de la technologie, de l'investissement et du développement durable

A. Analyse

80. L'économie mondiale est confrontée à plusieurs problèmes, persistants et nouveaux, pour parvenir à une croissance économique stable et à un développement équitable et durable. [Face à cela, il faut mettre en œuvre des politiques et des mesures qui apportent

des réponses à ces problèmes, afin d'avancer sur la voie d'une mondialisation centrée sur le développement.]

81. Mais il n'existe pas de solution universelle pour parvenir à un développement équitable et durable. Les structures et les politiques requises doivent être adaptées aux capacités, aux conditions et aux priorités locales. ~~Pour chaque pays, le développement est donc un difficile processus d'introspection, d'innovation et d'adaptation (G77 & CHINE, JZ, Groupe D). L'expérience des pays émergents-pays développés (G77 & CHINE) peut apporter des enseignements utiles (UE, JZ). Dès lors, (G77 & CHINE, JZ) dans une économie mondiale interdépendante et ouverte, il faut une approche intégrée des politiques de développement afin d'aider les décideurs, aux niveaux national, régional et international, et surtout dans les pays les moins avancés et les plus vulnérables (JZ), à trouver les réponses appropriées des moyens efficaces de (JZ) à ces problèmes dans les domaines du commerce, du financement, de la technologie et de l'investissement et promouvoir les domaines de l'investissement et du commerce et contribuer à un développement robuste, équitable et durable (UE, Groupe D).~~

81 bis. Dans la conjoncture actuelle difficile de l'économie mondiale, l'importance du système commercial multilatéral est des plus importants important (JZ) pour le renouveau la croissance soutenue (JZ) de l'économie mondiale et contenir pour résister à toutes les formes de protectionnisme {y compris les restrictions à l'exportation} {Mexique, G77 & CHINE supprimer} (JZ). {Dans ce contexte, l'impasse dans laquelle se trouve le Cycle du développement de Doha pourrait limiter sérieusement la crédibilité de l'OMC et son action future. De nouvelles négociations fondées sur les mandats convenus au niveau multilatéral depuis son (Mexique) le lancement du Cycle en 2001 (Mexique), et sur le délicat équilibre des concessions obtenues ces dix dernières années, devraient être ménagées en vue de conclure l'engagement unique dans les meilleurs délais possibles.}{UE, JZ, Groupe D supprimer} (G77 & CHINE) [sous réserve d'une convergence sur le thème subsidiaire 1, ou déplacer au paragraphe 44 alt]

82. Pour optimiser les gains pouvant être procurés par le commerce et pour les mettre au service d'un développement équitable, les pays en développement ont besoin ~~non seulement~~ aussi bien (JZ) d'un système commercial international régleménté, **prévisible et non discriminatoire (Mexique)** {comme celui promulgué dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et des accords commerciaux régionaux, bilatéraux et (JZ) préférentiels et de conditions nationales stables et propices,}{G77 & CHINE supprimer} **que d'un environnement favorable et stable qui favorise l'entreprenariat et la création d'emplois. (JZ, UE)** {l'appui et la marge d'action (UE) nécessaires pour élaborer des stratégies de développement durable et (UE) pour mieux (UE) utiliser des instruments de politique qui permettent la formation de capital, le renforcement des capacités institutionnelles et productives, la compétitivité (UE) la modernisation technologique et la diversification économique, ainsi que la gestion des ajustements que cela implique.}{JZ supprimer} {Pour rendre le système commercial multilatéral réellement universel, une aide pour le processus d'accession est importante, en particulier pour les PMA (Mexique). L'élimination des obstacles non économiques sélectifs est indispensable pour mettre pleinement le commerce au service du développement (UE).}{G77 & CHINE, JZ supprimer}

82 alt 1. L'accession à l'OMC fait partie intégrante de la stratégie de développement de la plupart des pays qui aspirent à tirer pleinement parti du système commercial international. {Dans ce contexte, il importe que la CNUCED assure aux pays en développement, en particulier aux PMA, et aux pays en transition qui sont en voie d'accession à l'OMC, une assistance technique, pendant et après leur processus

d'accèsion, en fonction du niveau et des besoins de développement (Groupe D)}{emplacement à débattre → dans B. Le rôle de la CNUCED}

82 alt 2. L'accèsion à l'OMC joue un rôle important pour permettre aux pays en voie d'accèsion d'atteindre leurs objectifs de développement nationaux et d'étendre l'universalité du système commercial multilatéral. C'est aussi un moyen important de poursuivre l'intégration des pays en développement, et en particulier des PMA, dans le système commercial multilatéral fondé sur des règles. (JZ)

82 alt 3. [Proposition du Président, qui regroupe les paragraphes 82 bis, 82 alt 1, 82 alt 2, 82 ter et constitue la base des négociations actuelles] L'accèsion à l'OMC fait partie intégrante des stratégies de développement de la plupart des pays qui aspirent à tirer pleinement parti du système commercial international et à étendre l'universalité du système commercial multilatéral. Pour rendre le système commercial multilatéral réellement universel, une aide pour le processus d'accèsion est importante. C'est un moyen important de promouvoir l'intégration des pays en développement, en particulier des PMA, et des pays en transition (Groupe D) dans un système commercial multilatéral fondé sur des règles. {Dans ce contexte, il est impératif que les obstacles non commerciaux à (G77 & CHINE) ~~l'élimination des obstacles non économiques et discriminatoires à (UE)~~ l'accèsion à l'OMC est importante soient supprimés (G77 & CHINE) pour renforcer l'intégration des pays en développement dans le système commercial mondial et mettre pleinement le commerce au service du développement.} {Les pays en développement et les PMA qui accèdent à l'OMC devraient être en mesure de le faire selon des modalités qui tiennent compte de leur commerce, de leur situation financière et de leur niveau de développement.} {Les membres de l'OMC devraient pleinement et scrupuleusement appliquer les lignes directrices relatives à l'accèsion des PMA à l'OMC, adoptées par le Conseil général de l'Organisation le 10 décembre 2002, et continuer de se fonder sur la décision de la huitième Conférence ministérielle sur l'accèsion des PMA. (PMA)}

82 bis. Pour rendre le système commercial multilatéral réellement universel, une aide pour le processus d'accèsion est importante. Dans ce contexte, il est impératif que les obstacles non commerciaux à (G77 & CHINE) {L'élimination des obstacles non économiques et discriminatoires à} {UE supprimer} l'accèsion à l'OMC est indispensable soient supprimés (G77 & CHINE) pour renforcer l'intégration des pays en développement dans le système commercial international et mettre pleinement le commerce au service du développement. (G77 & CHINE) (JZ supprimer le paragraphe)

82 ter. L'accèsion à l'OMC fait partie intégrante des stratégies de développement de la plupart des pays qui aspirent à tirer pleinement parti du système commercial international. Les pays en développement et les PMA qui adhèrent à l'OMC devraient être en mesure de le faire selon des modalités qui tiennent compte de leur commerce, de leur situation financière et de leur niveau de développement. Ces modalités devraient être conformes aux droits et aux obligations des membres de l'OMC. Les membres de l'OMC devraient pleinement et scrupuleusement appliquer la décision de la huitième Conférence ministérielle relative à l'accèsion des PMA à l'OMC, adoptée par le Conseil général de l'OMC le 10 décembre 2002. (G77 & CHINE)

83. Les mesures non tarifaires, notamment les obstacles techniques au commerce, les mesures sanitaires et phytosanitaires, les règles d'origine et [les nouveaux problèmes commerciaux] [d'autres enjeux liés au commerce], prennent une importance croissante dans le domaine du commerce international.

{83 bis. Les préoccupations demeurent parmi les États membres concernant la multiplication des mesures non tarifaires et des obstacles non tarifaires dans le

ystème commercial international actuel. Des efforts doivent être faits au niveau international pour remédier aux mesures non tarifaires et réduire ou supprimer les obstacles non tarifaires. (G77 & CHINE) (JZ, UE, Groupe D supprimer le paragraphe)}

84. Les questions de réglementation sont devenues prépondérantes dans le commerce des services. Certains problèmes de réglementation récents, y compris pour les marchés financiers, font bien comprendre toute l'importance de cadres **financiers** réglementaires et institutionnels (G77 & CHINE) ~~pour les services, (G77 & CHINE) de même que les coûts économiques et sociaux potentiellement élevés à supporter si ces cadres n'existaient pas. En outre, même si récemment le secteur privé est devenu un important fournisseur de services d'infrastructure et autres services publics, les gouvernements continuent à jouer un rôle essentiel dans la fourniture et la réglementation de ces services.~~ (G77 & CHINE) (JZ, Groupe D, UE supprimer le paragraphe)

84 bis. En outre, les gouvernements continuent à jouer un rôle essentiel dans la fourniture et la réglementation des services d'infrastructure et autres services publics, même si la participation du secteur privé s'est accrue au cours des dernières années. (G77 & CHINE)

85. SUPPRIMER

85 alt 1. SUPPRIMER

85 alt 2. SUPPRIMER

85 alt 3. [Proposition du Président] Les infrastructures et les services d'infrastructure (G77 & CHINE) sont déterminants pour la production, le commerce et la compétitivité économique et ils sont ~~souvent~~ (G77 & CHINE) un important facteur permettant d'attirer l'IED. {Les gouvernements continuent de jouer un rôle essentiel dans la fourniture et la réglementation des services d'infrastructure et autres services publics, même si la participation du secteur privé s'est accrue ces dernières années.} {Z, UE supprimer}

Si la participation du secteur privé s'est accrue au cours des dernières années, les gouvernements continuent de jouer un rôle indispensable dans la fourniture et la réglementation des services d'infrastructure et autres services publics (UE)

~~Les gouvernements doivent examiner~~ (JZ, UE, G77 & CHINE) De nouvelles approches *doivent être étudiées* (JZ, UE, G77 & CHINE) pour aider à surmonter les obstacles tenaces auxquels continuent de se heurter bon nombre de pays en développement, en particulier les pays en développement sans littoral, à savoir le coût élevé des transports et des transactions commerciales, le faible niveau d'investissement, une facilitation du commerce insuffisante, et dans certains cas, des services de transport inefficients et une faible connectivité. Ces problèmes sont exacerbés par d'autres facteurs encore, comme les prix élevés de l'énergie. Certains pays en transition connaissent eux aussi bon nombre de ces problèmes. (G77 & CHINE)

86. C'est en général dans les PDSL que les coûts de transport et de transit sont les plus élevés, comme reconnu dans le Programme d'action d'Almaty. L'absence d'accès à la mer, l'éloignement des principaux marchés, des installations de transit inadéquates, des procédures trop lourdes en matière de dédouanement et pour le passage des frontières, des contraintes en termes de réglementation ainsi que des structures juridiques et institutionnelles inadaptées empêchent ces pays de développer leurs capacités productives et d'être compétitifs sur les marchés mondiaux. L'intégration régionale et la facilitation du commerce peuvent jouer un rôle décisif à cet égard. (Accepté)

86 bis. La solution des difficultés liées aux infrastructures et au transport dans les pays en développement de transit nécessite une attention particulière et une action coordonnée des organisations régionales et internationales compétentes. (G77 & CHINE) (UE, JZ supprimer le paragraphe)

86 ter. Pour ce qui concerne les transports et la logistique commerciale, les petits pays insulaires en développement sont eux aussi défavorisés en raison de leur éloignement et de leur isolement géographique. Dans le cadre de la mondialisation, les coûts logistiques et les obstacles non tarifaires sont devenus des facteurs décisifs dans la compétitivité globale de ces pays. Des volumes de transport faibles et des distances importantes se traduisent généralement par des coûts de fret et de logistique élevés et des services peu fréquents, tant dans le cas des transports maritimes que des transports aériens. (Accepté)

87. La prolifération des accords commerciaux régionaux (ACR) **peut poser des difficultés au** système commercial mondial. [Les pays développés et les pays en développement négocient et appliquent un nombre croissant d'ACR. (G77 & CHINE)] **Des ACR qui soient transparents et [cohérents] [conformes] [compatibles (G77 & CHINE) – UE supprimer)] avec les dispositions pertinentes des accords de l'OMC peuvent contribuer à créer des conditions propices à un développement durable et équitable. (JZ, G77 & CHINE)** À cet égard, il existe des accords de plus en plus nombreux qui comportent des dispositions de plus vaste portée pour les mesures non tarifaires ainsi que les dispositions allant au-delà de ce qu'exige déjà l'OMC (OMC-plus) et portant sur des aspects non couverts par l'OMC (OMC-extra) pour le commerce des services, les règles relatives aux marchés publics, la réglementation de la politique de la concurrence et les normes environnementales et en matière de travail, et qui prévoient des disciplines pour les mesures concernant les investissements et liées au commerce. ~~On constate également un nombre croissant d'ACR qui ont pour effet de perpétuer le protectionnisme à l'échelon multilatéral, particulièrement dans le domaine tarifaire (G77 & CHINE)~~ Afin que les accords régionaux puissent être un outil pour créer de la croissance économique et du développement, ils doivent être structurés de façon à promouvoir ~~une libéralisation (G77 & CHINE) complète (G77 & CHINE)~~ l'intégration commerciale et économique de tous les pays (JZ, G77 & CHINE) [~~Afin de préserver et de renforcer la cohérence entre le système commercial multilatéral et les ACR, il fallait promouvoir entre tous les pays une cohérence systémique allant au delà de la libéralisation des échanges commerciaux (G77 & CHINE).~~] [Cependant, les marges de préférence se sont peut-être dégradées au fil du temps (G77 & CHINE).] [UE supprimer] [Les accords commerciaux régionaux doivent compléter les modalités convenues aux niveaux multilatéral et mondial (UE).] [G77 & CHINE supprimer]} {JZ supprimer} L'importance des flexibilités et du traitement spécial et différencié, y compris de la clause d'habilitation, doit être soulignée dans toute évaluation des incidences des ACR sur le système commercial multilatéral. (G77 & CHINE)] [UE supprimer]

87 alt 1. Pratiquement tous les pays négocient actuellement un nombre croissant d'accords commerciaux régionaux (ACR). Ces accords, s'ils sont structurés de façon à se conformer aux règles de l'OMC, peuvent contribuer à une croissance et un développement durables et équitables. Néanmoins, les ACR doivent compléter le système commercial multilatéral et non s'y substituer, et il appartient à tous les membres de l'OMC d'utiliser opportunément le Mécanisme de l'OMC pour la transparence des accords commerciaux régionaux. (JZ)

87 alt 2. [Proposition du Président regroupant les paragraphes 87, 87 alt 1 et 87 bis, constituant la base des négociations actuelles] Pratiquement tous les pays négocient un nombre croissant d'accords commerciaux régionaux (ACR). Ces accords, s'ils sont structurés de manière à se conformer aux règles de l'OMC, peuvent contribuer à une

croissance et à un développement durables et équitables. Néanmoins, les ACR doivent compléter le système commercial multilatéral et non s'y substituer, et il appartient à tous les membres de l'OMC de faire un usage opportun du Mécanisme de l'OMC pour la transparence des accords commerciaux régionaux. (JZ) [Cependant, les marges de préférence se sont peut-être dégradées au fil du temps (G77 & CHINE). Les accords commerciaux régionaux devraient compléter les modalités convenues aux niveaux multilatéral et mondial (UE). L'importance des flexibilités et du traitement spécial et différencié, y compris la clause d'habilitation, doit être soulignée dans toute évaluation des incidences des ACR sur le système commercial multilatéral. (G77 & CHINE)]

87 bis. Les ACR doivent être transparents, cohérents et compatibles avec les dispositions pertinentes des accords de l'OMC et être conçus de façon à contribuer à un climat propice à un développement durable et équitable. Les ACR doivent être conçus en tenant compte des différences de niveau de développement entre les pays développés et les pays en développement. Les pays en développement doivent pouvoir continuer à utiliser les flexibilités et le traitement spécial et différencié accordés au titre des accords commerciaux régionaux, y compris la clause d'habilitation. L'importance de la clause d'habilitation de l'OMC pour les politiques de développement doit être soulignée dans toute évaluation des incidences des ACR sur le système commercial multilatéral. (G77 & CHINE) (JZ, UE, Groupe D supprimer le paragraphe)

[88. Ces dernières années, on a souvent fait le lien entre les ACR et le développement des chaînes mondiales d'approvisionnement, qui a créé de nouvelles possibilités commerciales pour de nombreux pays en développement, y compris pour les produits dynamiques, mais elles peuvent aussi s'accompagner de certains coûts liés à la position dominante de STN au sein de ces chaînes. (JZ supprimer)]

89. Un objectif important de la politique de la concurrence consiste à créer et à maintenir un environnement concurrentiel, tant sur le plan interne en éliminant les pratiques anticoncurrentielles que sur le plan externe en donnant des chances égales aux nouveaux entrants. {Grâce à la concurrence, les entreprises et les ménages ont davantage de choix et ont accès à des produits d'un coût plus abordable. C'est pourquoi il faudrait des politiques commerciales et des politiques de la concurrence qui soient cohérentes **avec les stratégies de développement nationales (JZ)** afin de pouvoir s'engager sur la voie d'un développement économique et social équitable.} {G77 & CHINE supprimer} Les États doivent offrir le cadre réglementaire approprié d'après les meilleures pratiques acceptées à cet égard sur le plan international ainsi que les instruments nécessaires pour faire respecter ce cadre afin de remédier aux pratiques anticoncurrentielles. {[y compris par la supervision des fusions et acquisitions, en particulier celles qui sont effectuées par les entreprises multinationales. (G77 & CHINE)] [JZ supprimer] [si l'existence d'entreprises publiques n'implique pas automatiquement un environnement anticoncurrentiel, ces entreprises peuvent fausser la concurrence si elles bénéficient d'avantages injustifiés dont ne disposent pas leurs rivales du secteur privé. (JZ)] [G77 & CHINE supprimer]} {Groupe D, UE supprimer} (JZ, Groupe D, déplacer le paragraphe dans le thème subsidiaire 1)

90. *L'émancipation des femmes est un facteur décisif pour permettre aux pays en développement de réaliser pleinement leur potentiel de développement. (UE, JZ). L'aptitude des femmes (UE, JZ) à prendre part aux débouchés économiques, notamment à des activités liées au commerce, à l'emploi dans les secteurs d'exportation, à la production de cultures vivrières et à la création d'entreprises contribue à est une donnée fondamentale (JZ) de l'émancipation des femmes, leur permettant de contribuer aux investissements productifs et à la réduction de la*

pauvreté (G77 & CHINE). Parmi les obstacles à l'émancipation des femmes figurent les préjugés sexistes et les inégalités de revenus, tout cela aboutissant à des disparités entre les sexes dans l'accès à l'emploi et les possibilités de revenus. Il est indispensable de surmonter ces obstacles par les moyens appropriés au niveau national afin d'accélérer la croissance et le développement équitables.

90 bis. La corruption est un frein majeur au commerce et au développement dont le coût retombe de façon disproportionnée sur les pauvres. La corruption constitue (UE) autant ~~par le~~ (UE) un détournement des ressources que ~~par les~~ qu'un obstacle à la croissance. ~~C'est pourquoi~~ Une action énergique pour faire appliquer les dispositions de la Convention des Nations Unies contre la corruption est donc impérative; les transactions publiques doivent être transparentes et engager la responsabilité des parties prenantes. (JZ) (G77 & CHINE supprimer le paragraphe)

91. L'acquisition de solides capacités pour la science, la technologie et l'innovation (STI) est fondamentale pour régler bon nombre des problèmes persistants et nouveaux de commerce et de développement que les pays en développement connaissent. (JZ) – capacités techniques, professionnelles, pour l'ingénierie, l'entrepreneuriat et la gestion, ainsi qu'en matière scientifique – afin de permettre à chaque pays de surmonter ses problèmes socioéconomiques les plus pressants, de faire évoluer la société et d'agir de façon positive sur le niveau de vie et la qualité de vie des gens ordinaires. Le développement de ces capacités devrait donc être un élément essentiel de la stratégie de chaque pays pour réduire la pauvreté. À ce titre, les gouvernements des pays en développement devraient envisager, dans le cadre de leur stratégie de développement, la formulation et la mise en œuvre de politiques de la STI propres à encourager la création, la diffusion [~~volontaire JZ, UE, Groupe D~~] {G77 & CHINE supprimer} {selon des modalités et des conditions convenues d'un commun accord (JZ, UE, Groupe D)} {G77 & CHINE supprimer} [UE, JZ, Groupe D supprimer] et l'application de la science et de la technologie.

92. Dans le même temps, ~~les entreprises des~~ les (G77 & CHINE) pays en développement, en particulier ~~dans~~ (G77 & CHINE) les pays les moins avancés et certains pays en transition (Groupe D), et en particulier les PME, ~~ne pourront pas~~ connaissent des difficultés (UE) en ce qui concerne la modernisation technologique si elles n'ont pas accès à tout l'éventail des technologies disponibles (UE) et les possibilités d'acquisition de compétences qui en résultent. ~~Des transferts de technologie par divers moyens – y compris, mais pas exclusivement, par des mécanismes de marché, tels que commerce, licences et IED – ont ainsi joué un rôle important dans le développement de la base technologique de certains pays en développement. Mais pour beaucoup d'autres pays, il n'y a pas encore eu suffisamment de transferts de technologie dans le cadre de mécanismes de marché.~~ (UE) (JZ supprimer le paragraphe)

93. Pour que les pays [bénéficient ~~des transferts de la diffusion~~ (UE) de technologies (UE)] [modernisent leurs capacités technologiques (JZ)], ils doivent avoir une certaine capacité nationale d'absorption et disposer d'un cadre propice à l'investissement (JZ). Les efforts pour développer cette capacité devraient prendre en compte les capacités de tous les acteurs et les secteurs pertinents. ~~Un appui financier et d'autres formes d'incitation seront nécessaires pour aider les entreprises à s'engager dans des activités risquées et coûteuses telles que la recherche, l'acquisition, l'adaptation et l'utilisation de technologies nouvelles.~~ (JZ). Les capacités d'absorption exigent aussi de solides interactions entre les entreprises locales, les instituts de recherche, les établissements d'enseignement, les filiales étrangères et les autres acteurs pertinents. Le cas échéant, et conformément aux régimes internationaux de contrôle en matière de technologies sensibles, (UE)

[Il faudrait permettre aux universités et aux instituts de recherche de {transférer diffuser (UE) des connaissances aux entreprises, et} {JZ supprimer} les encourager à nouer des

liens de collaboration solide avec le secteur privé pour chercher des réponses aux problèmes technologiques qui les concernent.]

[Il faudrait permettre aux universités et aux instituts de recherche ~~de transférer des connaissances~~ et aux entreprises ~~et les encourager à nouer des liens~~ de collaboration solides ~~avec le secteur privé~~ pour chercher des réponses aux problèmes technologiques qui ~~les concernent~~ **intéressent le développement des pays en développement. (G77 & CHINE)]**

94. ~~Les moyens de faciliter l'accès gratuitement ou à faible coût aux résultats des recherches scientifiques, en particulier financées de source publique, devraient être étudiés. (UE, JZ) La coordination, la collaboration et les partenariats internationaux, y compris entre secteur privé et secteur public, devraient favoriser l'innovation et le progrès scientifiques et technologiques dans tous les pays et (Mexique) devraient être renforcés.~~

95. **Au niveau international, il est important aussi (G77 & CHINE) de réfléchir à de nouveaux moyens de faciliter les transferts de technologie aux pays en développement, moyen pouvant impliquer à la fois un encouragement actif de la part des pays développés ainsi que l'élimination de mesures qui pouvaient faire obstacle à ces transferts. Les cadres d'action pour le commerce et l'investissement au niveau international devraient favoriser le développement technologique des pays en développement. (UE, JZ supprimer le paragraphe)**

96. (supprimer)

96 alt. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont devenues importantes dans une économie de plus en plus mondialisée et fondée sur la connaissance, et peuvent contribuer au développement de multiples façons. L'Internet et les autres TIC peuvent contribuer à la création d'emplois par la participation à l'économie numérique. L'Internet améliore aussi l'accès à l'information, ce qui peut améliorer les services publics, développer les interactions grâce aux réseaux sociaux et permettre un commerce transparent et efficace entre clients et fournisseurs. La plus large diffusion des TIC et un meilleur accès à l'Internet et le développement des infrastructures liées aux TIC sont indispensables pour combler le fossé numérique. Les pays en développement peuvent tirer le meilleur parti des TIC en formulant et en appliquant des politiques nationales pour les TIC, [favorisant ainsi l'acquisition de la capacité d'absorption nécessaire.]

96 bis. SUPPRIMER

96 ter. SUPPRIMER

96 quater. SUPPRIMER

96 quinquies. Prendre acte de ce que les économies émergentes sont devenues des acteurs majeurs en tant que partenaires commerciaux des pays en développement, y compris des PMA, et offrent des débouchés nouveaux et croissants pour leurs produits. (JZ) (G77 & CHINE supprimer)

97. Les indices scientifiques ne laissent guère de doute quant au fait que les changements climatiques vont poser l'un des plus grands défis en termes de politiques de développement, aux niveaux national, régional et international, au cours des années qui viennent. {Selon des estimations récentes, ~~des centaines les vies et les moyens d'existence (G77 & CHINE) de milliers de personnes perdraient déjà la vie chaque année à cause du réchauffement planétaire, et la survie de centaines de millions d'autres serait sérieusement menacés~~ **(sont sérieusement menacés en raison du réchauffement planétaire. Si c'est principalement aux pays développés qu'il incombe de régler le problème, la participation active tant des pays développés que des pays en développement,**

conformément au principe des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives figurant dans la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, est indispensable pour parvenir à trouver en temps voulu, au niveau multilatéral, des réponses efficaces (G77 & CHINE)} {UE supprimer} La participation de ces pays devra être compatible avec les objectifs du développement qu'ils se sont fixés depuis déjà longtemps, à savoir réduire la pauvreté, parvenir à un développement équitable et rattraper leur retard par rapport aux pays ~~avancés développés~~ **(G77 & CHINE) sur le plan économique et social.}{UE supprimer} **(JZ supprimer le paragraphe)****

98. Les Nations Unies ~~ont l'instance privilégiée pour prendre en compte~~ **doivent continuer de prendre en compte (UE)** les multiples répercussions, sur le plan économique et en termes de développement, des changements environnementaux, y compris climatiques. Les aspects économiques et les coûts de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets **{et du respect des règles et des normes environnementales appliquées par d'autres acteurs et pays (UE)}** [Mexique, Chine ~~supprimer~~] sont tout spécialement importants pour les pays en développement. **Au vu du principe des responsabilités communes mais différenciées (G77 & CHINE), une priorité urgente pour la communauté internationale est la mise en place (Mexique)** ~~La mise en place (UE)~~ de mécanismes opérationnels efficaces **et équitables (Mexique)** de coopération internationale à long terme, dans le cadre des instruments multilatéraux existants, **doivent être mis en place (UE)** pour aider les pays en développement, en particulier les plus vulnérables d'entre eux, à faire face aux conséquences **des changements environnementaux, y compris (UE)** ~~les les~~ changements climatiques et à atteindre leurs objectifs de développement, ~~est une priorité urgente pour la communauté internationale.~~ **(UE) (JZ supprimer le paragraphe)**

99. Les discussions actuelles concernant l'«économie verte» ont **mis en évidence la contribution positive qu'une politique d'économie verte peut apporter au développement et à l'élimination de la pauvreté; elles ont aussi (JZ)** fait craindre de nouvelles formes de protectionnisme «vert». ~~Comme il n'existe toujours pas de définition commune de la notion d'économie verte, les effets possibles~~ **Les interactions entre (JZ)** le «commerce vert» ~~sur~~ **et le développement économique (JZ)** mériteraient d'être étudiées et analysées de façon ~~plus~~ **(JZ) approfondie. (G77 & CHINE proposer des modifications dans la suite des négociations) (UE supprimer le paragraphe)**

99 alt. Le commerce des sources d'énergie propres (Mexique), et les investissements sous-jacents peuvent constituer un puissant facteur d'incitation pour la croissance verte, en libérant des possibilités de développement à faible émission de carbone qui seraient impossibles autrement au développement durable (G77 & CHINE). Néanmoins les politiques commerciales menées pour obtenir cette croissance peuvent aussi être source de litiges. (G77 & CHINE, JZ) La recherche et l'analyse de mesures visant à promouvoir l'économie verte concernant le développement durable (G77 & CHINE) sont donc une nécessité pour concrétiser les retombées potentielles au profit de tous. (UE)

100. Le défi climatique sera très difficile à relever sans tenir compte d'un autre enjeu: la demande d'énergie croissante des pays en développement. ~~La précarité énergétique est un problème de développement persistant. (G77 & CHINE)~~ Il faut trouver des réponses durables, en tenant compte de l'état actuel des progrès scientifiques et technologiques et dans le respect de l'environnement. C'est là que l'énergie verte **et propre (G77 & CHINE)** – y compris les énergies renouvelables **et les combustibles fossiles propres (G77 & CHINE)** – peut jouer un rôle important. {Mais bon nombre de pays en développement n'ont pas encore les moyens de se doter des technologies permettant d'exploiter d'autres énergies, et pour eux le transfert entre pays développés et pays en développement des

technologies d'exploitation des énergies renouvelables **et des combustibles fossiles propres pertinents (G77 & CHINE)** est vital pour contribuer au bien-être général tout en préservant l'environnement. Des mécanismes de transfert de technologie et de financement sont donc nécessaires pour pouvoir offrir de véritables opportunités à cet égard, ~~en particulier aux pays à faibles revenus en développement. (G77 & CHINE)~~ {JZ supprimer} À mesure que le coût d'un certain nombre de technologies d'exploitation des énergies renouvelables diminuera, des solutions énergétiques de remplacement destinées aux pays en développement devront être trouvées pour répondre aux objectifs de développement durable définis sur le plan national en créant les conditions favorables nécessaires par des politiques donnant accès à des services énergétiques modernes à leurs citoyens dont l'accès à l'énergie est actuellement insuffisant. (UE, JZ supprimer le paragraphe)

100 alt. Pour passer à une économie verte, il convient d'investir dans les actifs naturels et de recourir à des solutions efficaces dans l'utilisation des ressources et à faible intensité de carbone afin de promouvoir des modèles de consommation et de production durables. Le rôle des administrations nationales reste cependant essentiel pour bâtir des économies plus durables et plus résilientes aux changements climatiques dont la dépendance énergétique soit réduite et qui offrent des possibilités de croissance économique. (UE, JZ)

100 bis. La sécurité alimentaire dans le monde est un problème complexe et multiforme qui menace particulièrement la survie des populations vulnérables des pays en développement. À cet égard, l'agriculture reste un des secteurs où la distorsion des échanges est la plus forte. Face au problème de la sécurité alimentaire dans les pays en développement, la réforme des politiques commerciales peut jouer un rôle décisif. Les politiques qui faussent le commerce des produits agricoles, en particulier les subventions, ~~pourraient offertes par les pays développés sont inacceptables car elles compromettent~~ compromettre (Mexique) la sécurité alimentaire à long terme dans les pays en développement, en particulier dans les PMA. De même, compte tenu de son importance pour le développement, en particulier pour l'Afrique, il est urgent que le mandat de Hong Kong sur le coton soit appliqué. (G77 & CHINE) (UE, JZ supprimer)

100 ter. En dépit des efforts faits pour avancer dans l'application du Programme d'action d'Almaty, les efforts internationaux et nationaux doivent se poursuivre afin qu'il soit appliqué intégralement. Les PDSL continuent d'être marginalisés dans le commerce international, ont de sérieux besoins de renforcement des capacités en matière de commerce et de facilitation du commerce, peinent à mettre en place des systèmes efficaces de transport en transit et souffrent de coûts de transaction élevés, ce qui pénalise la compétitivité de leurs produits d'exportation et dissuade les investisseurs étrangers. Ces handicaps structurels et géographiques empêchent les PDSL d'exploiter tout le potentiel du commerce pour alimenter une croissance économique soutenue et un développement équitable. Il doit être prêté attention aux difficultés rencontrées par les pays en développement de transit, pour ce qui est notamment de créer et de maintenir des systèmes de transit et de transport efficaces qui seront avantageux pour ces pays et pour les pays en développement sans littoral. (G77 & CHINE) (UE supprimer le paragraphe) (JZ, Groupe D: le paragraphe devrait compléter le paragraphe 86/86 bis)

100 quater. La crise économique et financière a pesé sur les budgets de nombreux pays. De ce fait, les ressources financières se sont raréfiées. Parallèlement, le système des Nations Unies a engagé un processus de réforme ~~afin d'éviter les doubles emplois et la concurrence de renforcer les synergies~~ (Mexique) entre les institutions, et ~~de renforcer les synergies et les résultats de leur action~~ (Mexique). Pour l'exercice biennal

2012-2013, l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé une réduction de 3,2 % du budget. Dans le cadre de cet effort commun du système des Nations Unies, la CNUCED devra de son côté continuer de rationaliser ses processus de façon à ne pas compromettre le résultat global de son action. (JZ, UE) (G77 & CHINE supprimer le paragraphe)

100 quinquies. Les activités de formation de consensus de la CNUCED offrent un cadre utile pour le dialogue entre les États membres sur les grandes notions relatives au commerce et au développement. Elles permettent d'orienter les activités de la CNUCED et de recueillir le point de vue des États membres. L'efficacité de ces activités pourrait être encore améliorée en limitant les cas où la tenue de négociations est impérative aux réunions annuelles du Conseil du commerce et du développement, où l'on peut avoir besoin de ce type de modalité pour établir le consensus sur les activités de la CNUCED. Au-delà du Conseil du commerce et du développement, les négociations demandent beaucoup de ressources et rallongent sensiblement le processus intergouvernemental, et sont en définitive d'un intérêt opérationnel limité dans une situation où les États membres ne sont plus autant en mesure d'y prendre part efficacement. (JZ) (G77 & CHINE supprimer le paragraphe)

100 sexies. Les nouveaux problèmes actuels liés aux catastrophes naturelles peuvent réduire à néant les gains obtenus par de petites et moyennes entreprises interdépendantes dans le cadre de la mondialisation, et les moyens d'existence des personnes qui dépendent d'elles. En cette période de mauvaise conjoncture et vu le caractère incertain d'une augmentation de l'aide publique au redressement du commerce et de l'investissement après les catastrophes, il convient d'aider les pays en développement à acquérir des capacités de couverture des risques d'assurance en cas de catastrophe pour remédier au décalage lié au coût des catastrophes et de façon aussi à atténuer les chocs au niveau des chaînes d'approvisionnement mondiales. (G77 & CHINE)

B. Le rôle de la CNUCED

101. Un résultat clef (UE) de l'Accord d'Accra, ~~ici réaffirmé (JZ) était de permettre à de renforcer les capacités de la CNUCED (UE) Pour conseiller et (UE) d'aider les pays {en développement (UE)} {G77 & CHINE supprimer} sur les questions liées au commerce, à l'investissement et (G77 & CHINE) au développement (UE) et à d'autres problèmes connexes dans les domaines de la finance, de la technologie, de l'investissement et du développement durable. (G77 & CHINE) compte tenu des défis nouveaux et des possibilités nouvelles (JZ) et de l'accélération et de l'impact grandissant des événements mondiaux. Vu l'évolution de la situation et pour que la CNUCED puisse encore mieux s'attaquer. Afin de soutenir la capacité des pays en développement à faire face (UE) aux problèmes de développement persistants et nouveaux, la CNUCED devrait {dans les limites de son mandat principal et de ses ressources actuelles, et sans préjudice des activités et du mandat d'autres organisations internationales (UE)} {G77 & CHINE supprimer}:~~

101 alt. La CNUCED doit mener ses activités dans les limites de son mandat principal et de ses capacités et ressources actuelles, sans préjudice des activités et du mandat d'autres organisations internationales. Ces activités doivent déboucher sur des résultats concrets, répondant à des besoins précis et dont l'effet puisse être mesuré. À cet égard, la CNUCED devrait: (JZ)

a) Effectuer des analyses économiques et commerciales et promouvoir le dialogue international, la formation de consensus et la coopération en vue du développement durable, y compris ~~la transition vers l'économie verte et l'adaptation les~~

questions relatives (G77 & CHINE) aux changements climatiques; (Mexique) (UE, JZ, Groupe D supprimer l'alinéa)

a) alt 1 Aider les pays en développement à opérer des choix en connaissance de cause, et fournir des conseils de renforcement des capacités concernant la viabilité écologique dans le contexte du commerce et de l'investissement, y compris la transition vers l'économie verte; (UE)

a) alt 2 Continuer de promouvoir le dialogue international, la formation de consensus et la coopération sur l'économie verte dans le cadre de ses activités actuelles d'aide aux pays en développement concernant les aspects des stratégies de développement liés au commerce et à l'investissement; (JZ)

a) bis Dans le cadre de ses travaux dans le domaine du transport et de la logistique commerciale, poursuivre ses activités de recherche et d'analyse des politiques et de coopération technique afin d'aider les pays en développement, **[en particulier les PDSL et certains (UE) pays en transition,] [G77 & CHINE]** à surmonter les problèmes auxquels ils sont confrontés pour l'amélioration des systèmes et des connexions de transport, en utilisant les technologies de l'information et de la communication **dans la conception et la mise en œuvre de systèmes (G77 & CHINE) de transport et de solutions de facilitation du commerce viables (JZ)** ~~[à l'appui de systèmes de transport respectueux de l'environnement.] [G77 & CHINE conserver]~~

a) bis 2 La CNUCED devrait poursuivre ses activités de conseil aux petits États insulaires en développement pour la conception et la mise en œuvre de politiques répondant aux problèmes commerciaux et de logistique commerciale particuliers à ces pays en raison de leur éloignement et de leur isolement géographique. (Accepté)

a) bis 3 Continuer de soutenir et d'aider les petits pays économiquement et structurellement faibles et vulnérables face aux problèmes de développement, persistants et nouveaux, que ces pays connaissent pour les aider à élaborer les politiques indispensables dans l'optique d'un développement durable. (G77 & CHINE)

a) ter (supprimer)

a) ter alt Continuer de surveiller l'évolution du protectionnisme en coopération avec l'OMC et l'OCDE, comme convenu dans la Déclaration du Sommet du G-20 de Cannes. (remplace a) ter et i) bis) (JZ, UE, Mexique)

b) Examiner les possibilités de renforcer les capacités, ~~l'accès (UE) et la diversification s'agissant du commerce des biocombustibles et des autres (JZ) des sources d'énergie~~ **renouvelables (UE), tout en réduisant autant que faire se peut les conséquences environnementales et sociales potentiellement néfastes, y compris pour la sécurité alimentaire, de l'option des biocombustibles et réfléchir à des moyens efficaces et durables de produire et d'utiliser l'énergie;** (UE) (G77 & CHINE, JZ supprimer l'alinéa)

b) alt La CNUCED devrait étudier les possibilités de développer les capacités en matière de sources d'énergie renouvelables et l'accès à ces sources et leur diversification. En outre, sans perdre de vue la nécessité pour les pays de garantir un juste équilibre entre les préoccupations de sécurité alimentaire et les questions énergétiques, la CNUCED devrait poursuivre ses activités au titre de l'initiative sur les biocombustibles, en cherchant à optimiser la contribution au commerce et au développement des pays en développement tout en réduisant autant que faire se peut les conséquences environnementales et sociales potentiellement néfastes de l'option des biocombustibles (G77 & CHINE, Mexique) (JZ supprimer l'alinéa)

b) bis (Groupe D → du thème subsidiaire 2, par. 79 c) Évaluer Analyser (UE, Groupe D), à partir d'études de pays de cas (Groupe D), les incidences [les effets (UE)] [l'impact (Groupe D)] de la libéralisation du commerce et des IED (UE, Groupe D) sur le développement (UE), la réduction de la pauvreté, les inégalités de revenus, la création d'emplois (UE) et la croissance des revenus dans les pays africains, les PMA, les PDSL et les petits États insulaires en développement et les pays en transition (Groupe D); (G77 & CHINE proposer des modifications dans la suite des négociations) (JZ supprimer le paragraphe)

c) Promouvoir des politiques qui soutiennent la productivité agricole des pays en développement et (G77 & CHINE) appuyer les efforts de (G77 & CHINE) développement des capacités de production agricole des pays en développement (G77 & CHINE) compte tenu de l'impératif de viabilité, des besoins et des préoccupations des petits exploitants et de l'émancipation des femmes (G77 & CHINE, Mexique) et des jeunes dans la production agricole, notamment en poursuivant les travaux analytiques, en partageant l'information et les meilleures pratiques et en effectuant des examens des politiques en ce qui concerne les variétés de semences et l'infrastructure du marché de l'irrigation, notamment. La CNUCED devrait aussi poursuivre ses travaux concernant lorsque, parmi d'autres mécanismes, (G77 & CHINE) les partenariats public-privé de manière à pourraient (G77 & CHINE) faciliter le transfert de technologies appropriées aux pays en développement, afin de leur assurer un approvisionnement alimentaire adéquat et durable; (UE, JZ supprimer l'alinéa) la CNUCED devrait aussi promouvoir la coopération internationale pour le recensement, la diffusion et la mise en commun des meilleures pratiques en matière d'agriculture biologique. (G77 & CHINE)

c) alt 1 SUPPRIMER

c) alt 2 SUPPRIMER

c) alt 3 Continuer de dispenser des conseils sur les politiques aux pays en développement pour les aider à soutenir la productivité agricole. À cet égard, la CNUCED devrait continuer de coopérer avec la FAO pour soutenir l'intensification durable de la production agricole en examinant comment certains dispositifs, notamment les partenariats public-privé, peuvent favoriser un recours plus important à l'innovation dans l'agriculture. Cette coopération devrait mettre l'accent sur l'émancipation des femmes dans l'agriculture au moyen, en particulier, de stratégies en faveur des petits exploitants. (JZ, Mexique, UE)

c) bis ~~Demander à la CNUCED~~ (secrétariat) en collaboration avec la FAO, le PNUD, l'ONUDI et d'autres organismes compétents, entreprendre un programme de recherche sur les mesures d'atténuation de l'insécurité alimentaire sur le continent africain; l'accent étant mis sur le soutien au commerce intra-africain des produits alimentaires; (G77 & CHINE, Mexique) (JZ, UE → thème subsidiaire 1)

c) ter (UE déplacer du paragraphe 115 f) du thème subsidiaire 4) Renforcer Poursuivre (UE) ses activités de recherche et d'analyse des politiques (UE) dans le domaine de la science, de la technologie et de l'innovation (STI), afin de en s'attachant à (UE, G77 & CHINE) faire des capacités dans ce domaine un instrument de soutien aux programmes de développement nationaux, pour aider les industries locales à devenir plus compétitives, créer des emplois, réduire la pauvreté et promouvoir les efforts du pays (G77 & CHINE) des pays en développement (UE, G77 & CHINE) (G77 & CHINE) pour diversifier ses leurs exportations;

c) ter 1 La CNUCED devrait élaborer des orientations et des recommandations pour les politiques afin d'aider les PMA à accélérer leur transformation structurelle en adoptant un cadre juridique, institutionnel et macroéconomique favorable. Elle

devrait en particulier aider les PMA tributaires des produits de base à développer leurs politiques commerciales et industrielles en vue de faciliter la création et la rétention de valeur ajoutée au niveau national, y compris en modernisant leur secteur des produits de base par la diversification horizontale et verticale. (G77 & CHINE)

c) quater ~~Continuer de (UE) Soutenir les pays en développement tributaires des produits de base par le suivi, l'analyse, (G77 & CHINE) des examens des politiques et une assistance technique, dans la limite des ressources existantes (G77 & CHINE); (JZ)~~

c) quinquies SUPPRIMER

c) sexies Analyser l'incidence de la demande croissante de produits de base et d'intrants primaires pour les infrastructures et la production industrielle de la part des pays émergents sur le développement économique, la transformation structurelle et le progrès des pays en développement, y compris les PMA, dans la chaîne de valeur mondiale; (JZ) (G77 & CHINE supprimer l'alinéa)

c) septies Les principaux éléments d'un cadre favorable sont les suivants: un régime de propriété intellectuelle solide afin de permettre la diffusion des technologies; des capacités d'absorption pour pouvoir utiliser les technologies; et un capital humain suffisant pour soutenir les capacités productives. La CNUCED reconnaît le rôle prépondérant joué par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) au sein du système des Nations Unies s'agissant de définir les meilleurs moyens de faciliter ~~les transferts de technologie~~ la diffusion de technologie liée à la propriété intellectuelle (UE) aux PMA comme le prévoit le Plan d'action de l'OMPI pour le développement; (JZ) (G77 & CHINE → analyse des politiques) (Mexique → thème subsidiaire 4)

c) octies Afin d'améliorer le partage de meilleures pratiques en matière de politiques d'investissement, accroître sa collaboration avec les principaux organismes internationaux s'occupant d'investissement. Cette collaboration pourrait concerner, le cas échéant, l'analyse commune des politiques, la participation commune aux principales réunions institutionnelles et la définition de priorités complémentaires pour l'investissement, ainsi que l'organisation du Forum mondial sur l'investissement. Elle aurait pour objectif de faire en sorte que les débats au sein de la CNUCED sur les politiques d'investissement complètent et prennent en considération les débats et les initiatives d'autres institutions compétentes; (JZ) (G77 & CHINE supprimer l'alinéa)

c) nonies Compte tenu des mandats confiés à d'autres organismes des Nations Unies pour mener des travaux sur la technologie, les travaux de la CNUCED dans ce domaine se limitent au contexte de l'investissement. Dans les limites de son mandat, la CNUCED pourrait éventuellement utiliser ses moyens d'analyse pour recenser les caractéristiques du climat d'investissement et des choix de politiques qui aident les PMA à se doter de capacités productives qui facilitent la diffusion et l'absorption des technologies, des connaissances et des savoir-faire; (JZ) (Mexique → thème subsidiaire 4)

c) decies SUPPRIMER

c) undecies La CNUCED devrait renforcer ses travaux sur les liens entre l'égalité des sexes, l'émancipation économique des femmes et les politiques macroéconomiques dans le domaine du commerce, en particulier de la politique commerciale, afin que les politiques nationales répondent davantage aux besoins spécifiques des femmes. La CNUCED devrait continuer d'aider les pays en développement à recenser les possibilités d'assurer pleinement la participation des femmes à l'économie, ainsi que celle des groupes marginalisés, (Mexique) notamment

au moyen d'activités de recherche et d'analyse et de projets d'assistance technique au niveau national. Les synergies et la cohésion avec d'autres entités du système des Nations Unies et d'autres organisations internationales doivent être recherchées au maximum dans toute la mesure possible; (JZ, UE, Mexique)

d) ~~Trouver des réponses~~ Face (UE) aux problèmes ~~spécifiques~~ (UE) des pays sans littoral et des pays de transit, **la CNUCED devrait poursuivre ses activités d'analyse, de coopération technique (PDSL) et de formation de consensus sur la facilitation du commerce, les transports et les questions connexes (UE, Mexique) compte tenu des contraintes géographiques qui peuvent avoir un effet défavorable sur le commerce (UE) et devrait (Groupe D) aider ces pays à concevoir et à mettre en place (Groupe D) des infrastructures et des services de transit fiables et durables; (G77 & CHINE souscrit généralement au paragraphe mais souhaite en renforcer la formulation)**

d) bis (G77 & CHINE alinéa déplacé du 64 c) **sexies) Poursuivre les activités d'assistance technique, de recherche et d'analyse et le dialogue sur la facilitation du commerce, les transports et les questions connexes, en tenant compte des contraintes géographiques qui peuvent avoir un effet défavorable sur le commerce;**

e) S'intéresser en particulier au renforcement ~~des capacités d'offres dans les~~ (UE) **du secteur des services dans les PMA (UE) à travers un processus d'examen détaillé des stratégies et des politiques nationales; (Groupe D, JZ, Mexique, G77 & CHINE supprimer l'alinéa)**

e) alt ~~Poursuivre Renforcer~~ (G77 & CHINE) le travail approfondi mené sur les services, *y compris sur l'accent étant mis sur* (G77 & CHINE) le renforcement de la capacité d'offre de services, l'amélioration des capacités réglementaires et institutionnelles – au moyen, en particulier, des stratégies nationales, des examens des politiques et du partage d'expériences entre les pays – *et en renforçant les travaux analytiques et le soutien dans le cadre des négociations multilatérales et régionales* (G77 & CHINE, Mexique); (Groupe D)

f) **Continuer de (UE, Groupe D, Mexique) Promouvoir l'échange de bonnes pratiques la coopération régionale (UE, Groupe D) en vue de la formulation de cadres d'action pour le commerce et de politiques de la concurrence et des consommateurs politiques sur la concurrence et la protection des consommateurs (UE, Groupe D), {en tenant compte des aspirations nationales objectifs nationaux (Groupe D) et des priorités spécifiques des pays (Groupe D);} {UE supprimer} et réaliser des examens collégiaux concernant la mise en œuvre [des nouvelles (UE)] [de ces (Groupe D)] politiques [de la concurrence et de la consommation conçues et adoptées (UE)]; (Mexique → thème subsidiaire 4)**

f) bis La CNUCED devrait procéder à des analyses à partir des études de cas pertinentes afin d'examiner l'incidence des fusions-acquisitions d'entreprises sur la concurrence dans les pays en développement. Elle devrait également engager des recherches afin de dégager les meilleures pratiques en matière de supervision des fusions-acquisitions qui figurent dans les divers droits de la concurrence; (G77 & CHINE)

g) Travailler aux questions de l'accès aux marchés, de la réglementation et des cadres institutionnels pour faciliter le mouvement temporaire des personnes physiques entre les pays – en particulier pour fournir des services, y compris dans le cadre d'engagements commerciaux négociés aux niveaux bilatéral, régional et international; (UE, JZ, Groupe D supprimer l'alinéa)

g) bis **Renforcer les travaux relatifs à l'incidence des migrations sur le développement, en particulier sur la réalisation des objectifs de développement fixés au niveau international, notamment des OMD, (Mexique) de façon intégrée et globale, en examinant les difficultés et les chances tant pour les pays d'origine que pour les pays de destination; (G77 & CHINE, Mexique)**

h) Étudier la contribution des migrations au développement et à la réalisation des objectifs de développement fixés au niveau international, y compris les OMD, et en particulier celle des envois de fonds, et formuler des recommandations à ce sujet; (UE, JZ **supprimer l'alinéa**)

h) alt Compte tenu du fait que les envois de fonds sont des ressources privées, la CNUCED devrait continuer de mener des travaux sur l'incidence des envois de fonds sur le développement, notamment en ce qu'ils facilitent l'accès des migrants aux services financiers et l'utilisation de ces ressources pour créer des capacités productives. En outre, la CNUCED devrait (Mexique) Offrir une assistance technique et des activités de recherche pour aider les pays en développement à concevoir des mesures visant à comptabiliser les envois de fonds par des moyens officiels, et améliorer les données concernant ces apports; (UE) (JZ supprimer l'alinéa)

~~i) Suivre et analyser, en collaboration avec l'OIT et l'OMC (UE), la contribution de la libéralisation (UE) du commerce à la création d'emplois et au développement équitable, et examiner comment le commerce et le système commercial international peuvent~~ **peut (UE) aider à créer des emplois productifs, y compris pour l'accent étant mis en particulier sur (UE) les pauvres; (G77 & CHINE, JZ supprimer l'alinéa)**

i) alt 1 La CNUCED devrait poursuivre, en collaboration avec l'OIT, ses travaux concernant l'impact du commerce sur l'emploi et sur un développement équitable et durable; (G77 & CHINE) (UE supprimer i) alt 1)

i) alt 2 Poursuivre en collaboration avec l'OIT et l'OMC, notamment à la demande du groupe composé de diverses parties prenantes créé par le Directeur général de l'OMC, l'analyse de l'impact du commerce sur l'emploi, ainsi que sur le développement équitable et durable; (JZ)

i) bis (supprimer)

i) ter Poursuivre et renforcer ses travaux d'analyse axés sur les nouveaux enjeux du commerce mondial, notamment les diverses formes d'obstacles au commerce des biens et services, et les mesures protectionnistes, afin de contribuer au bon fonctionnement et développement du système commercial multilatéral; (Groupe D) (JZ supprimer l'alinéa)

j) En collaboration avec l'OMC et le CCI, (UE) Faire la synthèse de ses travaux sur les bases de données sur les mesures non tarifaires et de ses analyses sur les conséquences des mesures non tarifaires sur le commerce et (UE) le développement; (G77 & CHINE, JZ supprimer l'alinéa)

j) alt La CNUCED devrait continuer d'analyser les conséquences, notamment pour le commerce et le développement, de la multiplication des mesures non tarifaires, des obstacles techniques au commerce, des mesures sanitaires et phytosanitaires, des normes privées et des mesures discriminatoires motivées par des raisons autres que commerciales qui pénalisent fortement l'économie des pays en développement et des pays les moins avancés, et de regrouper ses travaux et ses bases de données dans ce domaine, avec la participation des États membres (G77 & CHINE) (JZ, UE supprimer l'alinéa)

k) Accroître son aide aux pays en développement, en particulier aux PMA, qui adhèrent à l'OMC en leur apportant une assistance technique avant, pendant et après le processus d'accession, en fonction de leur niveau de développement et de leurs besoins, et les entraves devraient être levées afin de faciliter le processus d'accession; (G77 & CHINE) (UE, JZ, Groupe D supprimer l'alinéa)

l) Devrait consolider ses activités d'assistance technique et de renforcement des capacités, en particulier par ses analyses et par l'examen des politiques, en faveur des pays en développement tributaires des produits de base, notamment dans le cadre des efforts que ceux-ci déploient pour surmonter les obstacles à l'intégration de mesures relatives aux ressources naturelles dans leur stratégie nationale de développement et dans la diversification des produits de base; (G77 & CHINE) (UE supprimer l'alinéa)

l) bis Il est essentiel pour les pays en développement d'adopter des politiques propices à une croissance et un développement équitables et durables. La CNUCED devrait continuer d'aider les pays membres à atteindre cet objectif, en particulier en formant les décideurs au traitement intégré du commerce, de l'investissement, du financement, de la technologie et du développement dans le cadre du paragraphe 166 du Plan d'action de Bangkok, et de tirer parti des synergies entre les travaux de recherche et les activités de renforcement des capacités; (G77 & CHINE)

m) La CNUCED devrait, en collaboration avec les commissions régionales de l'ONU et d'autres institutions régionales compétentes, fournir un appui technique et des services consultatifs aux pays en développement qui négocient et appliquent des accords de libre-échange; (G77 & CHINE) (JZ, Groupe D, UE supprimer l'alinéa)

n) La CNUCED devrait entreprendre des travaux de recherche et d'analyse afin d'examiner la manière dont *un* le système commercial multilatéral *réglementé, ouvert, non discriminatoire et équitable* (Mexique) peut contribuer à accroître la cohérence dans l'élaboration des politiques économiques relatives à la sécurité alimentaire; (G77 & CHINE) (UE, JZ supprimer l'alinéa)

o) La CNUCED devrait continuer d'analyser et d'étudier la question de la sécurité alimentaire et les menaces auxquelles les pays en développement, en particulier les PMA, font face dans ce domaine. Une attention particulière devrait être accordée à l'analyse et au suivi de la manière dont les subventions versées par *certain* pays, *en particulier* (Mexique) des pays développés, ont historiquement pénalisé et continuent d'entraver le développement des capacités productives dans le secteur agricole des pays en développement, en particulier des PMA. Grâce à ses piliers que sont les travaux de recherche et d'analyse et la formation de consensus, la CNUCED devrait aider les pays en développement à recenser les moyens d'améliorer la réglementation du commerce dans le secteur agricole en vue de promouvoir et d'accélérer la réforme de la politique commerciale des pays développés qui versent des subventions, compte tenu du rôle essentiel que joue la réforme de la politique commerciale dans la réalisation des objectifs du mandat de Doha pour le développement en matière de sécurité alimentaire et d'atténuation de la pauvreté; (G77 & CHINE) (UE, JZ supprimer l'alinéa)

o) bis Poursuivre ses travaux d'analyse des politiques et ses activités de renforcement des capacités concernant les cadres de réglementation de l'assurance et l'impact du secteur des assurances sur la mobilisation des ressources intérieures dans les pays en développement qui sont particulièrement vulnérables aux risques de catastrophe, en particulier les pays africains et d'autres petits pays économiquement et structurellement faibles et vulnérables. À cet égard, la CNUCED devrait poursuivre ses travaux sur la formation d'un consensus mondial en matière de gestion des risques

et de gouvernance préventive des risques afin de renforcer la résilience des acteurs des chaînes mondiales d'approvisionnement; (G77 & CHINE)

p) La CNUCED devrait continuer d'examiner les besoins et les problèmes de développement propres aux pays en développement sans littoral, en particulier en vue de parvenir à une croissance économique soutenue et à un développement équitable. {La CNUCED devrait continuer d'appuyer la mise en œuvre intégrale et effective de la Déclaration ministérielle d'Almaty et du Programme d'action d'Almaty ainsi que les résultats de son examen mi-parcours. Elle devrait soutenir sans réserve la Conférence d'examen décennal complet de la mise en œuvre du Programme d'action d'Almaty qui doit se tenir en 2014. La CNUCED devrait apporter l'assistance fonctionnelle et technique voulue et contribuer activement au processus préparatoire de la Conférence d'examen décennal complet et de ses résultats. La Conférence d'examen décennal du Programme d'Almaty est une occasion importante pour les PDSL et les pays voisins de transit, avec leurs partenaires, de procéder à un examen complet et à une évaluation critique de la mise en œuvre effective du Programme, et d'élaborer un nouveau cadre stratégique pragmatique. Tous les efforts doivent ainsi être faits pour que la Conférence d'examen décennal soit couronnée de succès.} {UE supprimer}; (G77 & CHINE) (JZ, Groupe D supprimer l'alinéa)

q) La CNUCED devrait continuer ~~de jouer un rôle important~~ *poursuivre ses travaux* (UE) en aidant à résoudre les problèmes persistants *de commerce et* (UE) de développement que rencontrent les PEID. {Un processus important à cet égard est l'examen de la Stratégie de Maurice, qui vise à recentrer et à améliorer la coopération internationale afin de remédier aux vulnérabilités et répondre aux besoins de développement propres aux PEID. La Réunion de haut niveau chargée d'examiner l'application de la Stratégie de Maurice a mis en évidence certaines insuffisances dans l'appui institutionnel aux petits États insulaires en développement, ainsi que d'autres obstacles à la mise en œuvre intégrale et effective de la Stratégie de Maurice et du Programme d'action de la Barbade. Compte tenu de l'importance de ce processus en cours et du rôle important de chef de file qu'elle a historiquement joué dans la défense des intérêts des PEID, la CNUCED est encouragée à contribuer pleinement au débat actuellement consacré, sous l'égide des Nations Unies, aux modalités de la poursuite de la mise en œuvre intégrale du Programme d'action de la Barbade et de la Stratégie de Maurice, notamment en exposant ses vues et ses idées sur la manière de recentrer les efforts internationaux dans le sens d'une approche axée sur les résultats et en réfléchissant aux mesures qu'il pourrait être nécessaire d'améliorer et d'adopter en complément}; {UE supprimer}; (G77 & CHINE)

r) Continuer d'entreprendre des travaux de recherche et d'apporter une assistance technique aux pays en développement dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC) au sujet des cadres juridiques et réglementaires et de l'évaluation de l'économie de l'information en collaboration étroite avec le Partenariat sur la mesure de la contribution des TIC au développement (UE);

r) alt La CNUCED devrait aider les pays en développement à élaborer, au niveau national, les cadres directifs, les modèles d'activité et les mécanismes de financement novateurs indispensables pour favoriser un accès accru au haut débit (G77 & CHINE) (UE, JZ supprimer le paragraphe)

r) bis La CNUCED devrait continuer de contribuer à la mise en œuvre des grandes orientations du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) sur le renforcement des capacités, la création d'un environnement propice, le commerce électronique et la science électronique, en coopération avec d'autres organisations internationales compétentes. La CNUCED devrait aussi, en sa qualité de secrétariat

de la Commission de la science et de la technique au service du développement, aider la Commission à mettre en œuvre le mandat sur le suivi des résultats du SMSI, et contribuer à la participation ~~entière~~ (UE) *de tous les acteurs concernés, en particulier* (UE) des pays en développement aux délibérations de la Commission; (G77 & CHINE) (JZ supprimer le paragraphe)

r) ter La CNUCED devrait poursuivre ses activités de formation et de renforcement des capacités dans le cadre de TrainforTrade à l'intention des professionnels du commerce, en mettant particulièrement l'accent sur le recours aux TIC pour favoriser le développement des connaissances et l'accès à des supports pédagogiques et à la formation; (Approuvé)

r) quater La CNUCED devrait continuer d'aider les pays en développement à examiner l'impact des accords commerciaux régionaux ~~entre pays développés et pays en développement~~ (UE) sur le développement économique et social des pays en développement [~~et sur la marge d'action dont ceux-ci doivent disposer pour leur développement;~~ (G77 & CHINE) [UE supprimer] (JZ supprimer le paragraphe)

s) Appuyer, par le biais de ses travaux de recherche et d'un dialogue ~~politique~~ *directif* (JZ), les efforts déployés pour améliorer l'accès au financement des PME, des microentreprises et des particuliers dans les pays en développement et leur fournir des services financiers, ainsi qu'aider les pays en développement à élaborer et à faire appliquer leur droit de la concurrence; (UE)

t) Renforcer ses travaux ayant trait à la prise en compte du rôle des femmes et à leur émancipation économique comme moyen de promouvoir le commerce et le développement; (UE, Mexique, JZ)

u) Afin d'accroître l'efficacité et l'impact de ses travaux, la CNUCED a besoin d'intégrer une gestion axée sur les résultats par l'exécution d'un programme axé sur les résultats qui s'attache davantage à évaluer les résultats et à en rendre compte pendant toute la durée de ses politiques, programmes ou initiatives afin d'obtenir de ses travaux les meilleurs résultats, efficacité et impact possibles, et d'en accroître l'intérêt, la transparence et la responsabilité; (JZ, UE) (G77 & CHINE, supprimer l'alinéa)

v) Le Conseil du commerce et du développement devrait préciser comment améliorer le fonctionnement du pilier de la formation de consensus afin d'en accroître l'intérêt, l'efficacité et l'efficacité en tant que cadre à un dialogue directif entre les États membres sur les grands concepts du commerce et du développement; (JZ) (G77 & CHINE, UE supprimer l'alinéa)

w) ~~La mise en œuvre du mandat de la treizième session de la Conférence devrait s'accompagner de l'organisation de~~ *Il y aura* (UE) quatre réunions d'experts pluriannuelles au maximum, *une* (UE) sur chaque thème subsidiaire de la Conférence (JZ) (G77 & CHINE, supprimer l'alinéa)

x) En outre, afin d'accroître l'impact et l'efficacité de ses travaux, la CNUCED devrait prendre les mesures suivantes: (JZ) (G77 & CHINE supprimer l'alinéa)

i) La CNUCED devrait redoubler d'efforts pour veiller à ce que ses travaux répondent aux demandes formulées par les États membres; (JZ)

ii) La CNUCED devrait s'efforcer d'accroître l'efficacité et d'obtenir de meilleurs résultats dans la limite de ses ressources actuelles, d'éviter tout double emploi avec d'autres organes des Nations Unies et de réduire le chevauchement des activités des commissions, des divisions et des réunions

d'experts de la CNUCED, et de recentrer ses travaux sur les domaines de compétence où ses capacités sont sans équivalent; (JZ)

iii) Le secrétariat de la CNUCED devrait adopter des pratiques de gestion axées sur les résultats, notamment en renforçant le suivi et l'évaluation dans tous les organes de la CNUCED en vue de fournir des services répondant à la demande et destinés à produire un impact; (JZ)

iv) Pour accroître la transparence et la responsabilité et réduire les incidences des doubles emplois et des chevauchements d'activités, les rapports sur l'exécution du budget de la CNUCED et les dépenses engagées devraient être structurés en fonction des trois piliers, et donner une répartition détaillée des dépenses dans chacun d'entre eux; (JZ)

v) La CNUCED devrait afficher ses informations sur les programmes et le budget sous une forme facilement accessible sur son site Web; (JZ)

vi) En 2012, le secrétariat de la CNUCED, *en consultation avec les États membres, élaborera et* (UE) mettra en œuvre un plan visant à réduire le personnel, à regrouper les programmes, à limiter le nombre et la fréquence des réunions et à accroître l'efficacité afin de bien préparer la CNUCED à la prochaine réduction de 3,2 % du budget général de l'Organisation des Nations Unies approuvée par la Cinquième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies le 23 décembre 2011; (JZ)

y) L'élaboration de la politique économique dépend dans une large mesure de la disponibilité de statistiques fiables et exactes. Le meilleur moyen de parvenir à cet objectif est que les statisticiens soient professionnellement indépendants et impartiaux, qu'ils utilisent des méthodes scientifiques et transparentes et que tout le monde ait accès dans des conditions d'égalité aux informations statistiques. Afin d'améliorer la qualité et la crédibilité de ses travaux statistiques, la CNUCED devrait: (JZ) (G77 & CHINE, supprimer l'alinéa)

i) Améliorer la qualité de la diffusion des données en les rendant toutes publiquement accessibles; (JZ)

ii) Fournir une documentation complète sur la manière dont les données sont collectées, traitées et diffusées, et rendre cette information accessible au public parallèlement aux données correspondantes; (JZ)

iii) Indiquer la source originale des statistiques utilisées dans tous les rapports et publications de la CNUCED, et respecter les normes convenues concernant les citations lorsque des statistiques recueillies par d'autres sont réutilisées; (JZ)

iv) S'efforcer en permanence d'améliorer les méthodes et d'adopter des systèmes afin de renforcer la qualité et la transparence des statistiques et d'élaborer un cadre statistique de qualité comparable à ceux de l'OCDE, du FMI et d'Eurostat; (JZ)

v) Renforcer la formation du personnel aux meilleures pratiques dans ce domaine; (JZ)

vi) Partager les données recueillies avec d'autres organisations, collecter des données en commun s'il y a lieu, et contribuer à une présentation intégrée des programmes statistiques des organisations internationales, notamment des plans de collecte de données, rendant ainsi les lacunes ou les chevauchements plus manifestes; (JZ)

- vii) Respecter les principes de l'ONU régissant les activités statistiques internationales; (JZ)
- z) Les travaux de recherche et d'analyse dans les domaines du commerce et du développement sont un pilier fondamental des activités de la CNUCED et devraient être axés sur des solutions nationales, être indépendants et reposer sur des données empiriques rigoureuses. Ils devraient aussi: (JZ) (G77 & CHINE supprimer l'alinéa)
- i) Procéder à une analyse quantitative de qualité du commerce et du développement; (JZ)
- ii) Encourager le personnel à publier des articles dans des revues examinées par des pairs et (UE) renforcer les mécanismes internes de contrôle de la qualité pour tous les travaux de recherche; (JZ)
- iii) Renforcer la collaboration avec les milieux universitaires et les organisations internationales telles que l'OCDE et la Banque mondiale, afin d'adopter des méthodes modernes de collecte et d'analyse des données dans les pratiques habituelles de la CNUCED; (JZ)
- iv) Se concentrer sur les principales difficultés que rencontrent les pays en développement en matière de commerce et de développement et dans les domaines interdépendants du financement, de l'investissement, de la technologie et du développement durable en vue d'atteindre les objectifs internationaux de développement, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement; (JZ)
- v) Proposer des solutions pratiques et des orientations possibles, y compris des meilleures pratiques et des analyses – fondées sur des constatations solides – des problèmes nouveaux et persistants de développement; (JZ) (UE supprimer alinéa z v))
- aa) Afin de permettre la mise en œuvre effective et en temps voulu des activités décrites dans les paragraphes du dispositif de l'Accord de Doha sur la contribution de la CNUCED de manière efficace, ces activités devraient être présentées, conformément aux règles et pratiques de l'ONU, comme le programme de travail pour les quatre prochaines années, précisant clairement les objectifs et les produits, y compris les délais et les résultats escomptés. Le Secrétaire général de la CNUCED devrait présenter ce programme de travail aux États membres pour examen à la 1^{re} séance du Groupe de travail du cadre stratégique et du budget-programme et à la session suivante du Conseil du commerce et du développement; (JZ) (G77 & CHINE supprimer l'alinéa)
- bb) *Continuer d'* (UE) apporter aux pays en développement, en particulier aux PMA, et aux pays en transition qui adhèrent à l'OMC, une assistance technique pendant et après le processus d'accession, en fonction de leur niveau de développement et de leurs besoins. (Groupe D) (G77 & CHINE supprimer l'alinéa)

V. Thème subsidiaire 4 – Promouvoir l’investissement, le commerce, l’entrepreneuriat et les politiques de développement correspondantes pour stimuler une croissance économique soutenue dans la perspective d’un développement durable et équitable

A. Analyse

101 bis. *{Le commerce international, reposant sur un système commercial multilatéral ouvert ~~non-discriminatoire~~ (G77 & CHINE), (JZ conserver), réglementé et ~~équitable~~ (JZ), est un moteur du développement (Mexique, G77 & CHINE)} {La libéralisation du commerce par le biais de} {G77 & CHINE supprimer} L’Organisation mondiale du commerce (OMC) [joue JZ, Groupe D] ~~est le meilleur moyen~~ peut jouer un [rôle essentiel (UE)] rôle important ~~d’octroyer~~ dans l’octroi (Mexique, G77 & CHINE) aux pays en développement d’un meilleur traitement dans le commerce mondial, en créant des flux commerciaux ~~nouveaux~~ (JZ, G77 & CHINE) qui ~~peuvent contribuer~~ contribuent à (JZ) promouvoir un développement durable et à résorber la pauvreté. (JZ)*

101 ter. Il est important que les pays en développement *continuent de participer* (UE) ~~participent~~ au système commercial mondial et, s’il y a lieu, à l’assistance technique liée au commerce et à l’aide au commerce. (JZ) (G77 & CHINE supprimer le paragraphe)

101 teralt. L’aide au commerce est nécessaire pour aider tous les pays en développement, en particulier les PMA, à mieux s’intégrer et s’adapter au système commercial mondial, et à renforcer les capacités productives, l’infrastructure liée au commerce et la compétitivité. L’aide au commerce devrait répondre aux besoins communs et particuliers des pays en développement en répondant à leurs demandes et à leurs besoins. Dans ce contexte, le Cadre intégré renforcé pour l’assistance technique liée au commerce en faveur des pays les moins avancés est important pour les PMA. (G77 & CHINE)

101 quater. L’investissement devient un facteur de plus en plus important dans l’élaboration des politiques au niveau international. L’investissement étranger et l’investissement intérieur sont des sources *et des vecteurs* (G77 & CHINE) de nouveaux capitaux, de technologie, ~~de concurrence~~ (G77 & CHINE) et d’innovation. L’investissement est un moteur de l’emploi, de l’innovation et, de plus en plus, du commerce. Cette évolution est universelle. *{L’investissement étranger direct exige, dans le pays d’accueil, des conditions d’investissement transparentes, stables et prévisibles qui garantissent le respect des contrats et des droits de propriété aux acteurs nationaux et internationaux.}* {Déplacer au paragraphe 112 bis. G77 & CHINE} (JZ)

102. Au niveau national, les stratégies à l’appui d’une mondialisation centrée sur le développement passeront par une plus forte intégration sur le plan intérieur – au moyen de liens solides entre les marchés, les entreprises et les secteurs nationaux – qui devra être complétée et soutenue par une intégration extérieure, au moyen d’un accroissement des échanges commerciaux, de l’IED, des flux de capitaux et [du transfert et (G77 & CHINE)] ~~de la diffusion de~~ (UE, G77 & CHINE) de technologies *{selon des modalités mutuellement convenues entre les parties concernées (UE)}* {G77 & CHINE supprimer}. Cet équilibre entre intégration intérieure et extérieure pourra être jugé efficace s’il contribue à la mobilisation des ressources en vue du renforcement des capacités

productives et s'il améliore les possibilités d'entrepreneuriat productif, de création d'emplois et de modernisation technologique ainsi que la résilience de l'économie aux chocs imprévus. (JZ, Groupe D supprimer le paragraphe)

103. [La mobilisation effective des ressources nationales et internationales est *[une condition préalable du UE]* un facteur essentiel de développement durable [soutenu UE]. L'investissement privé et l'entrepreneuriat, *avec le soutien des institutions financières locales (G77 & CHINE), sont la principale force dynamique permettant (UE) peuvent aussi contribuer à un développement durable, à la transformation structurelle et à (UE) la croissance économique.* Pour bon nombre de pays en développement, l'investissement public joue un rôle décisif [*important UE*], notamment en développant les secteurs stratégiques et en fournissant des infrastructures pour les transports, les télécommunications et l'éducation, la santé et les services de distribution, et il peut aussi favoriser [*être le moteur de UE*] l'investissement privé et de la création d'emplois. L'IED ~~doit jouer~~ [*joue UE*] un rôle décisif dans la promotion de la croissance et du développement économiques, en contribuant à l'amélioration de la productivité, ~~au transfert et (UE) à la diffusion de technologies, à l'acquisition de compétences et de savoir-faire en matière de gestion, à l'ouverture des marchés et au développement des infrastructures.~~ [G77 & CHINE ajouter le paragraphe] {Un environnement *économique propice* est essentiel pour attirer les flux d'IED et encourager l'investissement intérieur. (UE)} (JZ supprimer le paragraphe)

103 bis. Les accords internationaux d'investissement (AII) sont ~~devenus~~ de plus en plus nombreux [*ont augmenté en nombre UE*] ~~et complexes~~, aussi bien les accords traditionnels d'investissement que les dispositions relatives à l'investissement des accords d'intégration économique. L'échange international d'expériences et de meilleures pratiques sur des questions essentielles ~~relatives à la négociation et à (G77 & CHINE)~~ la mise en œuvre de ces accords peut contribuer à exploiter le potentiel de l'IED en matière de développement durable. [*et à régler les éventuels différends en matière d'investissement étranger G77 & CHINE*] (UE → ancien paragraphe 78, thème subsidiaire 2) {En matière d'accords internationaux sur l'investissement, il faut ~~concilier~~ [*protéger G77 & CHINE*] les intérêts des pays d'origine, des pays d'accueil et des investisseurs étrangers.} (JZ, UE, Groupe D supprimer)

104. Le renforcement des capacités productives est essentiel pour assurer une croissance économique soutenue et un développement équitable, en particulier dans les PMA. Les capacités productives peuvent être développées au moyen de politiques équilibrées, qui associent incitations et autres mesures afin de promouvoir les investissements du secteur privé et du secteur public dans des activités créant de la richesse, ainsi que pour assurer l'éducation et la formation, pour améliorer la santé et la nutrition et pour renforcer les capacités de recherche-développement afin de mieux développer les connaissances. {Des mesures pertinentes sont aussi nécessaires pour ~~garantir encourager (JZ) un développement durable (G77 & CHINE)~~ [en orientant l'investissement vers] [*grâce aux investissements dans (UE)*] la protection et la préservation ~~et la gestion (G77 & CHINE)~~ du milieu naturel} (JZ supprimer)

105. ~~La transformation structurelle est un élément clef pour promouvoir (JZ, UE supprimer, G77 & CHINE conserver)~~ la diversification économique {*est un élément clef pour (JZ)*} {G77 & CHINE supprimer} améliorer la compétitivité internationale et parvenir à un développement plus durable et équitable. De nombreux pays ont diversifié leur économie à mesure qu'ils progressaient dans l'échelle des revenus, ~~tant (UE, G77 & CHINE) par le transfert des ressources des secteurs peu productifs vers~~ en favorisant l'innovation ~~dans (JZ, UE) les secteurs plus productifs que par la spécialisation croissante de certains secteurs~~ {*et l'accroissement des liens intersectoriels (G77 & CHINE, UE)*}

{JZ supprimer} {la présence de services} {G77 & CHINE, JZ supprimer} dans l'économie (UE, JZ, G77 & CHINE). Cette diversification **devrait prendre en compte la nécessité** ~~est souvent allée de pair avec~~ (G77 & CHINE) ~~une amélioration d'améliorer~~ (G77 & CHINE) **le capital humain et (UE) des conditions d'emploi décent (Groupe D)** et ~~une~~ **d'accroître la résistance plus forte et la stabilité** de l'économie. (UE) {aux chocs extérieurs, et [de réduire l'instabilité économique des pays (UE)] [G77 & CHINE supprimer] **d'accroître la stabilité économique.** (G77 & CHINE). Plus le processus de production repose sur les économies d'échelle et les connaissances, plus les politiques ~~de développement~~ (JZ, G77 & CHINE) **ont tendance à être** (JZ, G77 & CHINE) ~~sont~~ difficiles à mener.} {UE, Groupe D supprimer}

106. Au cours des dernières années, certains pays en développement sont passés de la production de produits de base à celle d'articles manufacturés et de services à plus forte intensité de compétences et de technologie. ~~Cette forme de diversification~~ (G77 & CHINE **supprimer, JZ, Groupe D conserver**), dans bien des cas, {celle-ci (G77 & CHINE)} {JZ, **Groupe D supprimer**} a été soutenue par une intégration progressive des pays en développement, ~~en particulier des pays asiatiques,~~ (G77 & CHINE) dans les chaînes mondiales d'approvisionnement. Bon nombre de pays tributaires des produits de base, en particulier des pays africains et des PMA, ne sont pas parvenus à mettre en place une économie plus diversifiée et rencontrent des problèmes dans ce domaine. {En outre, des (Mexique) ~~Mais certains pays à revenu intermédiaire~~ [pays à revenu intermédiaire (Mexique)] {Certains pays (JZ)} {Mexique supprimer} ont ~~eux aussi~~ eu du mal à se diversifier en dehors des activités manufacturières à faible valeur ajoutée. **réduisant ainsi leur résilience aux chocs extérieurs** (Mexique)} {G77 & CHINE, JZ supprimer}

106 bis. Les moyennes nationales fondées sur des critères tels que le revenu par habitant ne traduisent pas les spécificités réelles et les besoins de développement particuliers des pays en développement. Dans ce contexte, les pays à revenu intermédiaire abritent 75 % environ des pauvres de la planète et font encore face à des obstacles importants pour éliminer la pauvreté et diversifier leur économie. Les efforts déployés pour remédier à ces problèmes peuvent être appuyés par la coopération internationale afin de veiller à ce que ces pays participent à un système économique international plus équitable et durable. (G77 & CHINE)

107. Les pays en développement **et les pays à économie (Groupe D) en transition (Groupe D, JZ)** doivent promouvoir (G77 & CHINE **proposer un nouveau texte.**) un environnement économique qui soutienne le développement et la compétitivité ~~de leurs~~ **des** entreprises {privées (JZ)} {G77 & CHINE **supprimer**} afin que celles-ci puissent parvenir à des économies d'échelle et tirer parti des débouchés internationaux, notamment en étant compétitives aux niveaux national, régional et international. Le soutien à la compétitivité des entreprises passe par des réformes visant à améliorer le marché ~~ainsi que par,~~ des cadres réglementaires **bien conçus (JZ, Groupe D) visant à faciliter le commerce** (G77 & CHINE) **qui peuvent stimuler la croissance économique et** (G77 & CHINE) (JZ) ~~permettant de superviser son fonctionnement — y compris~~ (JZ) la conception et l'application de politiques et de lois sur la concurrence et la protection des consommateurs, des programmes de développement des entreprises, **notamment dans le domaine de l'information financière et non financière, (Groupe D, JZ, UE)** et de relations interentreprises, {l'amélioration de la prestation de services (G77 & CHINE)} {JZ, **Groupe D supprimer**} et des organismes spécialisés qui puissent défendre les intérêts du secteur privé dans certaines branches d'activité. {**Pour soutenir la compétitivité des entreprises et une croissance écologique, il faut aussi renforcer les capacités dans le domaine des normes environnementales.** (UE)} {JZ, G77 & CHINE **supprimer**}

108. ~~Les~~ **Tous les pays en développement (JZ) ont aussi** (G77 & CHINE) (JZ) **besoin profitent** (JZ) d'entreprises compétitives capables de tirer parti des débouchés à

l'exportation, et de politiques nationales afin, ~~en particulier, notamment, de contribuer à~~ **(JZ) aux flux commerciaux, d'accroître la productivité et d'améliorer la qualité des produits et, (G77 & CHINE) d'améliorer l'accès des petites et moyennes entreprises au financement, aux marchés, à l'assurance (JZ), aux compétences en matière de gestion, (G77 & CHINE) et à d'autres ressources.**

(Texte provenant du paragraphe 89) Il importe de reconnaître les liens existant entre le développement des entreprises, la compétitivité et la création d'emplois. Il faudrait aussi avoir conscience de la nécessité de tirer parti des débouchés à l'exportation dans les politiques nationales afin d'accroître l'accès des PME au financement, en accordant une attention particulière aux microentreprises et aux investisseurs privés (UE).

109. Les politiques industrielles, ~~qui sont conformes aux règles de l'OMC et tiennent pleinement compte des avantages comparatifs priorités et besoins (G77 & CHINE) d'un pays donné (UE) –~~ notamment celles qui favorisent **les microentreprises et les petites et moyennes entreprises, ainsi que (UE, G77 & CHINE) le développement des entreprises, des secteurs et des activités offrant le meilleur potentiel de réalisation d'économies d'échelle, d'amélioration des compétences et d'accroissement de la productivité – ont un rôle important à jouer dans la mise en place de modes de d'un développement dynamiques et durables. (UE) L'enjeu de la politique industrielle devrait prendre encore plus d'importance à mesure que s'intensifieront les efforts pour parvenir au développement durable et (G77 & CHINE) pour créer une économie du futur à faible émission de carbone, ce qui nécessitera des politiques centrées sur certains secteurs – en particulier l'énergie, les transports et les industries extractives. (UE) (JZ supprimer le paragraphe)**

110. ~~Mais si (G77 & CHINE) les politiques industrielles ne sont pas ont besoin d'être (G77 & CHINE) complétées par d'autres politiques, y compris de soutien macroéconomique et d'investissement, de développement des entreprises et de concurrence, ainsi que de bonne gouvernance (UE), ainsi que de transfert de technologie. il se peut qu'elles ne procurent pas les résultats escomptés voire induisent d'autres distorsions. Le transfert de technologie peut apporter de nouveaux débouchés à des entités commerciales qui ensuite contribueront à améliorer le savoir-faire et accroîtront leur compétitivité. (G77 & CHINE) Les politiques macroéconomiques, notamment les politiques de change et de taux d'intérêt (UE), auront ont (UE) également une forte incidence sur le rythme des changements structurels et l'orientation que prendront ces changements dans bon nombre de pays en développement. En outre, si les marchés sont trop réduits ou si la concurrence est faussée sur les marchés d'intrants, les coûts de production augmenteront, ce qui pèsera sur la compétitivité des producteurs nationaux. Une cohérence est donc (UE) indispensable dans les politiques concernant l'industrie, l'investissement, le développement des entreprises, y compris dans le domaine de l'information financière et non financière, (Groupe D), et la concurrence, notamment. (JZ, UE supprimer le paragraphe)~~

111. Le renforcement des capacités productives à l'appui d'un développement robuste, durable et équitable nécessitera, dans la plupart des pays en développement, des liens étroits et complémentaires avec l'économie internationale au moyen d'un commerce international accru, avec toute une série d'avantages potentiels: gains d'efficacité, baisse du coût des intrants et hausse de la productivité. Pour bon nombre de pays, les avantages potentiels sont liés à la dynamique compétitive au sein des chaînes mondiales d'approvisionnement. {De ce fait, pour augmenter leur participation au commerce international, les pays en développement, en particulier les PMA, ~~doivent recourir davantage à devraient s'efforcer d'attirer (JZ, Groupe D) des IED qui cadrent avec leurs propres objectifs et stratégies de développement et (UE) contribuent à la création d'emplois, aux transferts de technologie~~

(UE) (JZ) [à la diffusion de technologies (UE)] [à la modernisation technologique (JS, Groupe D)] et à la formation d'une main-d'œuvre qualifiée} {Le G77 et la Chine, ainsi que l'UE, proposent de supprimer ce texte qui figure désormais dans le nouveau paragraphe 111 bis}

111 bis. Afin d'accroître leur participation au commerce international, les pays en développement, en particulier les PMA, ont besoin de recourir davantage à des IED qui appuient ~~leurs propres objectifs et stratégies de développement, sous la forme de partenariats qui~~ respectent (UE) la législation nationale et contribuent à la création d'emplois, {au transfert et (G77 & CHINE)} {UE supprimer} à la diffusion de (UE) technologie et à la formation d'une main-d'œuvre qualifiée, et qui cadrent avec la législation nationale. L'IED devrait aussi cibler les secteurs productifs de l'économie des pays en développement. (G77 & CHINE) (JZ, Groupe D supprimer le paragraphe)

111 ter. Les PDSL se heurtent à la difficulté de développer et de renforcer leurs capacités productives, compte tenu des contraintes liées aux inconvénients de leur situation géographique. L'investissement étranger direct peut compléter les efforts déployés au niveau national et contribuer à la restructuration économique et ~~à la spécialisation grâce aux transferts de capitaux, de technologie et de savoir-faire en matière de gestion à la diversification.~~ (UE) L'IED peut aussi jouer un rôle dans la création d'emplois et de revenus, contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté, ainsi que dans le développement de l'infrastructure pour le développement, des télécommunications et des services de distribution afin de faire progresser les PDSL sur la voie de la transformation structurelle. (G77 & CHINE) (JZ supprimer le paragraphe) (le Groupe D examine ce paragraphe)

112. Un climat d'investissement stable et prévisible, **conforme aux règles internationales**, (UE) est ce qui permet d'attirer des IED. Les éléments requis sont notamment: a) un cadre juridique et un cadre réglementaire solides; b) un respect général des contrats et des mécanismes de règlement efficaces; c) un traitement impartial et équitable **des investisseurs**; (UE) d) des garanties solides en matière de propriété intellectuelle; e) des règles efficaces de création, de fonctionnement et de liquidation des entreprises; **et des normes d'information (Groupe D)**; et f) **la transparence et la bonne gouvernance**; et g) (UE) des recours **juridiques (UE)** effectifs pour les investisseurs. {~~Un problème persistant à cet égard est la question des moyens~~ *Il est important d'accroître* (JZ) la contribution au développement de l'investissement étranger par la création d'emplois. Les capacités nationales des pays en développement devraient être renforcées dans ce domaine. (UE)} {JZ supprimer} (G77 & CHINE supprimer le paragraphe)

112 alt. Afin de contribuer au développement, l'IED devrait ~~être conforme~~ *correspondre* (UE) aux priorités de développement et à la législation nationale des pays d'accueil. Cela passe par un environnement favorable aux investisseurs et aux pays d'accueil. (G77 & CHINE) (JZ supprimer)

113 alt. C'est sur les droits de propriété intellectuelle, en tant qu'élément important de bonne gouvernance, que reposent les décisions d'investissement et le développement durable. Les instruments internationaux contraignants, tels que l'Accord sur les ADPIC, fixent le cadre juridique censé garantir que les droits de propriété intellectuelle sont octroyés et utilisés en conciliant les intérêts du propriétaire et les besoins de la société. (UE) (JZ supprimer le paragraphe)

113 alt 2. La propriété intellectuelle est un moyen au service d'un objectif et l'accent doit être mis sur l'adoption de mesures éclairées et adaptées sur la base de consultations élargies menées dans l'ensemble des secteurs de l'économie et de la

société, et de leur conformité aux objectifs économiques et sociaux plus larges, de façon à renforcer le développement. Les régimes de propriété intellectuelle devraient concourir aux politiques économiques et politiques de développement, être profitables aussi bien aux producteurs qu'aux utilisateurs de connaissances technologiques et contribuer au bien-être social et économique, en conciliant les droits et les obligations. Il est nécessaire d'équilibrer le régime international de propriété intellectuelle, notamment en favorisant l'adoption de flexibilités, d'exceptions et de restrictions, au profit des pays en développement. Les questions relatives à l'adoption de flexibilités, de dérogations et de restrictions appropriées sont importantes dans le cadre de l'examen par les pays développés et les pays en développement du bon équilibre à trouver entre les droits et les obligations. (G77 & CHINE)

113 bis. Le savoir traditionnel, les ressources génétiques, l'innovation et les pratiques traditionnelles constituent, pour les pays en développement, des atouts importants qu'ils peuvent perdre et qui peuvent être détournés. Leur préservation, leur production et leur utilisation durable demeurent importants. Des efforts doivent être déployés aux niveaux national et international pour préserver, protéger et promouvoir l'utilisation durable du savoir traditionnel, du folklore et des ressources génétiques et pour veiller à un partage juste et équitable des avantages qui en sont tirés. (G77 & CHINE nouveau texte)

114. {Il est généralement admis que la croissance économique n'est pas suffisante pour garantir un développement équitable et durable.} {JZ, Groupe D, UE supprimer} **L'une des clefs d'un développement équitable réside dans le renforcement des synergies entre la croissance économique et le développement social. (approuvé, JZ et Groupe D déplacer la phrase au thème, G77 & CHINE conserver dans le paragraphe 114) et l'élargissement des sources de croissance à un plus grand nombre d'agents économiques de toutes les tailles. (UE) {Les OMD ont inscrit la pauvreté, l'emploi et les objectifs sociaux au centre des préoccupations de l'action internationale, et ont mis en avant la nécessité d'une augmentation importante de mobiliser (JZ, G77 & CHINE) des ressources provenant de sources multiples (JZ, G77 & CHINE) pour financer de nouveaux investissements dans l'infrastructure sociale (JZ) et les dispositifs de protection sociale (JZ, G77 & CHINE) le développement (JZ, G77 & CHINE), tout en formant de nouveaux partenariats pour accélérer le développement humain, en particulier en faveur des groupes les plus vulnérables. (Mexique, G77 & CHINE) La redéfinition des priorités de l'action en matière de développement au-delà de l'horizon 2015 passera par une évolution des objectifs de développement pour prendre en compte les fondamentaux et les réalités économiques.} {UE, JZ, Groupe D supprimer} {L'adoption de seuils nationaux de protection sociale peut être un moyen d'améliorer l'infrastructure sociale. (UE)} {G77 & CHINE supprimer}**

B. Le rôle de la CNUCED

La CNUCED devraient exécuter ses activités dans le cadre de son mandat fondamental, dans la limite de ses capacités et ressources actuelles et sans préjudice des travaux et du mandat des autres organisations internationales. Ces activités devraient aboutir à des résultats tangibles répondant à des besoins précis et dont l'impact est mesurable. À cet égard, la CNUCED devrait: (JZ)

115. La mobilisation de ~~toutes (UE, JZ) les ressources, (UE) sources multiples (JZ) et leur utilisation de façon productive~~ d'investissements étrangers et d'investissements intérieurs destinés à améliorer les résultats économiques des pays en développement (UE) est un élément essentiel pour ~~{[permettre (JZ)] {permettre au secteur privé de contribuer (JZ)} {UE supprimer} {un développement réussi induit par le secteur privé,~~

(JZ) } {G77 & CHINE supprimer} et le secteur public (G77 & CHINE) } {JZ supprimer} à une prospérité et à un bien-être accrus (JZ). Cela passe par une bonne gouvernance, une attention notable accordée au marché et {un dialogue entre le secteur privé et l'État. (UE) } {JZ supprimer} un environnement favorable au secteur privé (JZ). ~~À travers ses trois piliers d'action, (G77 & CHINE)~~ la CNUCED, {dans le cadre de son mandat fondamental et de ses capacités et ressources actuelles, ainsi que sans préjudice des travaux et du mandat des autres organisations internationales, (UE) } {G77 & CHINE supprimer} devrait y participer comme suit:

a) Assurer des activités de recherche ~~en matière de politiques~~ [factuelles (JZ, Groupe D, UE)], axées sur le développement et indépendantes (G77 & CHINE) [reposant sur des constatations solides (G77 & CHINE)], ~~de dialogue sur les politiques~~ (JZ) et d'assistance technique afin d'aider les pays en développement, en particulier les PMA, et les pays en transition (Groupe D, UE, JZ) à élaborer leurs stratégies et leurs politiques pour attirer et recevoir des investissements étrangers directs {et veiller [contribuer (JZ)] à ce que ceux-ci contribuent à leur ~~au service du~~ (G77 & CHINE) développement durable, y compris en élaborant des régimes réglementaires pour l'investissement appropriés {et par une croissance élargie induite par le secteur privé (JZ)}{G77 & CHINE supprimer} et poursuivre les examens de la politique d'investissement (UE) [volontaires organisés par la CNUCED (G77 & CHINE)] [JZ supprimer]} {UE supprimer}

a) alt Continuer d'assurer des activités de recherche factuelles et d'assistance technique afin d'aider les pays en développement, en particulier les PMA, à attirer et à tirer parti des investissements étrangers, notamment par leur participation effective aux chaînes de valeur mondiales. Les services consultatifs devraient mettre l'accent sur la manière dont l'investissement peut contribuer à un développement durable et à une croissance équitable. Les domaines à privilégier devraient être l'élaboration et la mise en œuvre de régimes réglementaires appropriés pour l'investissement aux niveaux national et international, y compris par des examens de la politique d'investissement et des activités de suivi, ainsi que par la promotion et la facilitation de l'investissement. (JZ)

a) bis 1 Poursuivre les examens de la politique d'investissement volontaires organisés par la CNUCED. (UE)

a) bis 2 La promotion de travaux de recherche ~~en matière de politiques factuels~~ (UE), d'un dialogue sur les politiques et d'activités d'assistance technique afin d'aider les pays en développement à accroître l'investissement public *et privé* (UE). (G77 & CHINE) (JZ, Groupe D, UE supprimer le paragraphe)

a) ter Continuer d'assurer des activités de recherche ~~en matière de politiques factuelles~~ (JZ, UE) {et de dialogue sur les politiques (JZ supprimer)} (G77 & CHINE, Mexique) sur les questions ayant trait à ~~la contribution~~ l'impact (G77 & CHINE) de l'IED et des autres flux de capitaux à ~~sur~~ (G77 & CHINE) une croissance équitable et ~~au~~ le développement durable; l'interaction de l'IED et de l'investissement intérieur, la relation entre l'APD et l'IED, ~~le rôle de l'IED (JZ) dans~~ {les transferts de technologie (UE, JZ supprimer)} et (G77 & CHINE) dans les services (JZ) et le lien entre l'IED et l'intégration régionale – grâce à des marchés plus grands. {La CNUCED devrait aussi ~~continuer de servir de cadre à favoriser~~ (JZ) un dialogue international sur les meilleures pratiques en matière de politiques d'investissement avec l'OCDE et les banques régionales de développement (Groupe D) compétentes. (G77 & CHINE supprimer)} (UE, Groupe D)

a) quater Mener davantage de travaux d'analyse et de recherche dans la limite des ressources actuelles sur le rôle de l'investissement et la promotion du commerce

compte tenu des carences actuelles et du poids croissant des pays émergents. (JZ, UE) (G 7 & CHINE supprimer le paragraphe)

b) {En collaboration avec d'autres organisations et programmes internationaux, notamment le Cadre intégré renforcé et le CCI, la CNUCED devrait (G77 & CHINE supprimer)} (JZ) contribuer au renforcement du développement du secteur privé et du secteur public (G77 & CHINE) dans les pays en développement (G77 & CHINE) et à l'accroissement de la capacité d'innovation et de (Mexique) la compétitivité des entreprises locales (UE), notamment en ~~proposant des principes d'action (G77 & CHINE conserver) échangeant les meilleures pratiques (JZ) pour intégrer le renforcement des capacités productives dans les politiques et les stratégies nationales de développement, et en élaborant des indicateurs du développement des capacités productives (JZ, Groupe D).~~ Il conviendrait de porter particulièrement attention à cet égard aux PMA africains (G77 & CHINE), ~~surtout aux PMA africains (G77 & CHINE)~~ {aux PDSL, (UE supprimer)} aux PEID et aux autres petits pays structurellement et économiquement faibles et vulnérables (G77 & CHINE) ~~et aux autres pays en développement vulnérables (UE)~~, ainsi qu'à l'élaboration de stratégies et de politiques en vue de leur participation effective aux chaînes d'approvisionnement mondiales;

b) bis Pour contribuer à un développement induit par le secteur privé, la CNUCED doit approfondir ses consultations avec *les acteurs compétents, notamment (Mexique) les acteurs du secteur privé afin de recenser les obstacles essentiels à l'investissement intérieur et à l'investissement étranger; dans les pays en développement, (UE) en particulier dans les pays les moins avancés (PMA).* La CNUCED pourrait y parvenir en mesurant les résultats des pays à l'aune de critères de comparaison pour l'investissement privé intérieur et étranger, en mettant à jour son évaluation et son analyse des facteurs qui font que les pays n'attirent pas suffisamment l'investissement privé et en accordant une attention particulière aux secteurs à fort potentiel des PMA dont les résultats sont considérés comme insuffisants; (JZ) (G77 & CHINE supprimer le paragraphe)

b) bis 1 La CNUCED devrait définir une méthode opérationnelle et des principes d'action sur la manière d'intégrer les capacités productives dans les politiques et stratégies nationales de développement des PMA afin que les capacités productives se trouvent au cœur des efforts déployés aux niveaux national et international pour répondre aux besoins et remédier aux problèmes particuliers des PMA. À cet égard, la CNUCED devrait (continuer de) mettre au point des indicateurs quantifiables et les variables correspondantes pour mesurer les capacités productives de l'ensemble de l'économie des PMA. (G77 & CHINE)

b) ter Dans le cadre de ses travaux sur l'investissement au service du développement, en particulier sur les investissements réalisés dans l'infrastructure, la CNUCED devrait ~~aider ses États membres~~ les pays en développement (UE) à étudier la meilleure manière de stimuler l'impact des flux d'investissement en déterminant les besoins des entreprises prêtes à accueillir des investissements, les plates-formes nécessaires pour faire connaître aux investisseurs les possibilités offertes et les meilleures pratiques en vue de mobiliser les avoirs des fondations, des entreprises privées et d'autres investisseurs influents; (JZ) (G77 & CHINE supprimer le paragraphe)

b) quater La CNUCED devrait ~~continuer de promouvoir~~ poursuivre ses travaux sur (G77 & CHINE) la politique de concurrence et les ~~normes de la~~ protection des consommateurs (G77 & CHINE) dans les pays en développement et soutenir le renforcement des capacités relatives à ~~de mise en œuvre de~~ (G77 & CHINE) la politique de concurrence et ~~des normes de la~~ protection des consommateurs; (G77 &

CHINE) tout en tenant compte des conditions actuelles dans les pays en développement; (G77 & CHINE, Mexique) (JZ) (Groupe D supprimer le paragraphe)

b) quinquies La CNUCED devrait continuer d'appuyer le renforcement des capacités commerciales dans les pays en développement, en particulier dans les PMA; (Accepté)

b) sexies La CNUCED devrait continuer de mettre l'accent sur les besoins et les problèmes particuliers des petits pays structurellement et économiquement faibles et vulnérables afin de favoriser une croissance économique soutenue et un développement durable et équitable; (G77 & CHINE)

c) Réfléchir {à de nouvelles idées et (UE supprimer)} (G77 & CHINE ~~conservé~~ politiques (UE) **à des idées et des meilleures pratiques** (JZ, Mexique) pour promouvoir une diversification des exportations favorisant une croissance et un développement équitables, y compris vers les secteurs liés à l'économie créative et *d'autres secteurs* et (G77 & CHINE) permettant la création de valeur ajoutée. ~~À cet égard~~ **En outre, (Mexique) la CNUCED devrait poursuivre ses travaux de recherche et d'analyse directive dans le domaine de la science, de la technologie et de l'innovation. (JZ, G77 & CHINE, Mexique déplacer à la fin du paragraphe)** La CNUCED devrait aussi examiner les différentes stratégies de diversification de leurs exportations qui s'offrent aux pays en développement à différents stades de transformation structurelle;

c) bis La CNUCED devrait soutenir les efforts de développement que les pays en développement à revenu intermédiaire déploient pour surmonter certains obstacles à un développement économique durable et à la réduction de la pauvreté, (Mexique, G77 & CHINE) en particulier pour diversifier leur économie par le développement des capacités productives, la mise au point de technologies et le renforcement des capacités (G77 & CHINE);

d) Continuer à aider les pays en développement, en particulier les PMA, **et les pays en transition, (Groupe D)** à promouvoir l'entrepreneuriat local, ~~{à élaborer des mesures visant à encourager les partenariats public-privé au service du développement des infrastructures, (UE supprimer)}~~ (G77 & CHINE) ~~{à stimuler promouvoir (G77 & CHINE) le développement des entreprises et la facilitation du commerce, notamment le développement des PME, ainsi qu'à améliorer la situation des microentreprises du secteur informel {renforcer les capacités productives des PME et leur accès aux marchés, y compris l'accès à l'assurance et au financement, et à former des entrepreneurs G77 & CHINE}, dans le but d'intégrer progressivement le secteur privé structuré; (UE)}~~ ~~{à intégrer les PME, les microentreprises et les particuliers dans le secteur financier structuré, à renforcer les capacités productives et l'accès aux marchés des PME, y compris l'accès à l'assurance et au financement (G77 & CHINE), et à former des entrepreneurs;}~~ ~~{UE supprimer}~~

e) ~~{Réfléchir à la question de la gouvernance, sous tous ses aspects, pour aider les pays partenaires afin à aux meilleures pratiques dont disposent les pays pour (JZ) renforcer leurs capacités institutionnelles} {G77 & CHINE supprimer}~~ **Aider les pays en développement à renforcer leurs capacités institutionnelles (G77 & CHINE)** dans les domaines du commerce, **de la science**, de la technologie et de l'investissement ~~et à tirer parti des initiatives en matière de transparence dans ces domaines; (G77 & CHINE)~~

e) alt Réfléchir à **une assistance technique et mener des activités de ce type dans les domaines essentiels importants (JZ) de la bonne (UE) la question de la gouvernance [à tous les niveaux (JZ) (UE)] sous tous ses aspects, et de la primauté du droit, (UE) afin de combattre la corruption, pour aider les pays partenaires (UE) à de renforcer leurs capacités institutionnelles des pays en développement dans les domaines du ayant trait au (UE) commerce et, de la technologie au développement et de l'investissement, de**

créer un environnement sûr pour l'investissement étranger et l'investissement intérieur, ainsi que de s'appuyer sur les initiatives acceptées au niveau international en matière de transparence dans ces domaines~~{, notamment en ce qui concerne l'amélioration de l'information financière et non financière des entreprises. (Groupe D)}~~ en mettant l'accent sur les meilleures pratiques tirées de l'expérience (JZ) des pays émergents. ~~{devraient partager l'expérience des meilleures pratiques acquise sur la voie de leur développement; et à tirer parti des initiatives en matière de transparence dans ces domaines; (JZ supprimer)}~~ (UE)

e) bis Continuer de servir de cadre aux délibérations intergouvernementales, de mener des travaux de recherche et des activités d'assistance technique, en vue d'améliorer l'information financière et non financière des entreprises conformément aux normes, codes, meilleures pratiques et critères de comparaison internationalement reconnus par le biais du Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication. (Groupe D)

f) SUPPRIMER

g) Promouvoir des arrangements plus équilibrés pour faire en sorte que l'accès à la technologie s'inscrive dans un processus de mondialisation centrée sur un développement plus équitable, y compris par le biais de l'élaboration d'un code de conduite ou de principes d'action relatifs au transfert de technologie au profit des pays en développement, ainsi que (G77 & CHINE) de mesures internationales pour appuyer le développement technologique dans les pays en développement. (UE, JZ supprimer l'alinéa)

h) La CNUCED devrait promouvoir la coopération régionale dans l'élaboration de cadres directifs pour le commerce ainsi que de politiques de concurrence et de protection des consommateurs, en tenant compte des ~~objectifs et impératifs nationaux en matière de développement;~~ (G77 & CHINE) plans et stratégies de développement. (UE, JZ)

i) La CNUCED devrait mettre davantage l'accent sur le renforcement des capacités d'offre dans le domaine du commerce des services dans les pays en développement (UE) par le biais d'un examen détaillée des stratégies et des politiques nationales. (G77 & CHINE) (JZ, Groupe D supprimer l'alinéa)

116. SUPPRIMER

a) Jouer un rôle clef dans la recherche, l'analyse et le débat sur les politiques afin de promouvoir le développement et l'application de technologies ~~vertes~~ propres (G77 & CHINE, Mexique), ainsi que le renforcement des capacités locales correspondantes; (UE, JZ supprimer l'alinéa)

b) SUPPRIMER

~~b)k~~ alt Aider, dans les domaines du commerce et du développement et (UE) {dans la limite des-de ses (UE) ressources disponibles} {JZ supprimer}, et dans le cadre de l'équipe spéciale compétente, (UE) à mener des analyses communes des lacunes et des capacités dans l'optique de la mise en place du Centre de science, de technologie et d'innovation, comme convenu dans le Programme d'action d'Istanbul; (JZ) (G77 & CHINE supprimer l'alinéa)

~~b)k~~ alt 2 La CNUCED devrait renforcer ses travaux sur les questions relatives à la propriété intellectuelle, et en particulier aider les pays en développement à mieux mettre en place un régime de propriété intellectuelle axé sur le développement, notamment en adoptant les flexibilités, dérogations et restrictions appropriées. Ce

faisant, la CNUCED devrait tenir dûment compte des recommandations énoncées dans le Plan d'action de l'OMPI pour le développement. (G77 & CHINE)

ħk) alt 2 bis Dans le cadre des efforts plus larges déployés pour donner des conseils opérationnels et stratégiques concernant l'exécution des engagements internationaux, la CNUCED devrait aider les PMA à procéder à une analyse des lacunes et des capacités afin de mettre en place le Centre international de science, de technologie et d'innovation et d'en tirer parti, comme convenu dans le Programme d'action d'Istanbul. (G77 & CHINE)

k) bis Compte tenu du Plan d'action de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) pour le développement, la CNUCED devrait mener des activités de recherche et d'analyse sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce et au développement, en particulier sur la protection du savoir traditionnel, des ressources génétiques et du folklore sur la base d'un partage juste et équitable des avantages qui en sont tirés. (G77 & CHINE nouveau texte)

l) La CNUCED devrait, avec l'appui de ses partenaires de développement, contribuer à renforcer les bases de données et les capacités statistiques nationales des PMA. (G77 & CHINE)

c) SUPPRIMER
